

N°136
Mars 2010
ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

***OCTOBRE 1934 :
LA « COMMUNE »
DES ASTURIES***

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

Sommaire

Présentation	p. 2
Chronologie	p. 5
Carte	p. 7
Manuel Grossi	p. 8
Témoignage historique sur Octobre 1934 d'après M. Grossi	p. 10
« <i>Lettre d'Espagne</i> » : article de <i>La Vérité</i> du 24 octobre 1934	p. 29
« <i>La Tragédie espagnole</i> » : article de <i>La Révolution prolétarienne</i> du 25 octobre 1934	p. 31
« <i>L'Union des Travailleurs dans la Commune Asturienne</i> » : article de <i>Spartacus</i> du 24 décembre 1934	p. 35
Extrait de « <i>L'anarchisme en Espagne au XX^{ème} siècle</i> » de George R. Esenwein	p. 41
« <i>L'Alliance Ouvrière et la lutte pour le Front Unique</i> » de Josep A. Pozo	p. 44

Présentation

Si l'on évoque l'année 1934, pour un militant ouvrier français, c'est d'abord la date du 12 février 1934 qui surgira. Dans un mouvement profond et déterminé, face à la menace fasciste et à l'offensive patronale, les travailleurs se rassemblent et imposent l'unité dans l'action à leurs organisations : les deux cortèges, celui de la SFIO et celui du PCF fusionnent au cri mille fois répété de "*Unité !*"

Pour un militant espagnol, 1934, c'est d'abord octobre dans les Asturies, la "*Commune des Asturies*". C'est la portée de la constitution de l'Alliance ouvrière autour du mot d'ordre : "*Unios Hermanos Proletarios*" ("*Unissez-vous, frères prolétaires !*") qui, sous la forme du sigle "*UHP*", restera l'appel à l'unité de la classe ouvrière pour la défense de ses aspirations dans la période révolutionnaire qui se poursuivait et dans la révolution qui surgira en 1936 de la résistance au coup d'Etat militaire.

Au-delà des spécificités nationales, le 12 février français et l'insurrection d'octobre 1934 s'inscrivent dans un même développement international, et en particulier, européen.

L'arrivée au pouvoir du nazisme en Allemagne (1933), l'écrasement sans combat du prolétariat le plus puissant et le mieux organisé d'Europe, provoquent, on le sait, une onde de choc aux conséquences politiques profondes.

Sous toutes leurs formes, les forces de la réaction, celles qui voulaient liquider le mouvement ouvrier organisé et les positions qu'il détenait dans la société, celles qui ouvertement proclamaient qu'il fallait en finir avec la démocratie politique se sentaient plus puissantes que jamais.

Du côté des masses opprimées et exploitées, dans la classe ouvrière, s'opérait également une polarisation. Il ne fallait pas que se répète ce qui était arrivé en Allemagne. Mais quelles étaient les causes de cet effondrement ? La division, en particulier le fait que, pour les directions des PC, soumises aux consignes émanant du Kremlin, "*l'ennemi principal*", c'était la social-démocratie, baptisée "*social-fascisme*"; le fait que les sommets des organisations ouvrières aient cherché à constituer des alliances, à se subordonner à des partis politiques défendant les intérêts de la bourgeoisie mais se réclamant de la Constitution de Weimar, de la démocratie en général ou de la République.

La leçon qui en était tirée à l'échelle de vastes secteurs du mouvement ouvrier - et donc au sein des organisations social-démocrates elles-mêmes - c'est qu'il fallait l'unité mais que celle-ci ne pouvait solidement se constituer que sur une base

de classe, c'est-à-dire à partir de la défense effective des droits, des positions et des revendications de la classe ouvrière.

Cette prise de conscience a encore été approfondie par les dramatiques événements d'Autriche : au début de l'année 1934, le chancelier social-démocrate Dollfuss installe un gouvernement corporatiste après avoir écrasé dans le sang les milices ouvrières dirigées par le Parti socialiste.

C'est en Espagne que la riposte ouvrière va le plus loin, que la définition des moyens qui lui sont nécessaires est la plus claire, au travers de la formation des Alliances ouvrières, de la rupture avec la "gauche" de la bourgeoisie.

Sans aucun doute, la forme particulière que prennent ces développements en Espagne est indissociable des développements concrets de la lutte politique en Espagne après la chute de la monarchie en 1931. Mais ces développements, au travers de leur forme précise, ont une portée universelle.

C'est ce qu'indiquait Léon Trotsky :

« En Autriche, ce n'est pas la méthode de l'insurrection qui a été défaite, mais l'austro-marxisme ; en Espagne, le réformisme parlementaire sans principe (...) mais les causes de la défaite sont au fond les mêmes. Le Parti socialiste espagnol, comme les "Socialistes révolutionnaires" et les Mencheviks russes, partagea le pouvoir avec la bourgeoisie républicaine pour empêcher les ouvriers de mener la révolution jusqu'au bout. Durant deux années, les socialistes au pouvoir aidèrent la bourgeoisie à se débarrasser des masses par des miettes de réformes agraires, sociales ou nationales. Contre les couches les plus révolutionnaires du peuple, les socialistes employèrent la répression (...). Quand le Parti socialiste fut suffisamment compromis, la bourgeoisie le chassa du pouvoir et passa à l'offensive sur l'ensemble du front. Le Parti socialiste dut se défendre dans les conditions extrêmement défavorables qu'il avait lui-même préparées par sa politique antérieure. »

Dans le cas de l'Espagne, en effet, la résistance ouvrière, dont l'expression la plus avancée se trouvait dans la constitution des Alliances ouvrières, aboutissait à l'insurrection ouvrière des Asturies, insurrection écrasée après quinze jours de combats terribles parce qu'isolée. L'avant-garde ouvrière des Asturies connaît alors une sauvage répression : des milliers d'exécutions, des arrestations...

Il nous a paru nécessaire de consacrer ce *Cahier du Cermtri* à la "Commune des Asturies" de 1934.

D'abord, en rendant hommage à ceux qui ont vécu et qui sont morts dans ce combat pour l'émancipation sociale et la liberté. C'est pourquoi le premier texte de ce *Cahier* est constitué par le récit même des événements fait par l'un de ses participants, Manuel Grossi.

Le contexte de l'insurrection est analysé dans une étude de l'historien espagnol, Josep A. Pozo.

Nous avons, par ailleurs, reproduit dans ce *Cahier* trois documents qui montrent ce qu'ont été les réactions dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire en France :

- Un article de *La Vérité* n° 224 du 24 octobre 1934, alors organe du Groupe bolchevik-léniniste de la SFIO (anciennement Ligue Communiste).
- Un article paru dans la revue de Pierre Monate, *La Révolution prolétarienne* du 25 octobre 1934.
- Un rapport d'un responsable du syndicat des mineurs de l'UGT dans le journal *Spartacus* du 24 décembre 1934, animé par des militants de la gauche de la SFIO qui se réclamaient de Rosa Luxembourg.

Enfin, nous avons reproduit un extrait de l'étude de l'historien américain Georges Esenwein (paru dans les *Cahiers Léon Trotsky* n°31- 1987) sur l'anarchisme dans le mouvement ouvrier espagnol.

CHRONOLOGIE

1902-1931 : Règne de Alphonse XIII de Bourbon.

Le règne est marqué par la montée en puissance du mouvement ouvrier.

En 1909, la révolte éclate à Barcelone contre la conscription forcée destinée à sauver les positions coloniales au Maroc. Un comité de grève est constitué. La répression est féroce - semaine tragique fin juillet début août - : des dizaines de morts et des milliers de blessés. C'est à cette occasion que Francisco Ferrer, accusé d'avoir alimenté la révolte par ses écrits, est fusillé.

A partir de 1917, la monarchie connaît d'autres graves moments de crise (mouvements sociaux, guerre du Maroc) qui provoquent le coup d'état du général Primo de Rivera qui instaure un régime dictatorial de 1923 à 1930.

1930

En janvier, chute du gouvernement de Primo de Rivera.

En décembre, échec du soulèvement de Jaca et de, la grève générale.

1931 : II^e République.

Le 14 avril la République est proclamée suite à la victoire des partis de gauche aux élections municipales et à l'abdication du roi.

En juin, élection des Cortès constituantes.

1932

Juillet : Loi sur l'ordre public.

Août : Echech du premier coup d'état contre la République (général Sanjurjo).

Octobre : Nouvelle équipe à la direction du P.C.E. : José Diaz, secrétaire général.

1933

José Antonio Primo de Rivera fonde la Phalange, mouvement inspiré du fascisme italien.

Victoire de la droite aux élections municipales en avril et aux Cortès en novembre.

Décembre : Fondation de l'Alliance ouvrière de Catalogne.

1934

Mars : Accord entre les monarchistes et le gouvernement Mussolini.

Octobre : La droite au gouvernement. Insurrection à Madrid, Barcelone et « Commune des Asturies ».

Les mineurs affrontent le gouvernement central. Franco participe à la répression du mouvement.

1935

Répression anti-ouvrière.

Septembre : naissance du P.O.U.M.

Octobre : Campagne des gauches pour les libertés.

Décembre : Alliance des socialistes avec les républicains.

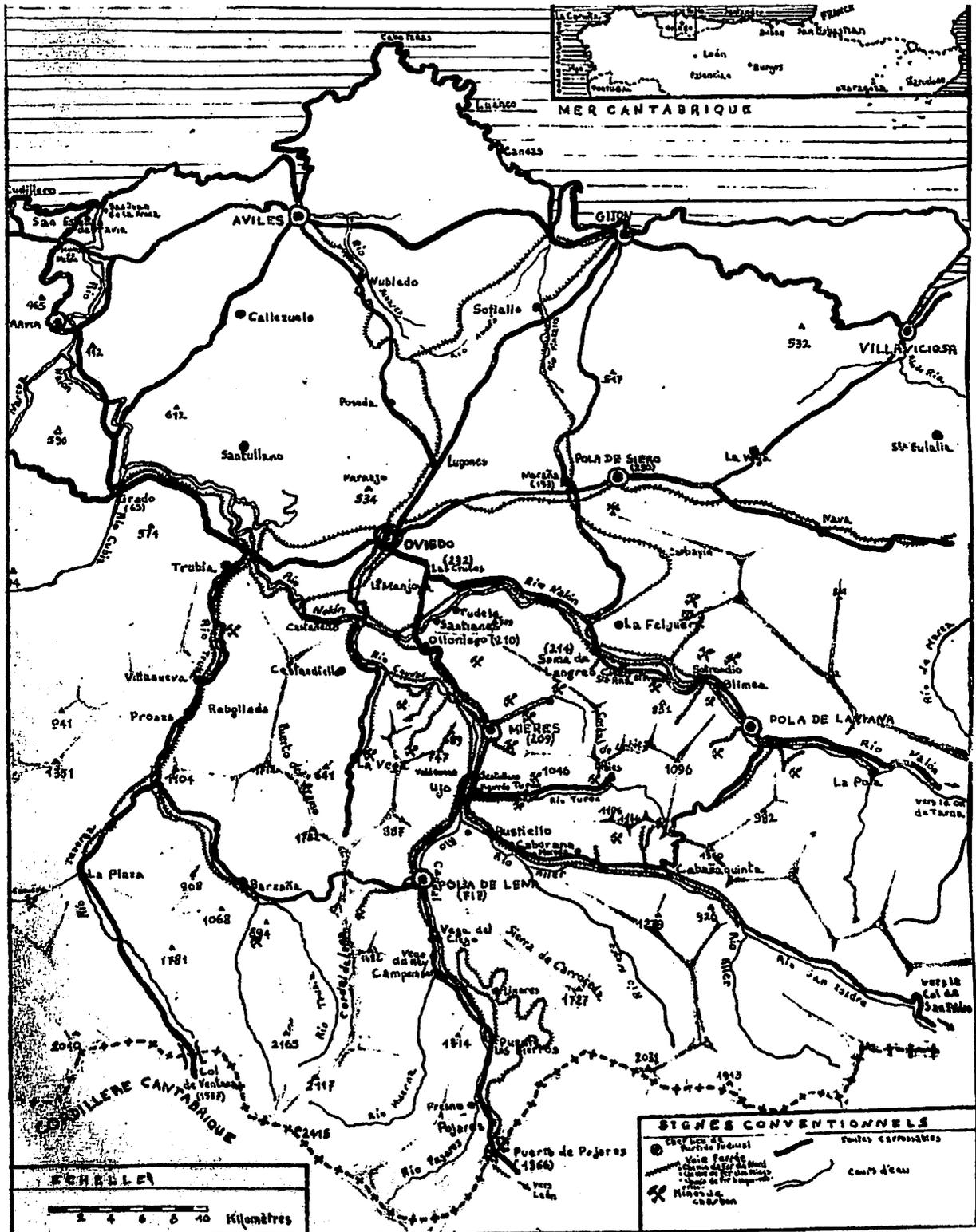
1936

En février, la coalition du front populaire gagne les élections législatives. Début de la vague de grèves et d'occupations des terres. Préparation du complot militaire.

Le 18 juillet les généraux FRANCO, GODED, MOLA, et SANJURJO organisent un coup d'état contre la république.

L'Espagne entre pour trois ans dans une période de révolution et de guerre civile.

Les Asturies



Manuel Grossi (1905 - 1984)

Manuel Grossi fut l'un des principaux dirigeants de l'insurrection ouvrière des Asturies, en octobre 1934. Il était le président du Comité révolutionnaire de Mieres - centre nerveux de l'insurrection - et le vice-président du Comité révolutionnaire des Asturies.

En juillet 1936, Manuel Grossi participa à l'insurrection de Barcelone et fut ensuite le commandant de l'une des colonnes du POUM sur le front d'Aragon.

En 1984, à la demande de ses camarades du P.O.S.I. (Parti Ouvrier Socialiste Internationaliste), section de la IV^{ème} Internationale en Espagne, pour commémorer le 50^{ème} anniversaire de la Commune des Asturies, Manuel Grossi rédigea plusieurs articles, parus alors dans *Combate Socialista*, le journal du P.O.S.I.

Ce récit recoupe le livre que Manuel Grossi avait écrit au lendemain des événements « *L'Insurrection des Asturies* » et qu'avaient alors édité les éditions de *La Batalla* de Barcelone.

Une traduction française, faite par Georges Garnier, a été publiée en 1972 par les EDI (Etudes et Documentation Internationales).

Cet ouvrage est aujourd'hui épuisé, mais il peut être consulté au CERMTRI.



L'INSURRECTION DES ASTURIES

EDI Paris

Témoignage historique sur Octobre 1934

d'après Manuel Grossi

1. Aux origines de l'Alliance Ouvrière

Le 22 Novembre (1933) s'engagent des discussions en Catalogne qui devaient conduire un mois plus tard à la signature d'un document commun à la Fédération Catalane du PSOE, à l'UGT, à l'Union Socialista de Catalunya, au Bloque Obrero y Campesino, à Izquierda Comunista, à l'Unión des rabassaires, au Partido Sindicalista, aux Sindicatos de Oposición, à la Federación Sindicalista Libertaria et à la Federación de Sindicatos, qui s'étaient séparées de la CNT.

La réunion se conclut par un document dans les termes suivants : « *Nous entités ci-dessous signataires, de tendances et orientations doctrinales diverses mais unies par un commun accord pour sauvegarder les conquêtes obtenues par la classe ouvrière espagnole, nous constituons l'Alliance Ouvrière pour nous opposer à l'intronisation de la réaction dans notre pays, pour parer à un quelconque coup d'état, ou à l'instauration d'une dictature, pour maintenir intactes et préserver toutes ces conquêtes obtenues jusqu'à aujourd'hui qui constituent le patrimoine le plus apprécié de la classe ouvrière* ».

Il faut remarquer que la CNT, force prolétarienne organisée la plus nombreuse, n'assista pas à la réunion constitutive de l'Alliance Ouvrière et que le Parti Communiste ne fit pas acte de présence à la réunion parce que cela lui avait été ordonné par la clique dirigeante du Kremlin. Mais ce début d'unité avait fait éclore les premières pousses de l'organisme nécessaire à l'unité.

Le mouvement ouvrier asturien

Nous autres mineurs asturiens, nous sentions peser sur nous l'énorme poids du despotisme répressif exercé par le patronat des mines et de la métallurgie qui se sentait fortement encouragé après les élections de 1933. Nous sentions aussi que les socialistes avec leurs contradictions internes et les flamboyants républicains pleins d'ambition avec leurs grandes explications prétentieuses, toujours prêts à exhumer les morts et à légaliser les trafics, allaient donner des chaînes à la droite pour ligoter ce qu'ils appelaient des maladresses subversives et qui en réalité n'étaient rien d'autre que l'amorce de l'unité de la classe ouvrière qui à cette étape de préparation approfondissait sa compréhension pour l'attaque.

Ces élections législatives de 1933 ont allumé un feu qui a gagné toutes la plaine. Dans les Asturies cette consultation électorale devait permettre d'élire 17 députés selon le registre électoral de la province. Treize députés élus correspondraient à ce qu'on nomme les majoritaires et quatre aux minoritaires. Prenons en compte que les femmes votaient pour la première fois en Espagne. Le résultat de ces élections fut que les droites firent le plein avec treize députés avec à leur tête leur chef régional Melquíades Álvarez. Les minoritaires, c'est-à-dire les socialistes, eurent quatre élus.

A partir de cet instant, en se déguisant hypocritement, des secteurs venus de la lie du peuple ont fait surface, hurlant à la mort. Ainsi s'est constituée une bande qui, pour défendre ses prébendes, n'hésitait pas à frapper dans le dos la classe ouvrière.

Cette peste de jaunes et de rufians au service du patronat ne pouvait être durablement éliminée qu'en faisant appel à la classe ouvrière dans sa totalité. C'était la voie de notre droit

à la liberté. C'était la défense de notre propre dignité. Pour cela s'imposait l'obligation de donner vie à l'Alliance Ouvrière Révolutionnaire.

2. Accord entre l'UGT, le CNT et le PSOE

Par un beau jour de la seconde quinzaine du mois de mars, la compréhension des travailleurs éclaircie, les deux principales organisations syndicales qui regroupaient la classe ouvrière dans les Asturies, d'un point de vue syndical, celles dont dépendait le succès de l'unité d'action, signèrent l'accord du pacte, ne faisant pas cas de l'adhésion d'une organisation politique, le PSOE, envers lequel, c'est clair les anarcho-syndicalistes paraissent montrer de la méfiance.

Bonifacio Martín intervient argumentant que la Federación Socialista Asturiana (PSOE) est le moteur fondamental du mouvement ouvrier et que pour une question de forme on ne pouvait pas l'exclure. Les responsables de la CNT, un peu sur la réserve, indiquent qu'ils n'avaient pas pouvoir de signer des accords avec la FSA. On peut dire que la discussion s'enlisait, jusqu'à ce que José Maria Martínez propose que soit ajoutée au projet une clause où est dit que la Federación Socialista Asturiana fait partie de l'alliance révolutionnaire pour avoir été antérieurement d'accord avec le contenu du Pacte. Cette proposition est approuvée par tous (...). L'Alliance Ouvrière Révolutionnaire a été mise en marche dans la région des Asturies. La classe ouvrière dispose alors de son arme d'attaque et de défense.

Un effort d'organisation

L'AOR était née, mais pour lui donner un caractère de regroupement d'ensemble, il fallait le faire savoir aux autres organisations ouvrières des Asturies, et pour cela on tient à Oviedo, au Centre des Sociétés Ouvrières de l'UGT-PSOE, une grande assemblée où ont été invitées toutes les forces ouvrières organisées de la région des Asturies, ainsi que tous les ouvriers inorganisés.

A cette réunion tenue fin mars 1934, est organisée la mise en route de l'AOR, sans le Parti Communiste qui s'est opposé au programme d'action révolutionnaire de l'Alliance.

On se met d'accord pour entreprendre la propagande dans tous les villages des Asturies et plus particulièrement dans les cités minières. Les mineurs manifestaient un énorme enthousiasme. Ils sentaient l'heure de vérité de leur combat pour l'émancipation très proche. Ils ne nourrissaient aucun sentiment de vengeance à l'encontre de leur ennemi de classe. Ce qu'ils demandaient, c'était une justice plus compréhensive et plus humaine ; ils voulaient que le patronat parvienne à comprendre que les ouvriers du sous-sol avaient cessé depuis longtemps d'être des esclaves, qu'ils s'étaient épris très profondément de la liberté.

Le Comité régional

Voici la composition du Comité Exécutif Régional de l'Alliance Ouvrière Révolutionnaire des Asturies, qui en contact permanent avec les différents comités locaux participe et dirige la lutte révolutionnaire des quinze jours de Révolution Socialiste :

- Président : Bonifacio Martín représentant le PSOE et l'UGT. Militant socialiste pondéré, fusillé à Lugones, à 6 Km d'Oviedo, par les troupes mercenaires aux ordres du général López Ochoa.
- Vice-président : Manuel Grossi représentant le Bloque Obrero y Campesino.
- Secrétaire : José Maria Martínez, représentant la Confederación Regional del Trabajo de Asturias, León y Palencia (CNT). Ce grand homme fut découvert mort à Sotiello, village contigu de Gijón, le 12 octobre 1934.

- Trésorier : Graciano Antuña, représentant le Sindicato Minero Asturiano (UGT), fusillé par les prétendus « nationaux » d'Oviedo en 1936, après avoir été soumis à des méthodes inhumaines de torture. Ce grand camarade et mineur socialiste sut mourir avec une magnifique dignité, comme savent mourir les fils de la mine de ces héroïques et terres asturiennes.
- Etaient membres également du Comité Régional de l'AOR des Asturies, Amador Fernández Montes, Ramón González, ce dernier fusillé par les troupes franquistes en 1942, après avoir erré à travers les montagnes asturiennes pendant quelque quatre ans, les armes à la main avec ses camarades guérilleros, dans une lutte opiniâtre contre les forces répressives au service du régime dictatorial dont souffrait l'Espagne.
- Pour la CNT, Avelino Entrialgo et Horacio Argüelles étaient également membres du Comité régional de l'AOR aux côtés de José Maria Martínez.
- Les Jeunesses Socialistes étaient représentées par Ángel Fierro, Rafael Fernández et le grand animateur Otero, jeune socialiste de Sama de Langreo.
- Les Jeunesses Libertaires étaient représentées par les camarades de la CNT déjà cités.
- Marcelino Magdalena et José Prieto, de Mieres, membres du Bloc Ouvrier et paysan, étaient membres du Comité en qualité de suppléants, représentant aussi la Gauche Communiste et la Jeunesse Ibérique Communiste.
- Javier Bueno, le grand journaliste et directeur du quotidien socialiste *Avance* s'était vu confier la propagande écrite. Cet homme d'une grande dignité, en acier trempé, d'une grande humanité dans toutes les circonstances de la vie, ne put trouver le moyen de fuir Madrid à la fin de la guerre civile : il fut fait prisonnier par les forces franquistes, fut condamné à mort par garrot, condamnation réservée aux criminels, et exécuté à la prison de Madrid en 1939.

3. Face aux attaques de la réaction, l'Alliance Ouvrière se consolide

La réaction qui avait redoublé d'attaques contre le gouvernement, avait porté ses regards sur les Asturies, fixant son attention sur les moyens d'information et de propagande dont disposait la classe ouvrière. Le journal socialiste *Avance* avait dénoncé la peste brune de l'avant-garde fasciste, qui de façon dissimulée s'introduisait dans le catéchisme de l'idéologie autoritaire. Il fallait éliminer par tous les moyens les convictions socialistes dans les Asturies. Pour y parvenir tous les moyens de la brutalité et de l'illégalité étaient bons. Pour y parvenir, sans occasionner de scandale, on disposait d'un ambitieux provincial exécuteur des basses œuvres, Monsieur Rafael Alonso, issu de la nichée de Lerroux. Il fut l'homme qui depuis le Ministère de l'intérieur, avec comme obligation de réaliser la politique de la CEDA, déclara à sa prise de fonction comme ministre : « Je mettrai dans l'engagement contre-révolutionnaire, toute la loyauté de mon être, mon savoir, ma jeunesse et ma vie ».

Depuis longtemps toute la bande de Lerroux et de Salazar Alonso exprimait une haine venimeuse à l'encontre des travailleurs asturiens, et sa première action à la tête du ministère de l'intérieur fut d'augmenter les effectifs de la guardia civile de 4000 hommes et de 2000 ceux des forces de sécurité. Ces forces dans leur majorité étaient destinées à la région des Asturies, afin d'y réprimer avec des méthodes terriblement inhumaines les grèves de protestation et de revendications qui chaque jour s'amplifiaient du fait des provocations patronales.

On calculait que dans les Asturies, au début de 1934, il y avait environ 75 000 travailleurs affiliés aux syndicats. 58 % affiliés à l'UGT, 35 % affiliés à la CNT, 5 % à la CGTU (communiste) et le reste 3 % aux syndicats catholiques. Le Syndicat des Mineurs des Asturies pouvait compter à lui seul quelques 20 000 affiliés. Il faut souligner que cela veut dire que la classe ouvrière asturienne, comparée à celle du reste de l'Espagne, était celle qui avançait en

étant la plus liée organiquement à ses syndicats et en particulier il faut mentionner l'ensemble du SMA, pour sa discipline exemplaire et sa vaillance dans la lutte contre le patronat minier.

Ses lauriers, Monsieur le ministre de l'Intérieur les avait gagnés par sa vaillance comme agresseur de la presse ouvrière. Ses ordres, lancés depuis Madrid, dont on dirait aujourd'hui qu'ils étaient de nature hitlérienne, car par des voies détournées, en terrain miné, le jour suivant paraissait dans la presse réactionnaire de la région des Asturies une circulaire annonçant le changement de gouverneur, peut-être parce que celui-ci ne serrait pas avec une force suffisante l'anneau du garrot.

Marcelino Rico Rivas et Fernando Blanco Santamaría furent les derniers chiens courants du ministère de l'Intérieur, qui furent installés dans les Asturies, avec le mandat de gouverneur, au service de Lerroux et de la CEDA.

Depuis le début de l'année 1934, on percevait déjà dans les Asturies l'écho de l'Alliance Ouvrière organisée à Barcelone. La répression contre la presse, plus particulièrement contre le journal socialiste *Avance*, devint une affaire de routine. Le gouverneur Marcelino Rico Rivas entretenait en permanence un ordre de saisie et tout ce qui était fait à ce sujet était le prétexte à une action en justice.

La signature du Pacte de l'Alliance Ouvrière révolutionnaire n'ébranlera pas la l'ensemble de la CNT. Le 23 juin 1934, se tient à Madrid une nouvelle assemblée plénière régionale où la position des partisans à Gijon de l'Alliance défendue par José María Martínez et Ramón Álvarez Palomo est en franche minorité. Cet obstacle de la CNT de Madrid, il faut se rendre compte de ce que cela signifiait pour la classe ouvrière des Asturies, qui vivait avec enthousiasme la réalité de l'unité d'action. Le Parti Communiste aussi s'exprimait dans ses moyens d'information à propos de l'Alliance Ouvrière dans les termes suivants : « *Cette créature de l'Alliance Ouvrière engendrée par les renégats du Bloc Ouvrier et Paysan, les trentistes et les socialistes, alliance contre le front unique, est l'antichambre du fascisme qu'il faut combattre* ».

Naturellement toutes les organisations se devaient d'être représentées au sein de l'Alliance Ouvrière, c'est ce qui en réalité était exigé par la lutte contre nos ennemis communs. Mais il faut prendre en compte que dans les Asturies, une partie des militants de la CNT, étaient des anarchistes engagés dans la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) et ils ne se sentaient pas très à l'aise avec la formation de l'Alliance Ouvrière Révolutionnaire, parce qu'ils n'étaient pas très convaincus que les socialistes honorent leur engagement, c'est-à-dire qu'ils descendent dans la rue au moment d'affronter l'ennemi. C'est ainsi que se présentait le cas des camarades anarchistes de la Felguera (Langreo) et il se produisit tout le contraire, c'est-à-dire que ces camarades firent partie des premiers rangs de l'avant-garde. De plus dans les ateliers métallurgiques de la Duro Felguera, qui étaient un vivier de la FAI, furent préparés une série de véhicules blindés que le manque de munitions ne nous permit pas d'utiliser comme nous l'aurions dû. Dans une autre partie, nous prendrons le temps de rappeler quelques-uns de ces faits. De plus, précisons que ces socialistes dont se méfiait les anarcho-syndicalistes avaient été l'exemple vivant de l'avant-garde de la lutte pour la liberté.

De toutes façons et en dépit des contradictions répétées qui se dressaient sur le chemin, l'Alliance Ouvrière Révolutionnaire se consolidait dans toutes les villes. Dans certains localités minières, une fois terminée la journée de travail, on donnait des leçons de géographie régionale, de grande utilité pour les combats à venir. D'autres employaient le temps au nettoyage et à la préparation de leurs vieilles armes, parce que le chargement du « Turquesa » n'était pas encore disponible. (Le « Turquesa » livra un chargement d'armes aux insurgés.) Bref, on sentait de près l'odeur de la poudre.

4. L'héroïque odyssée du « Turquesa »

Ceux qui étaient chargés de l'achat se rencontrèrent au port. Après une brève discussion, on tomba d'accord sur un prix. Les socialistes du Syndicat Minier Asturien (SMA) en prirent la responsabilité et envoyèrent 10 000 pesetas à la banque Hispano Americano de Cadix qui furent alors recueillies à Huelva comme un transfert de fonds aux syndicats miniers de l'UGT de l'endroit. [...] Une fois terminées toutes les formalités, le 3 août l'opération prit fin. Amador Fernández, président du SMA, envoya depuis Oviedo un virement de 73 000 pesetas tirées des fonds du SMA et du dépôt de la mine San Vicente. Le bateau avait coûté 73 000 pesetas, avec le virement des 10 000 reçues précédemment, le montant du bateau était soldé.

Dans les derniers jours d'août, sous surveillance militaire, les caisses d'armes et de munitions furent déposées devant le Turquesa. Les 329 caisses qui furent estimées nécessaires pesaient 18 216 kilos et contenaient 5000 mausers, 24 mitrailleuses avec leurs canons de rechange, un lance flamme, 18 000 grenades, 324 000 cartouches.

Pour conclure la vente, il avait été payé 280 000 pesetas ; et les caisses d'armement et de munitions commencèrent à être transférées du Château de San Sebastián à Cadix. Sans autres formalités, on pouvait charger le Turquesa, qui avait préparé son voyage à destination de Djibouti, mais qui dévia sa route jusqu'aux Asturies avec comme objectif San Esteban de Pravia (plage de Aguilar) où nous nous rappelons les soucis que nous procurèrent les conditions de déchargement. (...)

Le « Turquesa », Playa de Aguilar

Les camarades dirigeants du Parti Socialiste et de l'UGT, par une anticipation calculée, se rendirent maîtres du « Turquesa » et de son chargement. Cela correspondait aux faits car, en réalité c'étaient eux qui avaient payé les frais et le prix du bateau et de son armement. Devant la crainte d'être accusés d'un acte déloyal, ils pensèrent qu'ils devaient faire part aux responsables de la CNT des détails confidentiels du problème auquel ils étaient confrontés : le déchargement de l'armement. On apprit que le Turquesa s'approchait des eaux de San Esteban de Pravia-Playa de Aguilar.

Près d'une centaine de socialistes furent mobilisés pour l'opération. Tous les dirigeants du Syndicat Minier Asturien devaient y participer ainsi que certains éléments des milices des Jeunesses Socialistes, des adhérents du Syndicat des Transports et quelques camarades de Valdano, membres du Parti Socialiste. Était également présente une petite délégation de la CNT (...)

Le « Turquesa » s'était présenté durant la nuit en vue de San Esteban de Pravia en un lieu lui permettant de ne pas être vu d'un autre bateau qui serait entré dans le port ou aurait mouillé, en attendant le jour pour y entrer. (...).

Lors du premier transbordement 171 caisses furent déchargées sur les 329 qui constituaient le chargement du « Turquesa », 98 furent sauvegardées, 73 tombèrent entre les mains de la police, les 158 autres restèrent à bord du « Turquesa ».

Le bateau resta pendant un temps à la distance à laquelle il s'était initialement positionné, mais constatant que les barques n'arrivaient pas, on commença à supposer qu'il avait pu se produire quelque chose d'anormal, et levant l'ancre il se dirigea vers la haute mer. Il longea la côte à deux reprises, mais n'ayant reçu ni signal, ni information, il mit le cap sur la France, s'amarrant à Bordeaux le 21 septembre 1934. Après quelques jours d'escale du Turquesa à Bordeaux, les autorités françaises envoyèrent une information au gouvernement espagnol qui, sans perdre de temps, vint prendre en charge le bateau et l'équipage. Le capitaine et le mécanicien refusèrent de retourner en Espagne, « *ils préfèrent donc être arrêtés* », tandis que les marins qui passèrent la frontière furent arrêtés à Irun. C'est ainsi que la classe ouvrière asturienne se trouva trahie dans sa lutte contre les ennemis de la liberté.

5. L'insurrection

Le 3 octobre

La crise du gouvernement Samper a grandement surexcité les esprits des travailleurs asturiens (...). Que va-t-il se passer ?

(...) Ce à quoi on ne peut consentir, c'est à l'entrée de la CEDA dans le gouvernement. Là-dessus tous paraissent unanimes. La CEDA, NON !

La participation de la CEDA au gouvernement serait une première victoire officielle du fascisme. Accepter cela sans résistance, sans lutte, équivaldrait à préparer soi-même sa défaite, son écrasement, sa tombe. Ce serait une complicité.

L'amère expérience des travailleurs allemands est présente à tous les esprits. Cette expérience, les travailleurs espagnols ne la répèteront pas.

Le 4 octobre

Vers sept heures du soir on apprend la constitution du nouveau gouvernement. Trois ministres de la CEDA en font partie. Dans un premier temps, les ouvriers n'arrivent pas à le croire. Comment ! Est-ce possible qu'on leur livre ainsi la République ?

(...) Les ouvriers de Mieres me connaissent comme membre du Comité d'Alliance Ouvrière. Ils viennent à moi en troupe et m'assailent de questions. Que pense faire le Comité ? Quelle réponse donne-t-on à la provocation de la bourgeoisie ? (...) Je réponds à ceux qui m'interrogent :

« L'Alliance Ouvrière est informée de ce qui arrive et se conduira comme il sied à une organisation révolutionnaire. Ce qui s'impose d'abord à nous, c'est la sérénité et la discipline. »

Le Parti Communiste officiel essaie de profiter des circonstances pour dresser les travailleurs contre le Comité Central de l'Alliance Ouvrière. Cette manœuvre ne donne aucun résultat. Les ouvriers savent à quoi s'en tenir.

Neuf heures du soir. La nouvelle de l'entrée de la CEDA au gouvernement reçoit une confirmation définitive. L'armée rouge est à son point de gestation ultime. L'horloge de la révolution ne s'arrêtera plus. L'heure H est sur le point de sonner.

Vers les dix heures du soir, je rencontre Ramon Gonzalez Peña (...) Nous nous mettons facilement d'accord : il faut déclencher l'insurrection. Mais auparavant, l'Alliance Ouvrière doit se réunir et consulter la Commission Exécutive du Parti Socialiste et celle de l'Union Générale des Travailleurs.

(...) **Minuit.** Les nouvelles reçues sont favorables au mouvement. Tout est prêt. Il n'y a plus qu'à mettre le feu à la mèche de l'insurrection. Nous l'y mettons sans hésiter, d'un geste grave, mais avec la volonté de vaincre (1).

Nous avons confiance dans notre unité. L'Alliance Ouvrière s'est développée dans tous les centres industriels des Asturies. Les comités locaux ont une vie active. L'armée de la révolution se constitue dans sa formation organique. Elle fait écho à la ferme volonté de toute la classe travailleuse d'Espagne qui manifeste contre la prise du pouvoir par les forces réactionnaires. Seul le prolétariat uni les fera reculer. En avant d'un pas assuré, prenons le chemin de la lutte, avec l'assurance que notre mission révolutionnaire sera accomplie sur tous les terrains.

6. Mieres proclame la République Socialiste

Le 5 octobre, dans tout le bassin minier, l'effervescence est indescriptible. Un seul cri : Union Frères Proletaires (UHP) ! Cette unité devait permettre de préparer et d'organiser la riposte de tout le bassin minier jusqu'à l'insurrection ouvrière.

De quelles armes disposons-nous ?

Il n'était arrivé, 20 jours auparavant, qu'un wagon de ferraille à l'usine de Mieres. Au fond il y avait deux cents fusils allemands, et on ne put en utiliser que trente. Ce n'est pas suffisant. Il faut recourir aux fusils de chasse et aux outils agricoles. Mais la dynamite avait la préférence.

Le premier objectif des révolutionnaires, c'est d'occuper les casernes de la force publique.

La force publique patrouille dans les rues de Mieres. A une heure du matin, on se décide à lancer l'attaque. Tout le bassin minier de Sama, Pola de Lena, Riosa, passe à l'action. Aux premiers coups de feu, le militant communiste Nazario Alvarez perd la vie. Le gouverneur s'est empressé d'envoyer une camionnette de gardes d'assaut, mais ceux-ci, effrayés par la situation, l'abandonnent au milieu de la route.

La véritable bataille a lieu à cinq heures du matin, lorsque l'assaut est donné aux casernes de la Garde Civile et des gardes d'assaut.

A six heures commencent les combats pour s'emparer de la mairie. Les tirs sont intenses et en cinq minutes la mairie tombe entre les mains des révolutionnaires.

Aux environs de huit heures du matin, plus de deux mille ouvriers en armes se sont regroupés devant la mairie. **Manuel Grossi Mier, depuis le balcon de la mairie de Mieres, proclame la république socialiste.**

Un pouvoir ouvrier s'est constitué. Il faut maintenant s'organiser pour le défendre.

On organise un premier peloton de quatre-vingts hommes pour aller prendre le « Palais de la Ville », caserne des gardes d'assaut. Dix minutes plus tard, elle est au pouvoir des révolutionnaires.

On procède à la désignation d'un comité révolutionnaire composé de deux socialistes, deux anarchistes, deux communistes et un représentant de l'Alliance Ouvrière et du Bloc Ouvrier et Paysan, Manuel Grossi Mier.

Le nouvel ordre révolutionnaire prend des mesures indispensables et draconiennes pour éviter les actes de pillage.

L'information arrive selon laquelle le gouvernement central a envoyé des forces en direction de Mieres. On réquisitionne des camionnettes pour aller à leur rencontre. En arrivant à Manzaneda, on rencontre déjà les forces de la garde d'assaut. Les premiers affrontements sont difficiles parce que les forces contre-révolutionnaires sont équipées de mitrailleuses. A cinq heures, les positions de l'ennemi sont récupérées ainsi que des armes et, le plus important, les mitrailleuses.

A la nuit, on revient à Mieres, cette fois avec les camionnettes de la garde d'assaut. L'arrivée à Mieres de ces combattants révolutionnaires provoque un enthousiasme indescriptible.

Dans la région de Turon, appelée « Turon rouge », on lance le mouvement insurrectionnel pratiquement à l'heure même où la lutte a commencé à Mieres. Dans la matinée du 5 octobre, on entreprend l'attaque pour la prise de la caserne de la garde civile, qui dure près de huit heures.

7. Les forces contre-révolutionnaires reculent. Les forces révolutionnaires arrivent aux abords de la mairie d'Oviedo.

Des comités révolutionnaires se constituèrent dans tout le bassin minier.

Maintenant la tâche immédiate des révolutionnaires était de préparer la marche sur Oviedo. La capitale des Asturies ne devait pas être entre les mains de la contre-révolution. Qui avait la responsabilité de la passivité des travailleurs d'Oviedo ? On sait que les ouvriers voulaient entrer en action le 5, mais ils furent paralysés par leurs propres dirigeants. Nous ne savons pas quels en furent les motifs. Mettant à profit cette passivité des travailleurs d'Oviedo, le gouverneur fit répartir stratégiquement les forces contre-révolutionnaires dans les édifices les plus importants. Ceci rendit la prise d'Oviedo plus difficile.

A la maison du peuple de Mieres, on affecta une des salles à la fabrication des bombes.

A l'usine de Mieres, on fabriquait les blindages des locomotives, des wagons et des camions.

Quant à la situation des fronts, celui d'Oviedo était un peu cadencé. Aux abords du Campo de San Francisco, on voyait les canons de l'usine de Trubia. La gare du Nord était occupée par les soldats du 3^e régiment, de la garde civile et de la garde d'assaut. Mais les révolutionnaires occupaient un point stratégique, le mont Naranco, ce qui facilitait leur action. Les opérations commencèrent, d'abord en occupant les environs d'Oviedo durant la nuit, pour l'attaquer à l'aube. De Olloniego à Oviedo, on avançait avec difficulté. On savait que les gardes d'assaut et les soldats s'étaient retirés, mais on ne savait pas s'ils demeuraient dans les environs.

Toute la nuit, on entend des tirs qui provoquent une certaine confusion. Mais notre décision était prise, alors que les gardes d'assaut fuyaient vers la montagne, les forces révolutionnaires par groupe de trente se dirigent vers Oviedo, prenant toutes les mesures de sécurité.

A six heures du matin commence l'attaque sur la route de Mieres. Les forces révolutionnaires se trouvent alors à un kilomètre de la capitale des Asturies.

Vers neuf heures du matin arrivent de nouveaux renforts révolutionnaires de Mieres. Ces renforts nous déterminent à lancer l'assaut final. La dynamite entre en jeu. Les mineurs accomplissent des prodiges avec la dynamite. Les contre-révolutionnaires reculent. -

Qu'est-il advenu des autres groupes qui avaient pour mission, au même moment, d'entrer à Oviedo ?

Les ouvriers armés à Las Caldes et à Balduno, étaient environ 700 dont 200 qui disposaient d'une grande quantité de dynamite. Ces forces révolutionnaires quittent Balduno aux environs de midi, atteignant le mont Naranco à quatre heures de l'après midi. Ils espéraient que les ouvriers d'Oviedo viendraient à leur rencontre, à proximité de l'église San Pedro, mais il n'en fut pas ainsi. Celui qui dirigeait cette force leur donna l'ordre de se retirer, leur conseillant de rentrer chez eux, parce que depuis Naranco la capitale paraissait paisible. Mais cet ordre de retraite ne fut pas exécuté et ils restèrent à leur poste de combat.

Le même jour, on prend la fabrique de dynamite de la Manjoya. Elle était gardée par vingt soldats du 3^e régiment qui n'opposèrent aucune résistance et passèrent du côté des forces révolutionnaires.

On dispose d'une certaine quantité de canons, qui sont placés sur le Naranco.

Le 6, les forces envoyées par le gouvernement central pour étouffer l'insurrection font leur apparition. Par la route de Leon vingt camionnettes de gardes civiles et de gardes d'assaut avancent jusqu'à Campomanes.

Les révolutionnaires tirent à leur guise, sans attendre les ordres. Il est nécessaire de corriger ces défauts qui jettent le désordre dans la révolution. Autre problème auquel nous sommes confrontés : l'infiltration d'éléments troubles dans les rangs révolutionnaires, dont le but n'est autre que de semer la perturbation, le pillage à usage personnel, et plus grave, le crime.

On organise le comité de Mieres

Mieres, centre de la révolution ouvrière et socialiste, se transforme en quartier général de l'armée des révolutionnaires.

Le 6, la répartition des responsabilités n'a pas encore été effectuée. Une réunion se tient à la Maison du Peuple de Mieres. Y prennent part un représentant du Parti Socialiste, un du Parti Communiste et Manuel Grossi Mier comme représentant du Comité Révolutionnaire. A cette occasion on enregistre un développement révolutionnaire : les femmes décident dans un élan d'enthousiasme indescriptible d'apporter leur concours à la lutte révolutionnaire.

Aux premières heures de la journée du 7, un terrible bruit de moteurs se fait entendre.

Dans tout le bassin minier asturien ; on parle de la démission du gouverneur civil.

On décide qu'il faut concentrer nos forces à Campomanes. Il est question de plus, d'organiser une armée offensive destinée à occuper Campomanes et à marcher sur Madrid. Pour cette action, on est sûr de réunir trente mille hommes dont une arrière-garde protégeant notre avance en utilisant la dynamite.

Après un large débat, cette proposition est écartée. Oviedo n'est pas entre nos mains. A Gijon, la majorité des édifices est entre les mains des contre-révolutionnaires. On manque des moyens nécessaires. La victoire est douteuse.

Le gouvernement central réactionnaire et fasciste annonce que la révolution a échoué en Catalogne, en raison de la capitulation honteuse de Companys, et autres,... et il annonce l'envoi de troupes contre les Asturies.

8. Oviedo, champ de bataille

Il faut défendre coûte que coûte la révolution ouvrière et socialiste que si vaillamment ces combattants révolutionnaires, déterminés, veulent mener à son terme.

Comme nous l'avons déjà dit, le gouvernement présidé par Lluís Companys, proclama la République Catalane au sein de la République Fédérale Espagnole. Cette proclamation ne dura pas plus longtemps qu'un battement de cils. L'Alliance Ouvrière de Catalogne se soumit politiquement aux forces de la petite bourgeoisie, qui à son tour préféra capituler devant le Gouvernement central de Madrid plutôt que d'armer la classe ouvrière catalane pour que celle-ci défende jusqu'au bout la République catalane, le droit à son auto-détermination comme nation catalane et, le plus important, les libertés démocratiques de tous les peuples d'Espagne, pierre angulaire de la défense de l'insurrection du prolétariat asturien.

Il n'y a aucun contact avec les autres peuples d'Espagne. On est convaincus que les travailleurs de l'ensemble des peuples d'Espagne sont descendus dans la rue les armes à la main. Mais à mesure que les heures avancent, on est convaincus que les informations du Gouvernement central se confirment, que la lutte révolutionnaire est localisée aux Asturies. Face à cette situation si complexe, les révolutionnaires des Asturies ont devant eux la responsabilité de continuer la lutte révolutionnaire dans des conditions exceptionnelles.

Aux premières heures de la journée du 8, on reçoit des informations selon lesquelles les forces de la contre-révolution ont reçu des renforts importants à Campomanes ; Manuel Grossi Mier se dirige immédiatement vers la ligne de feu pour vérifier cette information. Il se confirme que dans le lointain sur la route s'avancent de nombreux soldats. Mais à mesure qu'ils s'approchent, on constate qu'il s'agit d'un détachement cycliste. A Vega de Ciego s'organise une forte colonne révolutionnaire.

A quatre heures de l'après midi, les forces contre-révolutionnaires engagent leur première offensive. Après deux heures de combat, les forces contre-révolutionnaires sont désagrégées. La route est jonchée de cadavres. Cela nous remplit l'âme de tristesse de savoir que nous avons dû affronter des soldats, fils du peuple, obligés à porter l'uniforme de la contre-révolution.

La lutte dans les rues d'Oviedo les a converties en véritables champs de bataille. Les difficultés s'accumulent en raison de la rareté des vivres. D'abondantes provisions sont envoyées de Grado et de Mieres.

La dynamite a été l'arme de base utilisée durant l'insurrection asturienne. Les mineurs, habitués à l'employer, l'utilisent de telle manière qu'elle remplit de terreur les forces de la contre-révolution. La fabrique de dynamite de la Manjoya, qui était entre les mains des révolutionnaires, permettait d'en envoyer en grande quantité à Oviedo. Il y en avait déjà en provenance de Mieres, Sama, etc. On avait besoin d'autres armes, et celles-ci se trouvaient à la fabrique d'Oviedo. Les travailleurs de cette usine nous en ont informés. C'est un objectif de premier ordre, pour la victoire de l'insurrection, d'occuper cette fabrique. Le Gouvernement central de Madrid envoie de nouvelles forces. Bien qu'on dispose à l'arrière-garde d'un grand nombre de combattants révolutionnaires, ceux-ci attendent, impatients d'avoir des armes pour se joindre à la lutte. Il faut signaler que beaucoup de camarades, à défaut d'armes, se sont lancés dans la lutte avec seulement quelques bâtons de dynamite.

Des camarades se trouvent prisonniers dans la prison modèle d'Oviedo. On considère comme une honte de ne pas les libérer. On organise un groupe de combattants révolutionnaires pour attaquer la prison et, rasant les murs, ils voient tomber un papier ainsi rédigé : *« Camarades : nous comprenons la difficulté momentanée dans laquelle vous vous trouvez pour prendre la prison. Aujourd'hui dans la matinée il est tombé quelques projectiles dans le centre de la prison. Il n'y a pas eu de victime. Nous avons pris, jouant le tout pour le tout, la résolution suivante : si, pour le triomphe de notre révolution, il faut faire sauter la prison, tirez dessus, car l'émancipation totale des exploités passe avant nos propres vies. En avant donc camarades, et lutez avec fermeté jusqu'au triomphe final ! »*

La lutte révolutionnaire a un grand impact dans toute la région minière. La ferveur révolutionnaire augmente. Depuis Grado, Trubia, Avilés, etc. arrivent des camionnettes bourrées de travailleurs décidés à s'incorporer à la lutte révolutionnaire.

Ce 8 octobre, on peut dire que la quasi-totalité des travailleurs asturiens sont du côté de la révolution ouvrière et socialiste parce qu'ils voient en elle la réalisation de leurs plus profondes aspirations de libération sociale.

9. Le front de Campomanes

On décide d'engager l'action contre les forces contre-révolutionnaires. Celles-ci refluent jusqu'à San Esteban de Pravia.

Sur le front de Campomanes, les forces de la contre-révolution se renforcent avec l'arrivée de quelques bataillons de Palencia, Leon, etc. Deux armées se trouvent face à face : celle de la révolution ouvrière et socialiste et celle de la contre-révolution.

Les forces contre-révolutionnaires se trouvent dans le village de Vega del Rey où elles ont établi leur quartier général. Les combattants révolutionnaires se sont repliés de Vega del Rey et se sont retranchés à Ronzon.

L'aviation au service de la contre-révolution, mitraille et bombarde, mais les combattants révolutionnaires résistent vaillamment.

Le comité de Mieres étudie la situation sur ce front de Campomanes. Comme dans l'armée de la contre-révolution, il y a des soldats qui appartiennent à la classe ouvrière, on décide de rédiger un tract pour les inviter à passer dans le camp de la révolution ouvrière. Pour cela on prépare un bidon plein de tracts avec une certaine quantité de dynamite, placés sur le dos d'un âne, qu'on dirige vers les forces de la contre-révolution. Tout est calculé pour qu'à son arrivée il y ait explosion et que les tracts s'éparpillent parmi les soldats. Mais, à mi-chemin, l'âne fait demi-tour.

Dans ces combats on utilise des lance-bombes fabriqués dans les ateliers de chaudronnerie de la fabrique de Mieres. Ces appareils sont des espèces de catapultes à ressort. A l'extrémité, il y a un petit plateau sur lequel est posée la bombe. Ces appareils donnent d'excellents résultats. En tombant dans le camp des contre-révolutionnaires les bombes sèment la panique. Les chefs contre-révolutionnaires crient fréquemment : « *Criminels, n'utilisez pas la dynamite, tirez avec les fusils !* ». Les combattants révolutionnaires tirent avec ce qu'ils ont.

La presse contre-révolutionnaire dit que toutes ces inventions sont une preuve que les préparatifs ont été réalisés antérieurement à la révolution. Ce qu'ignorent les contre-révolutionnaires, c'est l'esprit créatif dont sont capables les travailleurs révolutionnaires. Si l'insurrection avait duré quelques jours de plus, nul ne sait quels moyens auraient inventés les travailleurs révolutionnaires.

Une nouvelle phase

Nous entrons de plain pied dans une nouvelle phase. La contre-révolution se défend et attaque. En dépit de la supériorité des contre-révolutionnaires, les combattants révolutionnaires défendent avec acharnement leur révolution. Le 9, la lutte continue dans la capitale asturienne. Les groupes qui ont la responsabilité de s'emparer de la fabrique d'armes de la Vega, sont constitués de volontaires. Ils ont reçu les meilleures armes. A six heures du matin, ils entreprennent l'attaque employant abondamment la dynamite. Les forces contre-révolutionnaires s'enfuient jusqu'à la caserne de Pelayo. Les combattants révolutionnaires prennent d'assaut la fabrique d'armes et s'emparent de 24 000 fusils, fusils mitrailleurs, mitrailleuses... Mais, parce qu'ils manquent de munitions, les grandes espérances des combattants révolutionnaires s'évanouissent.

Les forces de la contre-révolution occupent les parties hautes des bâtiments d'Oviedo. Face à cette situation, le Comité Révolutionnaire d'Oviedo se réunit dans l'urgence pour discuter de la proposition des combattants de dynamiter la cathédrale. Le Comité Révolutionnaire décide à l'unanimité que la cathédrale sera respectée.

Les combattants révolutionnaires estiment indispensable de détruire beaucoup d'autres édifices, où la contre-révolution offre une vive résistance. Il y a une nouvelle situation, la Catalogne a capitulé. On ne sait pas non plus ce qui se passe dans l'ensemble des autres villes d'Espagne ; on ne connaît que ce qu'affirme le gouvernement central par le moyen de la radio. Ce qui est confirmé par la concentration des forces contre-révolutionnaires à Grado, et ce qui fait qu'on constate que la situation est défavorable à la révolution ouvrière et socialiste.

La propagande du gouvernement central accuse les combattants révolutionnaires d'être des incendiaires, au moment où les forces contre-révolutionnaires incendient le 9 dans

la nuit le siège du journal socialiste d'Oviedo. Cette même nuit, ils incendient le théâtre Campoamor.

A Gijon aussi, la lutte est cruelle et acharnée. Il ne faut pas oublier que c'est à Gijon que les forces contre-révolutionnaires firent leur apparition puisqu'elles arrivèrent par mer. A Cimadevilla, les combattants révolutionnaires livrèrent une des batailles les plus sanglantes dont l'objectif était d'occuper ce centre, lieu d'où ils pourraient se lancer en direction de Musel où avait pris position l'artillerie des forces contre-révolutionnaires.

Dans la nuit du 8 et à une grande distance de Musel, les navires de guerre des contre-révolutionnaires se contentèrent de braquer leurs projecteurs, semant la panique dans la population. Les comités révolutionnaires lancent des appels invitant les travailleurs à rester à leurs postes de combat. Les bombardements de l'aviation contre-révolutionnaire provoquent un massacre, en particulier des femmes et des enfants. Le nombre des morts à Gijon atteint 600.

Sama est une autre forteresse de la révolution. De même qu'à Mieres des comités d'approvisionnement, de sécurité et de recrutement se sont constitués.

A la fabrique de Trubia, on travaille nuit et jour. Les monts de Trubia sont protégés par quatre canons. A Turon, on a installé une station-radio ondes courtes. C'est la seule station de radio qui fonctionne dans les Asturies. Elle émet des informations à 9 heures du soir. Ses émissions commencent par les lettres UHP, un groupe de camarades entonnent l'Internationale.

L'aviation contre-révolutionnaire ne peut pas ignorer Mieres, centre de la révolution, bombardant les rues les plus centrales. La majorité des victimes sont des enfants et des femmes.

Le Comité révolutionnaire de Mieres diffuse un tract demandant à ce qu'on ne tire pas sur les avions, pour éviter de gaspiller des munitions et que l'aviation se voyant agressée intensifie sa boucherie criminelle. Mais l'aviation continue à assassiner froidement. Avec les bombes ils lancent des tracts :

« Rebelles des Asturies, Rendez vous !

C'est la seule façon de sauver vos vies, la reddition sans condition et la remise de vos armes dans les 24heures.

L'Espagne entière, toutes forces réunies, marche contre vous disposée à vous écraser sans pitié, en juste châtement de votre criminelle folie.

La Généralité de Catalogne s'est rendue aux troupes espagnoles dans la matinée de dimanche. Companys et ses complices attendent en prison le verdict de la justice.

Il ne reste plus une seule grève dans toute l'Espagne. Vous êtes seuls et vous allez être les victimes de la révolution vaincue et brisée.

Tous les maux que vous ont fait les bombardements aériens et les armes des troupes, ne sont rien qu'un simple avertissement que vous recevez implacablement, si avant que le soleil se couche vous n'avez pas mis fin à la rébellion et déposé les armes. Sinon nous marcherons contre vous jusqu'à vous détruire sans trêve ni pardon.

Rendez vous au gouvernement de l'Espagne ! Vive la République ! »

Avec ce langage, le gouvernement de criminels, assassins, réactionnaires et fascistes s'adresse aux valeureux combattants révolutionnaires qui n'ont rien fait d'autre que de défendre la République qui fut proclamée par les peuples d'Espagne le 14 avril 1931, et qui a été usurpée par toute cette réaction cléricalo-fasciste.

10. La révolution déperit

Le Comité Révolutionnaire de Mieres signe un édit établissant le nouvel ordre social, ainsi libellé :

- 1.- Que tous ceux qui se trouvent en condition de monter au front viennent s'enrôler.
- 2.- Arrêt immédiat des actes de pillage, sous peine d'être passé par les armes.
- 3.- Tous ceux qui détiennent des armes doivent les déclarer.
- 4.- Ceux qui détiennent des articles ou des produits du pillage doivent les restituer.
- 5.- La situation s'aggrave : les travailleurs qui se trouvent à Vega del Ciego estiment que le manque de munitions est dû au sabotage.
- 6.- Les vivres et les vêtements sont confisqués.
- 7.- Les membres du comité sont convoqués pour organiser la distribution de vivres et de vêtements
- 8.- Il est interdit de tirer sur l'aviation tant que le comité ne le décide pas

Le 11 la situation s'aggrave. Les chefs de groupe avertissent que si les munitions ne sont pas fournies, ils se retireront de la ligne de feu. Le Comité Révolutionnaire de Mieres décide de réquisitionner les munitions là où le combat a cessé. En deux heures, le front de Campomanes dispose de 2 000 projectiles. Pour le moment le front se maintient.

Les travailleurs de Vega del Ciego attribuent le manque de munitions au sabotage. Le comité de Pola de Lena a la responsabilité de diriger la zone, parce que les combattants révolutionnaires destinés au front de Campomanes doivent passer par ce comité. Et il doit approvisionner le front. On forme à Pola de Lena un quartier général pour le recrutement de volontaires avec à sa tête le sergent Vasquez. Manuel Grossi met des moyens à la disposition du sergent et l'informe que « *le courage sur le front de Campomanes faiblit en raison de la fatigue des ouvriers révolutionnaires qui depuis cinq jours n'ont pas abandonné leurs fusils et surtout en raison du manque de munitions. Sa mission consiste à encourager les travailleurs en leur faisant voir la nécessité de résister un peu plus tandis que les travailleurs du reste de l'Espagne se dressent les armes à la main* ». Les travailleurs n'ont pas besoin de harangues, mais de munitions ; envoyer les camarades au front avec un fusil vide, c'est une folie, voire un crime.

L'insurrection est de toute évidence en recul.

Les demandes des fronts au Comité de Mieres, réuni en permanence, se succèdent. On envoie des délégués pour obtenir des munitions. Trubia en livre cinq caisses, Oviedo deux. Le Comité indique qu'à défaut de munitions, on utilisera la dynamite.

Les Asturies sont survolées par une nuée d'aéroplanes contre-révolutionnaires. Ils déversent non seulement des bombes, mais aussi des paquets de journaux, d'*ABC*, de *El Debate* dans lesquels il se dit que le mouvement a échoué et qu'il ne reste que des foyers à Mieres et à Sama.

Au comité révolutionnaire d'Oviedo, on annonce l'arrivée prochaine de l'ennemi. Des camarades qui ont fui Gijon informent de leur difficile situation. Les contre-révolutionnaires attaquent les quartiers les plus éloignés de la route de Lugones. Les membres du comité s'y portent chacun à la tête d'un groupe, avec les munitions dont ils disposent et avec de la dynamite.

Il y a des camarades qui abandonnent la ligne de feu par manque de munitions. Des affrontements ont lieu avec ceux qui disent qu'il faut se maintenir en utilisant la dynamite. L'aviation essaie de détruire toutes les positions des révolutionnaires. Certains fuient à la recherche d'un abri, d'autres abandonnent leurs armes, d'autres encore les conservent.

Devant cette situation désespérée, il ne reste qu'à adresser un appel à tous les fronts de la capitale de province, ordonnant le repli au cœur du bassin houiller. Gonzalez Pena arrive à Mieres pour s'entretenir avec le comité révolutionnaire. On décide de réunir toutes les camionnettes disponibles pour la retraite. On peut considérer que le mouvement révolutionnaire a échoué. Il faut mettre à l'abri les camarades qui en raison de leur intervention et de leur responsabilité courent le plus grand danger.

Le Comité Révolutionnaire s'accorde pour abandonner les positions tenues depuis neuf jours. Le comité d'Oviedo abandonne la capitale à une heure du matin et celui de Mieres une heure plus tard ; de même à Sama. La consigne n'arrive pas à Trubia.

11. Vaincre ou mourir

L'accord conclu par le Comité Régional était justifié. Mourir pour mourir les armes à la main était absurde. Les révolutionnaires doivent être capables, devant l'impossibilité de la victoire, de préparer les conditions de sauvegarde du plus grand nombre de militants révolutionnaires qui se sont mis en avant et de préparer dans les meilleures conditions les futures batailles révolutionnaires.

Mais cet accord produisit de la déception parmi les travailleurs. Dans le comité révolutionnaire d'Oviedo le Parti Communiste contesta cet accord. Après une courte discussion, il y eut un accord unanime pour abandonner les fronts. Toutes les organisations, socialiste, communiste et anarchiste, qui composaient le comité d'Oviedo acceptèrent cet accord. Nous devons signaler que quelques pamphlets furent publiés accusant de traîtres les membres du Parti Socialiste.

Le comité de Mieres, quand il reçut à minuit l'accord du Comité Régional, informa les camarades les plus engagés.

Avec quelques camarades nous partons pour le Portugal. En chemin, je demande si les autres membres du comité sont déjà en route. Ils me répondent qu'ils étaient décidés à partir, mais qu'ils pensaient s'emparer de quelques pesetas à la banque Herrero. Nous disons au chauffeur de faire demi-tour. Nous sommes de retour à Mieres à une heure de l'après midi. Nous ne tardons pas à nous rendre compte qu'en dépit de l'accord unanime du Comité d'abandonner Mieres, les camarades du PC essaient d'empoisonner l'esprit des travailleurs en faisant de nous les responsables directs de la désertion des Comités de toutes les Asturies.

Nous décidons de mettre cartes sur table. On tient une réunion du Comité, et ceux qui ont tant déblaté contre nous se voient obligés de reconnaître que nous avons tous la même part de responsabilité dans l'accord adopté la veille. Ce pénible incident ainsi liquidé, nous décidons de retourner chacun à notre poste et de reprendre la lutte pour la révolution jusqu'à la victoire ou la mort.

Le 12 octobre était, comme les autres jours, un jour de lutte révolutionnaire. L'abandon de leurs positions par les comités n'avait pas produit trop de désorganisation sur le front de Campomanes. On récupère les positions abandonnées. Mais on ne peut plus compter que sur la dynamite. C'est un combat inégal, mais on est résolu à ne déposer les armes qu'à l'ultime moment. Le Comité de Pola de Lena encourage les travailleurs. Le Comité de Mieres exerce maintenant la responsabilité de la direction du mouvement révolutionnaire dans toutes les Asturies. La production de bombes augmente, mais il n'est pas possible de ravitailler tous les fronts. Des groupes de travailleurs montent au front armés seulement de quelques bombes.

Du front arrivent de nombreux blessés. Un éclat de mitraille a arraché la main gauche d'un combattant révolutionnaire, on lui prodigue les premiers soins et il se prépare à retourner au front immédiatement. Les médecins atterrés, cherchent à l'en empêcher, mais malgré son amputation du bras il va au front au côté de ses frères de classe. Ce n'est pas un cas unique.

A Oviedo, il s'est formé un nouveau comité constitué de membres du Parti Communiste. Je les rencontre pour établir avec eux en toute clarté que sans munitions et moyens sé-

rieux de combat la résistance est impossible. Pratiquement au même moment, l'aviation entreprend un terrible bombardement. Il faut battre en retraite. Le nouveau comité s'obstine. Les forces contre-révolutionnaires sont à deux pas. S'ils avaient tenu compte de mon avis, la prise d'Oviedo n'aurait pas fait tant de victimes et les mêmes qui me traitèrent de lâche reconnurent plus tard que j'avais raison.

J'appelle les camarades révolutionnaires pour qu'ils commencent rapidement à battre en retraite et se replient en direction du bassin houiller.

A 18h00, les forces contre-révolutionnaires entrent dans Oviedo assassinant sur leur passage tous les ouvriers qu'elles rencontrent, combattants ou non. La route est jonchée de cadavres. Parmi les camarades assassinés par les troupes mercenaires que dirige le général Lopez Ochoa, aux ordres du gouvernement central, se trouve Bonifacio Martin, vieux militant socialiste, l'un des plus héroïques des combattants révolutionnaires, qui dirigeait les groupes révolutionnaires de Lugones. Bonifacio Martin est le symbole de tous les martyrs des Asturies et avec lui José Maria Martinez, syndicaliste. Après de longues années de lutte intestine, de désunion et d'hostilité, ils tombèrent unis dans la même action et pour la même cause. Grâce à l'effort et à la ténacité de ces deux hommes, l'Alliance Ouvrière asturienne put rassembler la presque totalité du prolétariat.

Les troupes, en particulier les regulares (troupes coloniales) et la Légion, assassinent, volent, violent ; ils incendient le théâtre Campoamor, les hôtels, les boutiques, les bâtiments. Le gouvernement de Madrid accusera les révolutionnaires des incendies.

Il y a une résistance désespérée autour du cimetière. La retraite jusqu'à la zone minière se fait dans l'ordre, en évitant de se disperser en escarmouches.

J'informe le Comité de Mieres de ce qui s'est passé dans la capitale et de l'arrivée prochaine des forces contre-révolutionnaires. Le Comité décide de lancer un manifeste pour informer tous les travailleurs. Nous nous préparons à réorganiser une forte armée pour faire reculer les forces contre-révolutionnaires. On occupe les positions les plus stratégiques.

La fabrique de Vega, où se préparaient les munitions, est abandonnée et prise par les contre-révolutionnaires. A la fabrique de Trubia il y a de nombreux camarades chargés de préparer les munitions. On décide que les camarades qui se servent d'un fusil au front devront récupérer leurs douilles pour qu'on puisse à nouveau les remplir.

Les hauteurs proches de Mieres sont occupées par les révolutionnaires, qui doivent communiquer au Comité Révolutionnaire toute anomalie. Pour le lendemain on prépare une offensive pour faire reculer les contre-révolutionnaires.

12. Ténacité révolutionnaire et intrigues

Dans les toute premières heures de la matinée du 13, un groupe de travailleurs me réveille en m'annonçant qu'à la mairie il ne se trouve plus aucun membre du Comité Révolutionnaire de Mieres, ce qui leur fait supposer qu'ils ont fui également. Notre première tâche est de réorganiser la garde rouge qui a comme mission de maintenir l'ordre révolutionnaire. Sur la place de la mairie, je désigne les camarades qui avec moi retourneront organiser la lutte révolutionnaire.

Les prisonniers qui se trouvaient à la mairie ont été aussi libérés par leurs gardiens. Mais à la maison du Peuple, où il y a aussi des prisonniers appartenant à la force publique, il ne s'est rien passé.

A cinq heures et demie du matin, le nouveau comité révolutionnaire se réunit.

La situation des fronts est très critique

Nous rédigeons un tract expliquant que la fuite de l'ancien comité est due à une fausse nouvelle lancée par les éléments réactionnaires.

Nous organisons quelques groupes qui, munis d'une certaine quantité de dynamite, vont remplacer ceux qui luttent sur le front.

On amène les membres de l'ancien comité. Tous protestent, déclarant qu'ils ont été dès le premier jour de véritables révolutionnaires. Tous sont réintégrés dans leur poste au sein du Comité, et je me charge de faire comprendre aux travailleurs de quelle valeur révolutionnaire ont fait preuve ces camarades. Certains réclament la tenue d'une assemblée pour qu'on les juge. Je propose de réunir les chefs de groupe et les chefs de garde pour, avec le nouveau comité, rechercher une solution au conflit.

Les camarades mis en cause nous informent en détail des motifs qui les ont conduits à abandonner leurs postes. Après une longue discussion, je réussis à faire prévaloir mon point de vue, permettant que les camarades en question occupent leurs anciens postes au sein du comité. Celui-ci, composé par les anciens et les nouveaux membres, rédige un manifeste expliquant l'accord aux travailleurs.

Dans la réunion suivante du comité réorganisé, les représentants du Parti Communiste officiel osent affirmer que l'unique responsable de la débandade qui s'est produite aux Asturies en raison du départ du Comité Régional est Manuel Grossi. Je propose qu'on tienne une assemblée sur la place de la mairie, afin d'exposer aux travailleurs ce qui s'est passé avec la plus grande impartialité. Je me propose de faire moi-même le rapport parce que j'ai fait les interventions publiques précédentes et que l'insurrection pouvant être considérée comme un échec, les autres camarades du Comité n'étant pas connus de l'ennemi comme dirigeants de l'insurrection, il me paraît inutile qu'ils se fassent connaître et qu'ils s'exposent. La majorité des travailleurs s'identifie à Manuel Grossi Mier.

A trois heures de l'après midi, deux camarades du Parti Communiste officiel se présentent à la mairie pour me demander d'aller au Comité de guerre pour une discussion. Je me dépêche d'y aller et ils m'informent que je suis en état d'arrestation. La nouvelle se répand rapidement et provoque une grande émotion. J'exige qu'on me permette de me rendre à la mairie, ce qu'ils n'osent pas me refuser. De retour devant le Comité Révolutionnaire, j'informe de ce qui arrive. Ils n'étaient pas au courant et n'avaient pas été consultés. Ils décident de faire comparaître le Comité de Guerre. Celui-ci donne comme raison de mon arrestation que j'ai donné l'ordre aux révolutionnaires d'Oviedo de commencer la retraite en direction du bassin minier, contre l'avis du Comité de la capitale.

Je leur réponds et j'ajoute : « *La manœuvre du Comité de guerre ne m'étonne pas, si on tient compte de ce que, des sept membres qui le composent, six appartiennent au Parti Communiste officiel dont quatre sont des fuyards de la nuit précédente réincorporés au Comité de Guerre sur ma proposition.* »

Je dois dire que dans ces moments pénibles, j'ai trouvé les conseils et les encouragements de notre grand camarade Marcelino Magdalena et de camarades socialistes qui me conseillent de ne tenir aucun compte de ce travail partisan. Parmi ces camarades se trouvent des militants qui ont vieilli dans les organisations ouvrières au service de la cause de notre classe. Même des éléments républicains viennent me conseiller la sérénité face aux manœuvres. Inutile de dire que pour ma part j'accueille comme il se doit ces conseils cordiaux, disposé à travailler jusqu'au dernier moment en faveur de l'émancipation du prolétariat.

Je ne veux pas terminer ce chapitre sans signaler que les mêmes camarades qui ont formulé contre moi une telle accusation, au moment de répondre devant la justice bourgeoise, déclaraient que tout ce qu'ils firent durant le mouvement révolutionnaire le fut sur mon ordre et que si, à un moment donné, ils prirent les armes, ce fut parce que je les y obligeais. Chacun répond de ses actes devant la classe ouvrière. Je réponds des miens et je me soumetts au jugement de tous mes camarades. J'ajouterai que je possède des lettres de nombreux militants du Parti Communiste officiel me félicitant pour mon comportement durant le mouvement révolutionnaire et ensuite face aux autorités.

Le 17 octobre, le camarade Belarmino Tomas, socialiste, entouré par les autres camarades du Comité Révolutionnaire s'adresse aux combattants de la révolution depuis le balcon de la mairie de Sama de Langreo :

« Camarades, soldats rouges,

Ici, devant vous, sans crainte, certains que nous avons su accomplir le mandat que vous nous aviez confié, nous venons vous rendre compte de la triste situation de notre glorieux mouvement insurrectionnel... Prenez en compte chers camarades que notre situation n'est autre que celle d'une armée vaincue. Vaincue momentanément.

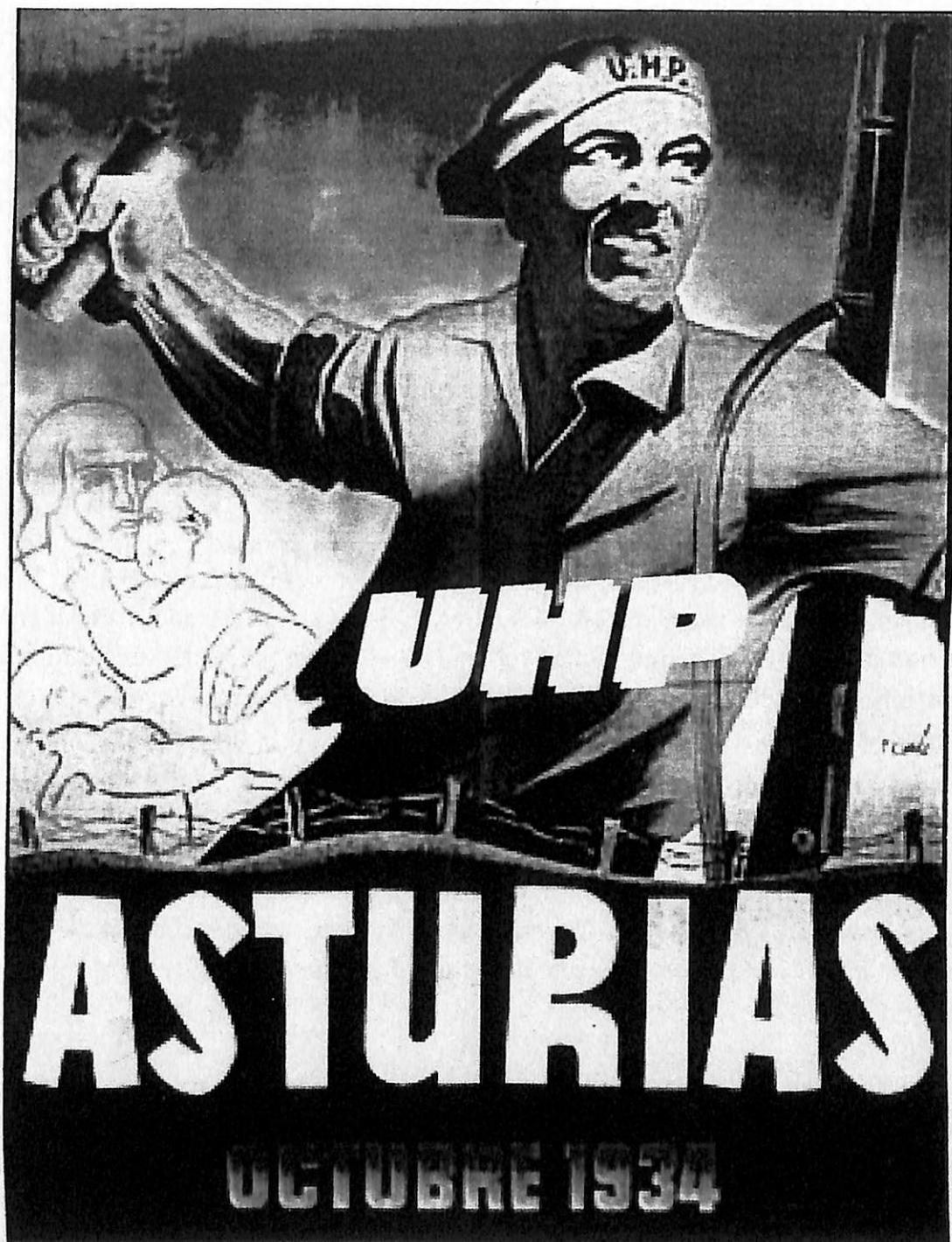
Tous, absolument tous, nous avons su répondre comme il convient à des travailleurs révolutionnaires. Socialistes, communistes, anarchistes et ouvriers sans parti, nous avons pris les armes pour lutter contre le capitalisme le 5 octobre, date mémorable pour le prolétariat des Asturies... Nous ne sommes pas responsables de l'échec de l'insurrection puisque dans cette région nous avons su interpréter les aspirations de la classe ouvrière qui a démontré sa volonté dans des actes concrets. Nous ne savons pas qui sont les responsables de l'échec de notre mouvement. Le temps permettra d'éclaircir tout cela ...

Seule notre région résiste et lutte contre le gouvernement de la bourgeoisie. Le reste de la péninsule ne donne aucun signe de vie, du moins en ce qui concerne l'insurrection, bien que dans quelques provinces la grève générale ait été déclarée, mais sans aller plus loin. La lutte n'a pas été envisagée dans les termes que les nécessités du moment exigeaient... Nous avons des fusils, des mitrailleuses et des canons, mais il nous manque l'essentiel : les munitions... Si nous réfléchissons sans passion nous voyons qu'il ne nous reste qu'un chemin : organiser la paix...

Camarades,

Si vous pensez que nous sommes des traîtres comme certains le disent, fusillez-nous, ou faites de nous ce que bon vous semblera. Mais ne continuez pas à faire couler le sang quand toutes les possibilités de succès sont compromises. Nous ne nous refusons pas à lutter et nous continuerions volontiers à combattre les armes à la main, à verser notre sang jusqu'à la dernière goutte, si notre sacrifice se voyait récompensé par la victoire de notre insurrection dans les Asturies et dans le reste de la péninsule...

La lutte entre le capital et le travail n'est pas terminée ni ne peut se terminer tant que les ouvriers et les paysans ne seront pas les maîtres absolus du pouvoir. Le fait d'organiser la paix avec nos ennemis ne veut pas dire que nous renions la lutte de classe. Non, ce que nous faisons aujourd'hui est simplement une halte sur le chemin... Maintenant chacun d'entre nous sait ce qu'il a à faire. On nous a vaincus, mais on ne pourra jamais vaincre nos idéaux. Nous n'avons rien d'autre à vous dire, camarades, à ce sujet, notre dernière parole étant un vivat aux vaillants travailleurs des Asturies et à la révolution sociale. »



Comment l'insurrection des Asturies a-t-elle été répercutée en France ?

Plus précisément comment en a-t-il été rendu compte dans la presse se réclamant d'une perspective révolutionnaire ?

Nous en donnons dans cette section du *Cahier* quelques illustrations.

Tout d'abord, nous publions un article paru dans le n°224 du 24 octobre 1934 de *La Vérité*, organe du groupe bolchevik-léniniste de la SFIO. Cet article est une « Lettre d'Espagne » ; elle a été rédigée au moment même des événements. Elle insiste sur les raisons politiques de l'isolement des Asturies, mais a été terminée avant l'écrasement de la Commune des Asturies.

On trouvera ensuite un article paru dans le n°185 du 25 octobre 1934 de *La Révolution prolétarienne*, la revue syndicaliste-révolutionnaire fondée par Pierre Monate. L'intérêt de cet article de Lucile Pelletier, intitulé « La Tragédie espagnole », vient particulièrement du fait que, dans cette publication qui s'affirme syndicaliste-révolutionnaire, il soit fait une sévère critique de l'attitude de la direction de la CNT.

Puis nous reproduisons un extrait du journal *Spartacus*, animé par des militants de la gauche de la SFIO, qui se réclamaient de Rosa Luxembourg. Il s'agit d'un numéro spécial - daté du 24 décembre 1934 - et entièrement consacré à la lutte des classes en Espagne, sous le titre « Vive Octobre, première étape de la Révolution espagnole ! ». Cet extrait intitulé « L'Union des Travailleurs dans la Commune Asturienne » est l'œuvre d'un dirigeant du syndicat des mineurs de l'UGT qui détenait également des responsabilités dans le PSOE. Cet article, qui constitue un témoignage vivant sur la lutte des travailleurs des Asturies, permet aussi de comprendre les développements politiques qui se produisaient alors au sein du PSOE. Cet article cite les dernières paroles de José Maria Martinez, l'un des responsables de l'Alliance Ouvrière des Asturies : « *Que la classe ouvrière d'Espagne et du monde entier voie en nous ce que peut être l'union des travailleurs !* »

En plus de ces documents, nous reproduisons un bref extrait - consacré à l'Alliance Ouvrière - de l'étude de l'historien américain George Esenwein *L'anarchisme en Espagne au XX^{ème} siècle*. Cet extrait résume la genèse et le développement de l'Alliance Ouvrière, à partir de 1933, et constitue une introduction utile à une étude plus approfondie du sujet. L'article d'Esenwein a été publié dans sa totalité dans *Les Cahiers Léon Trotsky* n°31 - 1987.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

LETTRE D'ESPAGNE

Les Alliances ouvrières dans les Asturies – La confusion du Parti Socialiste – L'hésitation des soldats.

Dans les Asturies, les Alliances ouvrières fonctionnaient depuis un an. S'approvisionnant par la contrebande des armes faite par la vapeur *Turquesa*, toutes les organisations ouvrières avaient pu s'armer. De là les splendides résultats obtenus dans les premières quarante-huit heures. Au surplus il n'existait pas de désaccords entre les objectifs poursuivis par les organisations puisque existaient les alliances, instruments de l'insurrection dans les Asturies, qui orientaient, définissaient et dirigeaient le mouvement. On saura encore mieux, plus tard, quand la répression gouvernementale sera terminée, le rôle des alliances et le sort de chaque organisation. Jusqu'à ce qu'il soit entré, le Parti Communiste était dans les Asturies à la remorque des alliances.

L'impression dominante parmi les forces ennemies et spécialement chez les fascistes, était que si la nuit du

vendredi au samedi, les insurgés s'étaient lancés à la lutte armée, le triomphe des révolutionnaires était assuré. On déclarait que s'il y avait eu trois Asturies en Espagne, le triomphe des révolutionnaires aurait été foudroyant.

Dans la nuit du vendredi il aurait été possible de soulever les forces de l'armée, le sort du pouvoir officiel paraissant compromis. En revanche le samedi matin, c'était déjà impossible parce que les soldats suspects avaient été arrêtés, et l'esprit de la troupe avait changé complètement.

Il a été démontré que la grève des transports est l'épine dorsale de la grève générale. Dès l'instant où le syndicat des cheminots n'a plus voulu paralyser le trafic ferroviaire, l'insurrection pouvait être considérée comme perdue.

Il existait des armes en abondance, et des bombes, dans les dépôts. Dès que le

mouvement a paru aller à un échec, ces dépôts ont découverts par la police comme par enchantement.

A l'exception des Asturies, il a manqué au prolétariat espagnol, la conscience de la nécessité de conquérir le pouvoir pour briser toute tentative contre-révolutionnaire et pour commencer l'édification d'un ordre nouveau là où le parti socialiste jouissait de la plus grosse influence, ce qui était le cas dans toute l'Espagne sauf en Catalogne ; la classe ouvrière n'avait pas reçu les enseignements que le Parti révolutionnaire du prolétariat est chargé de faire pénétrer dans la conscience des masses populaires. Le Parti socialiste interprétait d'une manière diffuse et vague les désirs et aspirations de la classe ouvrière. Celle-ci voulait sortir de sa situation difficile et elle n'avait d'autre issue que la révolution. Mais on ne lui avait pas dit en quoi consistait cette révolution, quels

moyens employer pour la faire aboutir. Avec la révolution on faisait de la littérature à bon marché : « *Alerte camarades ! Attention au disque rouge ! Cet octobre sera notre octobre !* » On a lancé des noms à la lutte armée sans organisation appropriée, sans avoir proposé la nécessité de l'insurrection. Quand on se rappelle l'insistance avec laquelle Lénine proclamait cette nécessité dès les journées de Juillet, on voit la faute dans laquelle est tombée la Révolution espagnole d'octobre.

Le samedi 6 au matin, les alliances ouvrières défilèrent sur les Ramblas, en file de trois. Elles donnaient l'impression d'une armée disciplinée, qui en imposait précisément par l'ordre dans lequel elle défilait. Le nombre était de 4 000 environ... Elles se dirigeaient à la Généralité pour demander à être armées pour défendre la République catalane.

Deucas leur demanda de se disperser avec le même ordre pour la raison que ce n'était pas nécessaire et que toutes les mesures avaient été prises.

Les membres de la gauche catalane et de l'Etat catalan avaient confiance dans le général Baret, qui pendant ce temps prenait toutes dispositions pour briser le mouvement.

Les trois cents socialistes qui appartenaient à l'Alliance ouvrière avaient demandé à Maurin et à notre camarade Nin que l'Alliance ouvrière prenne la tête du mouvement conduit à la défaite par Deucas et Badia.

A 11 heures du soir, quand tous les points stratégiques eurent été occupés par les

forces du gouvernement central, Deucas téléphona à l'Alliance ouvrière pour lui demander son appui et envoyer ses militants à la Généralité où ils seraient armés. A cette heure, les militants étaient chez eux, démoralisés par la trahison qu'ils soupçonnaient de la part des chefs catalanistes. Il leur était, au surplus, impossible de répondre à cet appel, sous peine d'être assassinés en détails dans les rues occupées par les forces répressives centrales.

A Lérida ce furent les radicaux-socialistes qui déclenchèrent le mouvement, élevant des barricades dans l'espoir qu'elles seraient occupées par les troupes venues aux révolutionnaires. Mais, quand ils s'aperçurent que les troupes étaient restées dans leur grande majorité dans le camp de la contre-révolution, ils abandonnèrent les barricades aux forces gouvernementales.

Par tous les côtés, on remarqua l'incapacité de la petite bourgeoisie à préparer, diriger, organiser et mener à bonne fin un mouvement révolutionnaire.

Le plus remarquable chez les forces répressives de l'Etat a été leur capacité de se déplacer rapidement d'un lieu à un autre.

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE

par Lucile PELLETIER

La Canebière attentat fasciste?

par J. PÉRA

Les directions confédérales n'ont pas voulu se mettre d'accord

par F. CHARBIT

VOUS qui recevez cette Revue pour la première fois !
qui ne nous connaissez pas !

Reportez-vous à la 4^{me} page de la couverture

ELLE VOUS INTERESSE TOUT PARTICULIEREMENT

LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE

Dès septembre on sentait que des heures graves se préparaient. Gil Robles avait déclaré qu'il entendait s'installer désormais au pouvoir d'une façon plus directe que par le truchement du gouvernement Samper. Le malaise s'intensifiait à travers le pays.

Préludes

Le conflit du gouvernement de Madrid avec celui de Catalogne au sujet des contrats de culture n'était toujours pas résolu. De ci de là dans les campagnes des rabassaires avaient mis d'eux-mêmes application la loi votée par la Généralité. Campanys, mal à son aise, faisait le mort. L'Institut agricole de St Isidore, institution de la grande bourgeoisie agrarienne catalane et principal appui de Gil Robles en Catalogne, avait lancé un manifeste déclarant que le prochain changement de la situation politique se chargerait de punir les délinquants ... Quant à la « Lliga » de Cambo, elle continuait à mener grand bruit autour de l'affaire et à demander au gouvernement de Madrid de sévir.

D'autre part, le litige soulevé pour une question d'impôts par les municipalités basques avait tout de suite pris des proportions inattendues et dégénéré en mouvement nationaliste.

Les provocations de la droite clérico-fasciste se poursuivaient. Le 29 septembre, Gil Robles constituait à Saragosse la section catalane de la C.E.D.A. Quatre jours avant, le président Zamora, dans un retentissant discours prononcé à Valladolid, avait pour ainsi dire officiellement offert le pouvoir au chef fasciste.

Le 8 septembre, pour protester contre les menées de Gil Robles, Madrid avait déclaré la grève générale, fait qui avait pris une signification d'autant plus grande que le prolétariat madrilène s'est toujours montré

beaucoup plus réservé que son frère de Barcelone.

Des grèves importantes se poursuivaient dans le bassin minier des Asturies, à Teruel, Alcoy, Jerez (70 000 grévistes le 25 septembre), pour ne citer que les principaux foyers.

D'autre part, les socialistes promettaient de déclencher un large mouvement insurrectionnel au cas où Gil Robles prendrait effectivement le pouvoir. Les Jeunesses socialistes surtout, animées d'un esprit nettement révolutionnaire, se déclaraient prêtes à l'action (1).

Il semble donc que de part et d'autre on était sur le qui-vive. Par précaution contre la menace révolutionnaire d'un « complot socialiste », Samper décréta dès le 22 septembre l'état d'alarme - fait d'ailleurs en soi de peu d'importance si l'on songe que en l'espace de 10 mois - exactement depuis le 5 décembre 1933 - l'Espagne n'a connu que 16 jours - du 10 au 16 avril - sans état d'alarme ou de prévention. Mais cette fois les événements se précipitaient. Survint d'abord la crise ministérielle attendue, puis la constitution du ministère Lerroux, donnant à la droite tous les gages qu'elle désirait.

La réponse ne se fit pas attendre. Le 5, la grève générale éclatait à Madrid et dans les principaux centres du pays. L'ordre en avait été lancé par le parti socialiste.

(1) Les Jeunesses socialistes espagnoles, pour rompre définitivement toute attache avec le réformisme, sont prêtes à se séparer de la IIe Internationale, ce qui ne veut pas dire qu'elles veuillent rallier la IIIe Internationale dont la faillite leur paraît tout aussi évidente. Dans leur organe, *Renovacion*, elles professent que le prolétariat révolutionnaire doit s'organiser sur des bases entièrement renouvelées.

A noter que les trotskystes espagnols sont, à en croire leur revue *Comunismo*, opposés à l'entrée au parti socialiste. Ils sont partisans d'un front unique qui sauvegarde leur indépendance organique.

La position des anarchistes

Les anarchistes, pendant la période de préparatifs et d'attente, s'étaient nettement montrés hostiles à un tel mouvement.

« Il n'y a aucune distinction à faire entre Gil Robles, Azana et Larqo Caballero », écrivait *Tierra y Libertad*, organe de la fédération anarchiste ibérique. Le 2 octobre, la C.N.T. régionale de Catalogne lançait un manifeste pour mettre ses adhérents en garde : *« Que personne ne seconde les mouvements qui ne sont pas garantis par les décisions de notre organisation. Tout pour la C.N.T. Rien pour les politiciens ! »*

D'autre part, les anarchistes, revenus de leur ancienne thèse de la *« révolution pour le lendemain »*, prétendaient que la conjoncture n'était pas favorable. Les rôles étaient renversés. C'étaient eux maintenant qui tenaient des raisonnements de *« bombros »*, tandis que les syndicats de l'opposition, dans les rangs de *« l'Alliance ouvrière »* jugeaient le moment favorable à une tentative révolutionnaire.

Les exploits de l'« Etat catalan »

Enfin, pour compliquer les choses à Barcelone, l'« Esquerra », la Gauche catalane, s'appropriait le mot d'ordre de l'« Alliance Ouvrière » et tâchant de tirer profit du mouvement de grève déclenché par celle-ci, proclamait par la bouche de son chef Companys, l'« Etat Catalan de la République fédérale espagnole. C'est ainsi que dans la ville régnait la plus grande pagaïe. L'« Etat Catalan » faisait débaucher par ses somaten les ouvriers des usines sous prétexte de défendre la République contre le gouvernement fasciste de Madrid, cependant qu'il arrêtaient en masse les militants de la C.N.T. coupables de réunions « clandestines » et fermait les locaux des syndicats qui, à l'annonce des événements avaient rouvert « illégalement » leurs portes ! Et Companys de lancer des radios tantôt contre les « fascistes madrilènes », tantôt contre les « éléments extré-

mistes menaçant de troubler l'ordre » et contre lesquels il prenait les « mesures qui s'imposent ». Et les autos blindées chargées de somaten parcouraient la ville à la chasse des suspects et les forces d'assaut de l'« Etat Catalan » s'élançaient, sans doute pour mieux combattre le fascisme, contre la rédaction de *Solidaridad Obrera*, le quotidien syndicaliste.

Les effets d'exploits de ce genre n'allaient pas tarder à se faire sentir. Quand le chef de l'« Etat Catalan » apprit que l'armée lui refusait son appui, du coup son audace et son courage l'abandonnèrent. Il est plus facile de faire marcher les Somaten contre des ouvriers désarmés que contre des troupes bien équipées. Après un simulacre de défense, l'« Etat Catalan » capitulait piteusement. Par ce coup d'Etat sans péril et cette capitulation sans gloire, la bourgeoisie de l'« Esquerra » a donné toute sa mesure. La reddition du gouvernement de la Généralité fut le signal de la débandade tant à Barcelone que dans la province catalane. Les rabassaires qui avaient tout de suite pris une part active au mouvement furent paralysés par cette nouvelle. Les Catalans se rendent en masses et l'insurrection ne se poursuit plus que sporadiquement dans quelques foyers isolés.

Aussitôt après la capitulation de Companys, les anarcho-syndicalistes avaient décidé d'appuyer le mouvement. Mais, il, est trop tard. Au reste, la C.N.T. ne laisse pas de jouir de la situation comme d'une sorte de revanche. Elle rappelle toutes ses rancœurs contre les socialistes : l'empressement que ceux-ci ont mis à maintes reprises à se désolidariser d'avec les mouvements entrepris par elle, le mépris avec lequel ils parlaient du putschisme et de l'incapacité révolutionnaire des anarchistes. Tant est puissante la haine accumulée, qu'elle faisait oublier l'actualité tragique et les perspectives non moins tragiques du lendemain.

L'unité d'action dans les Asturies

Tout un réseau complexe de circonstances vouait à un rapide échec l'insurrection en Catalogne. Mais il n'en était pas de même dans le reste du pays, à Madrid où les socialistes donnèrent courageusement de leur personne, en Andalousie où la C.N.T. ayant donné l'ordre de grève le 9, commence une guerre d'usure contre les troupes gouvernementales. Il n'en était pas de même surtout dans les Asturies qui allaient être le dernier bastion de la République espagnole.

L'ordre de grève avait trouvé déjà une grande partie du prolétariat minier en lutte. Le mouvement prit immédiatement d'autant plus d'envergure que le « front unique » prolétarien y était à peu près complètement réalisé. Le plenum régional de la C.N.T. s'y était en effet, peu auparavant, prononcé à une forte majorité pour l'unité d'action dans l'« Alliance Ouvrière ». Cela n'a pas peu contribué à faire des Asturies le foyer le plus ardent et le plus résistant de la lutte révolutionnaire.

C'est aussi dans cette région que le gouvernement a fait tout de suite porter le plus fort de son action, contre-révolutionnaire. Les vaisseaux de guerre bombardent le littoral - l'un d'entre eux - Ô ironie ! - s'appelle *Libertad* ! Les avions sont chargés d'exterminer les insurgés réfugiés dans les montagnes. L'armée de terre se livre à une immonde boucherie. Malgré tout les insurgés menèrent, et mènent encore, la guérilla contre les troupes régulières avec un héroïsme et un esprit de sacrifice que toutes les forces conjuguées de la répression la plus féroce ne parviennent pas à faire fléchir. Comment se terminera ce combat inégal et barbare ? Sans doute, hélas ! par l'extermination des derniers révoltés, car le courage à lui seul ne peut vaincre les engins de mort perfectionnés que lui oppose la contre-révolution.

Avant tout, solidarité !

Toute communication non-officielle étant encore impossible avec l'Espagne à l'heure où j'écris ces lignes, il est bien dif-

ficile de savoir au juste où en sont les événements.

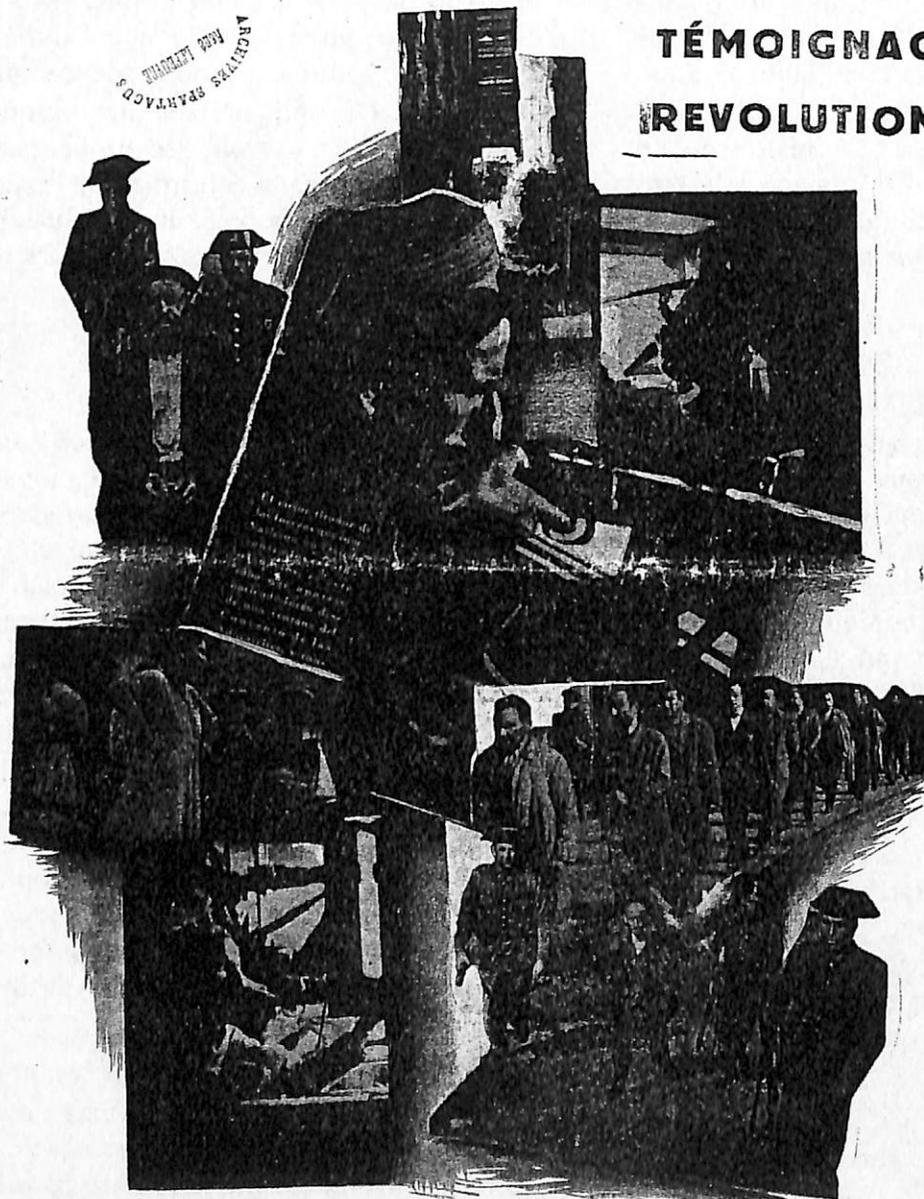
Cependant on sait que le groupe parlementaire monarchiste a chaudement félicité le gouvernement, on sait que Primo de Rivera fils l'a remercié d'avoir ouvert la voie au national-socialisme, on sait que de Lisbonne Sanjurjo a offert ses services pour rétablir l'ordre, on sait que la peine de mort a été rétablie et que les conseils de guerre fonctionnent sans relâche à Barcelone, à Madrid, à Saragosse, à la Corogne; on sait que les effectifs de la police ont été considérablement augmentés et qu'on a fait venir des troupes du Maroc de peur que l'armée ne comprenne enfin l'ignominie de la besogne qu'on lui fait accomplir. On sait que les victimes sont trop nombreuses pour que les officiels en disent le nombre et qu'il n'y a plus de place pour les prisonniers. On sait enfin que le 8, le conseil des ministres annonçait que la soumission totale des rebelles des Asturies n'était plus qu'une question d'heures et que cependant, aujourd'hui encore, malgré ses navires, ses avions et ses mitrailleuses, le gouvernement Lerroux n'est pas encore parvenu à exterminer le mouvement insurrectionnel.

Et toutes ces nouvelles officielles sont suffisantes pour que les travailleurs du monde entier se dressent de toute leur énergie pour protester contre l'ignoble carnage que le fascisme fait de leurs frères au-delà des Pyrénées.

Devant cette nouvelle montée de la barbarie fasciste en Espagne, quand les derniers francs-tireurs des Asturies défendent encore chèrement leur vie et leur liberté, le moment n'est ni aux jugements rétrospectifs, ni aux pronostics. Nous ne pouvons qu'affirmer toute notre solidarité avec nos héroïques camarades d'Espagne et clamer toute notre indignation contre leurs bourreaux.

Lucile PELLETIER

SPARTACUS



TÉMOIGNAGES SUR LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

La Commune Asturienne

par l'un des dirigeants de l'U. G. T.

Que s'est-il passé en Catalogne?

par J. G. GORKIN, Rédacteur en chef
du Quotidien de Barcelone "Adelante".

Procès de la Révolution Espagnole

par AMADOR FERNANDEZ, Président,
F. N. des Mineurs.

Retour à Marx et Engels

par ARAQUISTAIN, député socialiste
directeur de la revue "Levitalan".

La Tragédie de Casas Viejas

RAMON J. SENDER ancien directeur
communiste du quotidien ; "La Lucha"

La révolution d'octobre et les partis républicains

par MOLINA, secrétaire de l'U. S. T.
(province de Valence).

Des lâches et frères

par ADALBERTO Salas de EGUIA.

Nationalisme basque

par HÉLLES.

Le Mouvement ouvrier en Espagne

Planisme et philosophie de la mystification

par A. PATRI.

Les écrivains et la révolution

Dessins de FALK - CAMURO - HELIOS
GOMEZ André-Pierre
Photo-montages de FALCK et CAMURO.

Vive "Octobre" Première Etape
de la Révolution Espagnole

L'Union des Travailleurs dans la Commune Asturienne

La préparation révolutionnaire des masses

La propagande révolutionnaire a commencé à l'occasion de la campagne électorale, qui a eu lieu le 19 novembre de l'année dernière et à la suite de laquelle a été constitué le Parlement actuel. La propagande fut très intense. La résistance de quelques camarades, qui étaient à la tête des organisations politiques et syndicales, fut vaincue et ceux qui n'étaient pas d'accord, qui n'étaient pas pénétrés de l'importance de la nouvelle phase politique qui commençait, furent relevés de leur poste. D'autres camarades plus sûrs vinrent les remplacer. Dans chaque réunion, dans chaque comité populaire, on parlait beaucoup déjà de la nouvelle situation politique. Les événements d'Allemagne et d'Autriche ont contribué dans une large mesure à nous faire comprendre qu'il fallait prendre l'offensive contre le fascisme et aller à la conquête du pouvoir pour les travailleurs.

Dans les Asturies, on préparait avec enthousiasme et fébrilement, jour par jour, l'esprit révolutionnaire des travailleurs. Les Asturies sont une région nettement prolétarienne, où l'on pouvait compter sur une jeunesse pleine de vigueur et de force, consciente de sa mission historique. C'est dans cette jeunesse qu'on a mis la plus grande espérance.

On engagea des pourparlers avec les autres organisations révolutionnaires et bientôt se formèrent les Comités d'Alliance Ouvrière. Cette Alliance Ouvrière comprend les jeunesses socialistes, le parti socialiste, les syndicats de l'U.G.T. - qui en formaient la base - les syndicats de la C.N.T., les communistes du bloc ouvrier et paysan et les communistes de gauche (trotskistes).

Les communistes, appelés stalinistes, et les syndicats qui les suivent, ne sont pas

entrés dans l'Alliance Ouvrière. Cependant, quelques heures avant le déclenchement de la lutte dans les rues, ils ont adhéré à l'Alliance Ouvrière, et deux camarades communistes ont fait partie du Comité révolutionnaire (Comité d'Alliance Ouvrière élargi) des Asturies. A partir de ce moment, tous les militants ont magnifiquement rempli leur devoir. Ce groupement des forces ouvrières a confirmé que l'esprit révolutionnaire n'est pas une exclusivité d'un parti mais de tous les travailleurs révolutionnaires.

L'Alliance Ouvrière

Le rôle de l'Alliance Ouvrière des Asturies a été glorieux et magnifique. La loyauté, l'enthousiasme que tous les ouvriers ont apporté dans la lutte, nous ont révélé la force, le pouvoir des travailleurs lorsqu'ils sont unis sous la direction des organismes de lutte prolétariens. Tout ce qu'on peut dire sur l'Alliance Ouvrière se résume d'une façon émouvante dans les dernières paroles, que je veux citer ici d'un leader syndicaliste, José Maria Martinez, membre de l'Alliance Ouvrière des Asturies, qui mourut très peu de temps après. Le Comité révolutionnaire s'était réuni une dernière fois pour organiser la retraite des forces révolutionnaires et le camarade Martinez parla ainsi :

« Camarades, nous sommes abattus, mais pas vaincus. On nous a laissé seuls, dans le pays entier le travail est repris. Il est indispensable de mettre fin à la bataille et d'organiser le repliement des forces révolutionnaires pour éviter les sacrifices inutiles des camarades. Nous devons tous avoir la satisfaction intime d'avoir honnêtement accompli chacun notre devoir. Que la classe ouvrière de l'Espagne et du monde entier voit en nous ce que peut être l'Union des travailleurs. Nous l'avons réalisée et nous avons vaincu. Si les résultats n'ont pas été entièrement bons, c'est parce

que les autres régions d'Espagne n'ont pas compris la nécessité des Alliances Ouvrières. A présent, il ne nous reste qu'à partir, pour vivre ou mourir, qui sait ! Il faut nous séparer, mais pas avant d'avoir signé, en nous embrassant, le pacte d'Unité qui nous a conduits aux jours glorieux que nous venons de vivre. »

C'est ainsi que parla, quelques heures avant d'être tué, un syndicaliste très connu, qui travailla dans l'organisation révolutionnaire et qui vécut tout son développement.

Finissons ces lignes, en répétant à nouveau ces mots :

« Que la Classe ouvrière d'Espagne et du monde entier voit en nous ce que peut être l'union des travailleurs. »

L'Unité des Travailleurs

L'unité syndicale et politique des travailleurs se fait chaque jour plus nécessaire. Pour qu'elle puisse devenir une réalité, il est nécessaire que tous les hommes responsables du mouvement ouvrier comprennent la nécessité politique, sociale et économique du monde, en ce moment. Les discussions et les dissentiments parmi les ouvriers ne servent qu'à renforcer les positions capitalistes. Pour que l'union prolétarienne devienne une réalité dans un temps très bref, il est indispensable de ne pas appliquer les mêmes formes de lutte à tous les pays. Il faut que chaque pays suive ses raisons d'ordre psychologique, géographique, politique, sociale et économique. Ce qu'on appelle le front unique à la base c'est, selon moi, une erreur qui n'a contribué, jusqu'à présent, qu'à accentuer les dissensions entre les ouvriers. Les comités d'usine peuvent être une chose magnifique pour construire un pays, après le triomphe de la révolution, Mais avec l'état psychologique des hommes, ces comités représentent une négation pour la réussite d'une insurrection. Déclencher des grèves, à tout moment, pour rien, dans les mines, dans les usines et dans les campagnes, je n'arrive pas à comprendre que cela soit une étape nécessaire pour faire s'écrouler les bases du régime capitaliste. Je sais bien qu'il y aura des gens qui m'objecteront que

les comités d'entreprise ne sont pas des générateurs d'escarmouches grévistes quotidiennes. Mais pratiquement, l'union par en bas ne peut être considérée que comme un élément de désordre.

Tout cela fatigue la classe ouvrière et on ne pourra jamais arriver à former ainsi une véritable conscience révolutionnaire.

Les perspectives aux Asturies.

Les perspectives qu'offrent actuellement les Asturies pour un mouvement révolutionnaire sont toujours très grandes. La répression que le gouvernement Lerroxx-Gil Robles poursuit, est trop cruelle pour être facilement oubliée. Les enfants sans père, les femmes sans mari, les mères sans fils, les familles entières anéanties, 27 camarades assassinés dans un tout petit village (Cardadyn) en un seul jour - on leur a coupé la langue et crevé les yeux, et c'est ainsi qu'opèrent en général les forces gouvernementales - ce sont des choses qui ne s'oublient pas. La cruauté la plus raffinée s'exerce dans le bassin minier des Asturies. Mais ces centaines de cadavres ouvriers empoisonneront ce gouvernement fasciste, qui est dans l'impossibilité de gouverner une seule semaine sans avoir recours à l'état de siège ou d'alarme qui ne permet pas la libre expression de la pensée.

Une preuve de tout ce que je viens de dire, c'est que lorsque l'Accion Popular voulut donner les secours aux femmes de la région minière, ces dernières répondirent fièrement :

« Après que vous avez assassiné nos pères, nos fils, nos frères, nos maris, vous voulez encore nous faire l'aumône ! Non ! Gardez-la pour les forces de la répression. Vous avez les mains trop sanglantes pour que nous mangions de votre pain. Laissez-nous tranquilles avec notre peine. Laissez-nous pleurer, parce que les larmes sont un souvenir et il faut que nous gardions de la rancune pour demain ! »

Tel est l'état d'esprit des femmes asturiennes. Les hommes qui gouvernent l'Espagne, à l'heure actuelle, sont tout à fait convaincus que l'esprit révolutionnaire subsiste dans les Asturies. Mais ils pensent

que la misère et la famine obligeront les mineurs asturiens à se soumettre.

Les mineurs asturiens ont confiance dans la solidarité internationale, même si cette solidarité ne pouvait satisfaire tout le monde et que la famine terrible qui commence à se faire sentir doit continuer. Ils

sont prêts à mourir dans les rues, avant d'accepter une aumône de la bourgeoisie !

Les Asturies se dressent comme un espoir vers l'avenir, sachant bien que le seul moyen de transformer tout le système de production et d'échange, la seule cause du malaise qui règne - c'est d'instaurer le socialisme dans le monde entier.

LA TACTIQUE DE GIL ROBLES

Une des pires fautes d'un révolutionnaire est celle d'amoinrir systématiquement la valeur vraie et la force réelle de l'adversaire. Je tâcherai de ne pas tomber dans cette faute-là en parlant de Gil Robles.

Le chef de la Ceda (Confédération Espagnole des Droites Autonomes) n'est pas un homme de grand talent politique, ni même un grand orateur. Il a une voix, une figure désagréables, antipathiques; il manque de ces dons qui semblent nécessaires à un leader qui aspire à devenir « populaire ». Il est, par contre, un tacticien éduqué à l'école des jésuites, un homme au sang froid, calculateur, qui sait mesurer ses paroles et ses gestes.

Il est l'héritier de Torquemada et de Loyola, l'homme public du Vatican - l'homme caché qui tient les ficelles est Herrera, directeur de *El Debate*, qui traduit en langue espagnole la politique de *l'Osservatore Romano*. Disons qu'il aspire, enfin, à devenir le Mussolini ou le Hitler espagnol.

Avant les élections de novembre 1933, Gil Robles a rendu visite à Hitler. Il a tenu à ce que l'opinion ignore cette visite et le sens de son entretien avec le « Führer ». Ce qu'il a vu en Allemagne l'a sans doute rempli d'enthousiasme, à juger par ses discours pleins de menaces et de violences. Dans un meeting électoral à Madrid, il tint à peu près ce langage : « *Je suis partisan d'un gouvernement fort, d'un Etat totalitaire. Si le prochain Parlement ne veut pas se soumettre de bon gré à notre conception du gouvernement et de l'Etat, nous le soumettrons de force.* » Il ne craint pas le sang qui pourrait être versé. C'était, au moins, un

programme clair et précis. Je lui ai répondu, au nom de mon parti, dans un meeting tenu à Barcelone: « *Si Gil Robles n'a pas peur de verser le sang des ouvriers, nous ne l'avons pas non plus de verser autant de sang fasciste qu'il faudra.* »

Aux élections, grâce au système électoral élaboré par Azaña et les Cortes constituantes et grâce aussi à la complicité du gouvernement lerrouxiste présidé par Martinez Barvio, avec à peine un tiers des voix la coalition des droites obtint la majorité des élus. On s'attendait alors à ce que Gil Robles, poussé par les monarchistes qui lui avaient fourni leur argent et leurs voix, tente un coup d'Etat et l'instauration d'une dictature. Il comprit que le moment n'était pas encore arrivé. Il se rendait parfaitement compte de la grande réaction provoquée dans les masses par le résultat des élections. Il fallait prendre tous les atouts en mains avant que de se jeter dans une aventure qui aurait pu provoquer la révolution. Il était préférable pour lui d'appliquer une politique souple, opportuniste. Sans se déclarer républicain, il laissa entendre qu'il pourrait au besoin être un serviteur de la République. La forme du gouvernement lui importait moins que la sauvegarde des intérêts des grands propriétaires fonciers et de l'Eglise. La question pour lui était de détruire la République en faisant semblant de la défendre. Et c'est cela qu'il a réussi avec la complicité directe de Lerroux, « *ce vieil immonde et répugnant* », comme l'appela un jour Miguel Maura, chef du parti républicain conservateur.

On peut diviser la tactique de Gil Robles en trois étapes : *la première*, obliger Lerroux à constituer un gouvernement minoritaire, dépendant à la Chambre de ses voix et appliquant son programme, celui, négatif, de détruire le peu qui avait été fait par la République et d'écraser, si possible, les organisations ouvrières; *deuxième étape*, collaborer directement avec Lerroux, lui donnant trois ministres, étape inaugurée à la veille de la révolution (c'est cela précisément qui a déclenché le mouvement révolutionnaire), et *troisième étape*, détruire la Constitution et faire d'Alcala Zamora, président de la République, ce que Hitler a fait de Hindenburg. Cette troisième étape, il s'apprête à la remplir. Le pourra-t-il ?

Lerroux semble, malgré son crétinisme sénile, sentir le danger, il cherche à jeter un pont vers les partis républicains, et surtout vers celui que préside son ancien adepte Martinez Barrio, pour se défendre d'être dévoré par son dangereux allié. D'autre part, Alcala Zamora voudrait faire marche arrière de façon à ne pas suivre le chemin de Hindenburg. Est-ce parce que Gil Robles lui répugne ? Est-ce parce que sa conscience très catholique craint le feu de l'enfer après les crimes commis dans les Asturies ? Nullement. Il sent que le mouvement ouvrier est plus vivant et plus révolutionnaire que jamais, que toute l'Espagne ouvrière et paysanne, de même que la petite bourgeoisie républicaine, est dressée contre les assassins qui gouvernent à Madrid. Dans cette situation, l'application de la tactique de Gil Robles, menant de fait au coup d'Etat, provoquerait inévitablement une révolution encore plus violente que celle d'octobre dernier. Quoi qu'il fasse, cette deuxième révolution est inévitable. Elle se chargera de balayer tous les bourreaux du prolétariat asturien, et surtout le trio Gil Robles-Alcala Zamora-Lerroux, pour instaurer la dictature du prolétariat et réaliser le socialisme.

J. G. G.

Un des dirigeants du syndicat des mineurs de l'UGT, également membre de la direction du parti socialiste d'Espagne.

**JOVENES ANTIFASCISTAS
LUCHAR POR LA LIBERTAD
DEL PROLETARIADO**



**INGRESAD EN
LAS JUVENTUDES LIBERTARIAS**

L'Alliance ouvrière

L'idée de former l'Alliance ouvrière a été initialement lancée par Maurin, un ancien *cenétista* devenu célèbre dans les années trente comme théoricien marxiste et organisateur de parti, fondateur du Bloc Obrero Camperol (BOC) en 1931 et co-fondateur du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) en 1935. Après le succès électoral de la droite en novembre 1933, Maurin constitua pour la première fois une alliance de plusieurs organisations de gauche catalanes comprenant des groupes comme le BOC, la Federación Sindicalista Libertaria récemment fondée par Pestana et la Izquierda comunista trotskyste d'Andreu Nin. Peu après, les socialistes eux-mêmes, sous la direction de Largo Caballero, s'emparèrent de l'idée de Maurin et commencèrent à former des liens avec d'autres groupes prolétariens. Vers la fin de février 1934, une Alianza Obrera dirigée par les socialistes commençait à prendre forme : à l'exception du Parti communiste d'Espagne (P.C.E.) et des secteurs de la CNT dominés par la FAI, elle représentait presque tous les partis de gauche importants.

Pour plusieurs raisons, la CNT s'abstint de rejoindre l'A.O. La cause en était dans sa longue rivalité avec les socialistes et aussi le scepticisme anarcho-syndicaliste à l'égard du ralliement des socialistes - et surtout de Largo Caballero - à une politique révolutionnaire. Mais, par-dessus tout, la CNT redoutait d'être engagée dans une alliance dominée par les socialistes.

Momentanément au moins, la réunion de la gauche socialiste et marxiste sous le drapeau de l'A.O. servit à isoler la CNT et la FAI du courant principal du mouvement révolutionnaire. Car, dans ce qui devenait rapidement une grandissante hostilité politique, il fut bientôt clair que les anarcho-syndicalistes par eux-mêmes ne pourraient plus supporter un cycle d'insurrections. Ce fut clairement démontré d'abord en décembre 1933 quand un mouvement de grève nationale monté par la CNT s'effondra, en grande partie parce qu'il n'eut aucun soutien d'autres groupes et à nouveau en mars-avril 1934 quand une grève générale déclenchée à Saragosse avorta aussi. Le CNT sortit de ces campagnes épuisée et trop mutilée physiquement pour reprendre son rôle dirigeant dans l'avant-garde révolutionnaire. En fait, la plus importante des rébellions ouvrières du *bienio negro*, la Révolution d'Octobre aux Asturies, fut le résultat non pas de la « gymnastique révolutionnaire » mais le produit de l'Alliance ouvrière.

Dans les mois qui menaient à la Révolution d'Octobre, à l'Octobre rouge comme on disait aussi, la Gauche en général et la base socialiste en particulier se tournaient vers une politique d'action directe en grand nombre, comme moyen de s'opposer à la droite. Une manifestation impressionnante de leur combativité croissante se produisit en juin quand le syndicat des ouvriers agricoles, Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra (FNTI) dirigea une grève générale pour protester contre les mesures anti-ouvrières qu'un gouvernement tourné de plus en plus à droite essayait d'appliquer.

En dépit des protestations de ce type, cependant, les partis de droite, la Confederación Española de Derechas Autonomas (CEDA) - une fusion des partis catholiques de droite dirigée par José Maria Gil Robles et perçue par la gauche comme une formation fasciste - continua à progresser dans le gouvernement. En octobre 1934, le radical Alejandro Lerroux fit entrer trois membres de la CEDA au gouvernement et la Gauche réagit rapidement pour empêcher ce qu'elle considérait comme le premier pas vers l'établissement d'un Etat cléricalo-fasciste. Un mouvement national dirigé par les socialistes et l'A.O. fut lancé à Madrid, en Catalogne, au pays basque et aux Asturies. Dès le début cependant, il souffrit de ce que les soulèvements de Madrid et de Catalogne étaient ou mal préparés ou trop sporadiques pour être de quelque conséquence. Ainsi les ouvriers de la région minière des Asturies restèrent-ils seuls à combattre.

Il existe plusieurs raisons pour lesquelles la région asturienne convenait de façon exceptionnelle à une révolte ouvrière de grandes proportions, la moindre n'étant pas que les mineurs - indépendamment de leurs affiliations idéologiques - avaient une longue tradition militante. En mars, socialistes, bloquistes et les branches locales de la CNT avaient conclu un pacte que le P.C.E. rejoignait en septembre, formant une Alliance ouvrière. C'est dans une large mesure du fait de cette manifestation de solidarité que les ouvriers purent tenir devant des forces supérieures. Pendant presque deux semaines, ils réussirent à administrer une commune ouvrière tout en se défendant contre les féroces attaques des troupes gouvernementales et de la Légion étrangère, amenées du Maroc. Avant d'être finalement écrasé, le soulèvement des Asturies avait, selon les paroles de Raymond Carr, « atteint les dimensions d'une guerre civile ». Outre les pertes (évaluées entre mille et quatre mille morts) et les destructions provoquées par les combats, il y eut jusqu'à trente mille ouvriers emprisonnés dans toute l'Espagne comme résultat de cette manifestation du potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière.

De l'expérience de cette Commune était née une phrase, « l'Union de los Hermanos Proletarios », UHP, qui exprimait l'espoir de la classe ouvrière d'un front unique contre ses ennemis de droite. C'était vrai même chez les faistas de la CNT, bien qu'avant octobre 1934 ils aient refusé de participer à l'Alianza Obrera. Bien entendu, les faistas n'étaient pas prêts à s'allier formellement à d'autres groupes. Pourtant, en se solidarisant publiquement de la Commune asturienne et en faisant référence dans leurs publications aux événements qui s'y déroulaient comme des exemples de l'appel anarchiste à la révolution sociale, les faistas pouvaient revendiquer la révolte asturienne comme leur œuvre. Aussi, alors que la CNT et la FAI furent incapables par leurs seules forces d'organiser des offensives couronnées de succès contre l'Etat en 1934 et juillet 1936, on peut cependant les créditer d'avoir initié et renforcé la trajectoire révolutionnaire des ouvriers espagnols, laquelle les conduisit inévitablement d'abord aux Asturies, puis à la guerre civile.

George Esenwein
L'anarchisme en Espagne au XX^e siècle
In CAHIERS LEON TROTSKY n° 31 - 1987

Le document intitulé « *L'Alliance Ouvrière et la lutte pour le Front Unique* » que nous publions dans ce numéro des *Cahiers* est, à notre connaissance, inédit en France.

Il est l'œuvre de l'universitaire, historien et militant Josep A. Pozo. Il a été publié pour la première fois en langue espagnole en 2004, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la « Commune » des Asturies, dans le n°14 de *Combate Socialista* édité par le P.O.S.I. (Parti Ouvrier Socialiste Internationaliste).

D'une part, cette contribution replace le problème de l'Alliance Ouvrière et du rôle qu'elle joua aux Asturies dans le contexte d'ensemble marqué par la défaite du prolétariat allemand ; elle relie les événements de 1934 au développement des luttes politiques et sociales en Espagne, tout particulièrement depuis la chute de la monarchie.

D'autre part, ce texte revient très précisément sur les conséquences au sein du mouvement ouvrier et sur la portée de la radicalisation du PSOE et les développements dans l'ensemble des organisations ouvrières, ainsi que sur l'enjeu que représentaient ces changements pour les militants espagnols se réclamant de Léon Trotsky.

L'Alliance Ouvrière et la lutte pour le Front Unique

Josep A. Pozo

Présentation

Le 14 octobre 1934, presque un an après la victoire électorale des partis du centre et de droite (novembre 1933) avait lieu en différentes villes espagnoles un mouvement révolutionnaire à l'origine duquel il y eut l'entrée dans le gouvernement Lerro des ministres de la CEDA¹, le parti qui représentait aux yeux de la classe ouvrière la réaction et le danger de retour en arrière. Après les expériences de l'Allemagne et de l'Autriche, le fait représentait un véritable événement : pour la première fois en Europe, la classe ouvrière d'un pays se lançait à l'offensive pour éviter l'arrivée au pouvoir de ceux qu'elle considérait comme son ennemi mortel. *L'Alliance Ouvrière*, pacte d'action révolutionnaire qui unissait les forces ouvrières, appela à une grève générale de protestation dans toute l'Espagne et ce mouvement, qui se fit sentir particulièrement en Catalogne et aux Asturies, impliqua un infléchissement important dans le développement du régime issu du 14 avril 1931, ainsi que dans les débats qui eurent lieu au sein du mouvement ouvrier. Tout spécialement aux Asturies, seul endroit où *L'Alliance Ouvrière* était parvenue à regrouper en son sein toutes les organisations ouvrières sans exception, la grève générale acquit bientôt un caractère insurrectionnel et pendant 15 jours le bassin minier fut contrôlé par des comités d'Alliance Ouvrière, coordonnés en un Comité Révolutionnaire, et par des milices qui organisèrent les mineurs asturiens. Cependant, isolés du reste de l'Espagne comme conséquence de l'échec du mouvement en des lieux comme Madrid et l'Andalousie, échec provoqué par la désorganisation et le manque de volonté pour le mener au triomphe de la part de ceux qui théoriquement l'impulsaient - le PSOE -, les ouvriers asturiens offrirent une forte résistance jusqu'à ce que, finalement, ils furent vaincus après de très durs combats. La "Commune" des Asturies subissait une brutale répression de la part des détachements de l'armée du Maroc sous le commandement des généraux Yagüe et López de Ochoa, responsables de 4000 morts et d'une cruelle répression et qui devaient jouer un rôle important parmi les militaires qui deux années après participeraient au coup d'État de juillet 1936. En Catalogne, l'insurrection connut un développement différent - à cause en partie à cause de la CNT qui là refusa de se joindre au mouvement et en partie de l'ERC (*Gauche Républicaine Catalane* - NdT) qui renonça en pratique à organiser le mouvement. L'insurrection s'acheva sur l'arrestation et la mise en procès du Gouvernement de la Generalitat, la suspension de l'autonomie et l'arrestation de centaines de militants.

1 La CEDA (Confédération Espagnole des Droites Autonomes) avait été fondée à Madrid en mars 1933 et regroupait des groupes de droite dans différentes parties d'Espagne, dont le plus populaire était l'Acción Popular. Peu après les élections de novembre 1933, le dirigeant de ce parti et candidat à la dictature d'un futur État national corporatiste, Gil Robles, proposait aux radicaux comme condition de son soutien le programme suivant : amnistie pour les militaires insurgés en 1932; révision des lois promulguées par la République en matière religieuse; paralysie de la réforme agraire et suspension de l'application des lois sociales qui concernaient les paysans.

En ce 70ème anniversaire (2) de cet événement, il convient de tirer les leçons les plus importantes de ce qu'a représenté - et représente - octobre 1934 pour le mouvement ouvrier. En guise d'introduction et de manière résumée nous pourrions en indiquer quelques-unes.

En premier lieu, il convient d'indiquer l'apparente contradiction qu'a signifiée le fait que la défaite de l'octobre asturien ait brisé net la dynamique de Front Unique (l'union des partis et organisations de la classe ouvrière, en opposition aux partis bourgeois, pour la conquête du pouvoir) qui avait pris de l'importance dans quelques organisations - et dont le symbole demeura sous la forme de l'Alliance Ouvrière et du mot d'ordre "*Uníos, hermanos proletarios*" (UHP) [Unissez-vous, frères prolétaires], ouvrant ainsi la voie au Pacte de Front Populaire, c'est-à-dire, celle de la dynamique contraire. Si durant les mois précédents la classe ouvrière avait manifesté son aspiration à l'unité, et s'étaient également exprimées avec beaucoup de force la tendance de classe vers l'union des forces ouvrières et la pression pour rompre le pacte entre socialistes et républicains, à partir d'octobre 34, la défaite et ses conséquences seront l'axe sur lequel se construira la politique de front populaire : la lutte pour l'amnistie, pour la libération des emprisonnés, etc., sera utilisée pour recomposer à nouveau la politique d'alliance avec la bourgeoisie "*libérale*", avec les républicains d'Azaña et de Martínez Barrio.

En second lieu, l'insurrection d'octobre indiqua les limites du courant "*Largo Caballero*", et son révolutionnarisme vide de contenu face aux tâches concrètes d'une insurrection dont il avait si longtemps brandi la menace et qu'il fut incapable d'organiser le moment venu, là où il avait de l'influence et des responsabilités. Ce fut un choc pour la gauche socialiste, de la même manière que son radicalisme verbal avait servi pour encourager la mobilisation des masses et y ouvrir un horizon d'espoir. L'échec de ce courant et son incapacité à "*régénérer*" le PSOE et à rompre définitivement avec le réformisme qui lui était propre, se traduisit à l'intérieur du parti par le triomphe des thèses de Prieto - partisan de la collaboration avec les républicains - et par le passage au stalinisme des Jeunesses Socialistes - organisation qui avec pratiquement 40 000 militants s'était constituée comme fer de lance du courant "*Largo Caballero*".

Et en troisième lieu, sortit renforcé de l'épopée asturienne le parti qui avait le plus combattu les Alliances Ouvrières - le PCE -, qui n'y entra qu'à la veille de l'insurrection (en coïncidence avec le tournant du Comintern (3) vers la politique des fronts populaires et l'abandon de la politique du "social-fascisme"), et après les avoir combattues avec acharnement en leur adressant les pires qualificatifs.

Ce tournant avait pour but, entre autres choses, de détourner ou de bloquer une évolution possible de la gauche socialiste vers des positions que Luis Araquistain en mars 1934, à propos de celles que défendait à ce moment-là Largo Caballero, définissait comme étant une attitude de "Quatrième Internationale", de "*dépassement du socialisme historique*", c'est-à-dire du socialisme réformiste qu'incarnaient les partis regroupés dans la IIème Internationale. (4)

Les notes qu'on va lire n'ont pas d'autre but que d'analyser ces questions.

2 Ce document a été publié pour la première fois en 2004 dans le n° 14 de *Combate Socialista*

3 L'Internationale Communiste - NDLR

4 Francisco Largo Caballero, Discours aux travailleurs p 23. En 1934 la commission Exécutive du Parti Socialiste décida d'éditer les discours prononcés par Largo Caballero depuis l'été 1933 jusqu'au début de 1934. Luis Araquistain, un des principaux collaborateurs et conseillers de Largo Caballero, directeur de la revue mensuelle *Leviatán*, organe théorique de la gauche socialiste (entre mai 1934 et juillet se chargea de le préfacer.

1931-1934 : de l'illusion des réformes à l'insurrection d'octobre

La désillusion socialiste après le premier biennat républicain

La défaite électorale du PSOE en novembre 1933 – résultat de plusieurs facteurs qui convergèrent à ce moment-là et qui allaient bien au-delà du résultat électoral - eut un terrible impact sur les rangs socialistes. Au milieu d'une abstention ouvrière importante - de nombreux ouvriers anarchistes s'abstinrent reprochant aux socialistes de leur participation à des gouvernements répressifs - et de nombreuses dénonciations de fraude, corruption, et violence exercées par les caciques et les propriétaires mobilisés utilisant tous les moyens à leur portée, la droite obtint une courte victoire en voix qui leur permit de s'emparer du gouvernement. Le système électoral espagnol qui favorisait les coalitions, rendait possible qu'un parti comme le PSOE, qui avait obtenu 19,2% des voix – un million et demi de voix - ait une représentation aux Cortès de 59 députés, tandis que le Parti Radical avec 15,5% obtenait 102 députés. (5) Un élément qui ne fit qu'ajouter encore plus de désillusion dans les rangs socialistes à celle déjà provoquée par la victoire de ceux qu'ils considéraient comme des ennemis de la République.

Mais la déception ne venait pas seulement des résultats électoraux. Parmi les militants socialistes se développa un sentiment généralisé qui avait comme origine, d'un côté, la croyance que les républicains -leurs partenaires de gouvernement pendant le premier biennat (6) - avaient trahi la République en empêchant les socialistes d'aller plus loin et que ceux-là étaient devenus un fardeau pour ceux-ci ; et d'un autre côté, il y avait aussi la sensation d'avoir été excessivement bienveillants avec les privilégiés qui encourageaient la réaction ; d'avoir été loyaux avec ceux dont on pouvait prévoir qu'ils ne le seraient pas ensuite, et aussi eux-mêmes qui avaient été respectueux de la légalité républicaine, en "canalisant" les revendications ouvrières sans dépasser ce cadre et en affrontant souvent leur propre base, avaient la conviction que la droite n'allait pas agir avec la même loyauté institutionnelle. Bien plus, qu'elle tenterait de défaire les quelques réformes entreprises durant le premier biennat et que, dès qu'elle en verrait la possibilité, elle essaierait d'en finir aussi avec la légalité républicaine. Ce pressentiment devait être rapidement confirmé les mois suivants.

En effet, l'action du gouvernement de droite qui sortit de la nouvelle majorité parlementaire se porta immédiatement contre les lois sociales de la République. Lerroux d'abord et ensuite Samper, se lancèrent dans la tâche de détruire ou de laisser à l'état de lettre morte l'œuvre réformatrice qu'avait essayé de mettre en route le gouvernement antérieur à la demande surtout des socialistes.

5 José Ramón Montero : " *La droite dans le système des partis du deuxième biennat*", dans *la IIe République espagnole / Biennat rectificateur et Front Populaire, 1934-1936*, p 6

6 Les socialistes participèrent au premier gouvernement de la République avec trois ministres : Prieto, De los Ríos, et Largo Caballero. Et cela, en dépit du fait que sur les 250 députés que gagna la coalition républicano-socialiste qui le soutenait aux élections de 1931, 120 revenaient aux socialistes et 80 aux différentes organisations républicaines regroupées sous les figures d'Azaña, Marcelino Domingo et Álvaro de Albornoz. Les 50 autres étaient répartis entre 30 pour l'ERC et 20 pour les républicains fédéraux galiciens. Pour ne pas effrayer la bourgeoisie, on ouvrit les portes du gouvernement à des républicains de droite comme Alcalá-Zamora - qui occupa la présidence de la République - et Miguel Maura, nommé ministre de Gobernación (l'équivalent du ministre de l'Intérieur - NdT).

Par exemple, on rétablit partiellement le paiement de salaires au clergé, on freina la réforme agraire (qui d'ailleurs n'avait pas brillé non plus par une grande profondeur, ni une grande célérité) et on rendit aux Grands d'Espagne les terres expropriées ; on annula *la Ley de Términos Municipales* (Loi des Limites Communales, voir note 9 NdT) qui représentait un obstacle au pouvoir des grands propriétaires latifundiaires et que ceux-ci avaient d'ailleurs largement boycottée, on expulsa des milliers des paysans sans terre d'Estrémadure de celles qu'ils avaient occupées.

Et de la même manière on amnistia les hommes de la dictature et du pronunciamiento du 10 août 1932 - le coup de Sanjurjo - et fut déclarée inconstitutionnelle la "Llei de Contractes de Conreu" (en catalan Loi de contrats de culture*) qu'avait approuvée le Parlement catalan. Pour mener à bien cette œuvre tous les mécanismes policiers et judiciaires furent utilisés à fond. L'action "préventive" de la Garde Civile fit couler le sang dans de nombreux villages d'Andalousie et d'Estrémadure, pendant que les propriétaires terriens se liguèrent pour ne donner du travail qu'aux ouvriers inscrits dans les syndicats catholiques, et que les salaires baissaient sensiblement. La situation était telle que, presque trois ans après la proclamation de la République, *El Socialista* en vint à faire ce commentaire : "Jamais, même du temps de la monarchie, les paysans ne se sont sentis plus profondément esclaves et misérables que maintenant".

En fait, l'expérience des deux premières années de gouvernement républicano-socialiste avait un arrière-goût amer chez ces derniers. Lors de son étape comme ministre du Travail, du 15 avril 1931 au 13 septembre 1933, Largo Caballero put observer de près les nombreuses entraves que l'appareil d'État et les classes dominantes mettaient aux réalisations réformistes malgré leur portée limitée. Et cela, en dépit aussi du fait qu'en de nombreuses occasions durant son ministère il avait déclaré : "Je suis ici envoyé par la souveraineté nationale [...] j'espère que vous travaillerez tous avec loyauté" (7). Ce ne sont pas cependant les fonctionnaires qui entendirent ces paroles qui s'opposèrent aux mesures réformistes qu'il devait essayer de mettre en œuvre. L'opposition se trouvait dans la vieille oligarchie qui épuisait le pays, dans la caste de propriétaires terriens rebelles à tout changement qui pouvait mettre en péril sa situation privilégiée ou l'ordre social établi, dans l'attitude de plusieurs gouverneurs civils (gouverneur civil : une sorte de super préfet représentant le pouvoir central, fonction abrogée en 1997- NdT) qui sabotèrent l'application des différents décrets qu'élabora son ministère, au moyen d'ordres à l'opposé de leur esprit et qui provoquaient le mécontentement de tout le monde, et finalement dans les structures de l'État, qui ne furent guère modifiées après l'avènement du régime issu du 14 avril.

Largo Caballero fut l'un de ces dirigeants socialistes profondément déçus de l'expérience vécue. Lui, qui avait associé de longues années sa pratique militante à la collaboration de classe - au point même de collaborer avec la dictature de Primo de Rivera (*Miguel, père de José Antonio fondateur de la Phalange espagnole* - NdT) - et au gradualisme réformiste typique des partis socialistes de l'époque adhérents de la IIe Internationale, comprit soudain l'inefficacité de cette stratégie. Sa déception était inversement proportionnelle à la vérification de ce que même un modeste programme de réformes n'avait pu être mené à bien, après un ample boycott, et que sa position de membre du gouvernement n'avait pas été d'une grande utilité.

* Loi votée en 1934 par le gouvernement de Lluís Companys qui autorisait les fermiers à devenir propriétaires de la terre qu'ils cultivaient moyennant une indemnisation préalable versée au propriétaire terrien NdT.

7 *El Socialista* (16-IV-1931)

En effet, en considération de ses positions politiques et fidèle aux pactes qui l'unissaient aux républicains, ses efforts avaient consisté dès le début de son action ministérielle à impulser un cadre général des relations de travail, qui pour la première fois incluait les travailleurs de la campagne, avec la promulgation d'une série de décrets qui devaient ensuite devenir des Lois de la République, à impulser l'associationnisme ouvrier comme formule de défense et de participation des travailleurs dans la production (8). Rien de spécialement révolutionnaire.

Cependant, nombre de ces dispositions trouvèrent une dure résistance, particulièrement celles qui concernaient la campagne. Organisés dans l'Agrupación de Propietarios de Fincas Rústicas (*Groupement de Propriétaires de Fermes Paysannes*) et dans la Confederación Español Patronal Agraria, avec le soutien de l'Asociación Nacional Católica de Propagandistas (ANCP), politiquement couverts par les agrariens et les radicaux, les propriétaires terriens répondirent à toutes et chacune des mesures du gouvernement républicano-socialiste par une violente campagne de désobéissance civile qui trouva un écho extraordinaire dans tous les secteurs réactionnaires du pays. Du côté du Sud, de nombreux propriétaires se refusèrent à semer les récoltes. À Jaen, La Sociedad de Labradores, qui regroupait les propriétaires terriens, demanda à ses adhérents de combattre les décrets qui favorisaient les journaliers en cessant de cultiver la terre. En de nombreuses occasions, les connivences entre caciques locaux et pouvoirs d'État étaient telles qu'elles provoquèrent des mobilisations exigeant un changement réel. Par exemple, à Badajoz, la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre, adhérente de l'UGT, appela à une grève générale en décembre 1931 pour exiger le transfert du colonel de la garde civile et du gouverneur civil, qui avaient nettement pris parti pour la cause des caciques de la province (9).

Au contraire, pendant que l'opposition s'organisait pour combattre les mesures et éviter leur application, le Gouvernement - le PSOE avec l'UGT - se montrait incapable de les faire passer dans la vie. Bien plus, durant le premier biennat républicain, souvent ce sont les dirigeants socialistes et de l'UGT qui imposèrent la modération à leur base pour ne pas répondre aux provocations et pour, selon eux, ne pas mettre en danger la République. Le résultat de cette politique provoqua une profonde déception dans cette base, car de nombreux travailleurs n'arrivaient pas à comprendre qu'on mît plus d'efforts et d'énergie à combattre les extrémistes - l'impatience et le désespoir qui déclenchèrent quelques mobilisations de journaliers - qu'à faire appliquer les dispositions du Gouvernement bénéfiques pour les moins favorisés.

8 Le 22 avril 1931 parut le premier décret dans la Gaceta qui officialisait la Fête du Travail le 1er mai. Par la suite, furent publiés les décrets sur les limites communales -qui interdisaient l'utilisation de main d'œuvre extérieure à une commune tant qu'il y avait localement des travailleurs au chômage- et sur les accidents de travail dans l'agriculture, sur les locations collectives provenant d'associations d'ouvriers de la campagne, sur l'assurance obligatoire de maternité et les Fondements pour la Loi sur les Accidents de Travail dans l'Agriculture; en juillet, cette même année est établie par décret la journée maximale de huit heures, et ensuite le décret sur le régime des coopératives; en novembre furent publiés la Loi sur les Tribunaux Mixtes (conseils prud'homaux NdT), celle sur le Contrat de Travail, celle sur le Placement des Ouvriers et la loi d'Intervention ouvrière dans la gestion de l'Industrie. Cette dernière fut présentée par Largo Caballero aux Cortès mais ne fut pas mise en discussion.

9 La grève se déroula sans incident, sauf à Castilblanco. Les faits sont bien connus. Dans ce petit village situé dans une zone les plus défavorisées, ses habitants vivaient dans la misère la plus absolue et les terres appartenaient au propriétaire terrien, lequel pouvait compter sur l'assentiment du maire. Tous les journaliers étaient adhérents de la FNNT et en accord avec l'appel à la grève, le 30 décembre ils réalisèrent une manifestation pacifique. Craignant que la démonstration de force des ouvriers aille au-delà, le maire fit dissoudre le rassemblement par la garde civile. Un garde tira et un ouvrier fut tué et deux autres blessés. Les manifestants ripostèrent à coups de cailloux et de couteaux et tuèrent les quatre gardes civils.

Largo Caballero eut l'occasion de vérifier comment le fait d'être le ministre du Travail n'était pas en soi une garantie que les problèmes des travailleurs pourraient être résolus à coup de décrets. En fait, la déception socialiste à propos des résultats obtenus après deux années au Gouvernement, renvoyait à une question touchant directement à ce qui jusqu'alors avait été à la base de la stratégie du parti, communément acceptée par tous les courants, à savoir qu'il était possible d'ouvrir la voie à des réformes qui fassent avancer le pays socialement et économiquement, sans avoir à accomplir une quelconque révolution. L'expérience vécue remit en cause cette considération et ouvrit une interrogation sur sa viabilité et sa pertinence.

Largo Caballero eut l'occasion de vérifier comment le fait d'être le ministre du Travail n'était pas en soi une garantie que les problèmes des travailleurs pourraient être résolus à coup de décrets. En fait, la déception socialiste à propos des résultats obtenus après deux années au Gouvernement, renvoyait à une question touchant directement à ce qui jusqu'alors avait été à la base de la stratégie du parti, communément acceptée par tous les courants, à savoir qu'il était possible d'ouvrir la voie à des réformes qui fassent avancer le pays socialement et économiquement, sans avoir à accomplir une quelconque révolution. L'expérience vécue remit en cause cette considération et ouvrit une interrogation sur sa viabilité et sa pertinence.

Républicains et socialistes : l'impossible voie des réformes

La pacifique proclamation de la République le 14 avril 1931 ne fut suivie d'aucune période de tranquillité en laquelle beaucoup espéraient, mais peu croyaient. Les problèmes historiques qui finirent par faire s'effondrer la Monarchie vont se poser à nouveau, voire avec plus de virulence. Le pays avait besoin de changements profonds. Tous les politiques de l'époque insistaient sur ce point. Républicains et socialistes étaient d'accord sur l'idée d'une république bourgeoise dans laquelle un certain nombre de réformes pouvait rendre possible la transformation du pays. Leur projet trouva au début l'appui de certains secteurs de la petite bourgeoisie, de la paysannerie et du prolétariat, séduits par l'esprit réformateur qu'incarnait la IIe République. Ils seront bientôt cruellement déçus devant les résultats obtenus. Des poussées révolutionnaires auront lieu, l'une après l'autre, en même temps que la réaction essaiera de se réorganiser pour prendre l'initiative. L'idéal de la IIe République se heurtera aux problèmes que traînait le pays.

Les aspirations des ouvriers et des paysans, privés du cadre dans lequel elles pourraient être satisfaites, ne cesseront de poser le problème de la révolution. Penser que le pays pouvait être modernisé sans poser le problème de la propriété, ou celui de la redistribution de la richesse sur d'autres bases, était simplement une utopie. À la campagne, toute solution qui n'envisageait pas l'expropriation des latifundia ne faisait qu'aggraver la crise.

Par ailleurs, le désir ardent des républicains et des socialistes de tranquilliser les forces conservatrices ne servira pas non plus à empêcher ces forces de finir par organiser la contre-révolution avec les militaires. Depuis 1931, tant les partisans de la tactique "accidentaliste" - l'ANCP, La CEDA de José Ma Gil Robles, le journal *El Debate*... - que les "catastrophistes" - les partisans les plus radicaux d'Alphonse XIII, les carlistes... - étaient d'accord en dernier recours pour écraser le mouvement ouvrier qu'ils jugeaient responsable de la situation (10).

10 Dès le premier moment de la proclamation de la IIe République, la droite se divisa en fonction de l'attitude à adopter devant le nouveau régime: les "catastrophistes" défendaient le renversement violent de la République, pendant que les "accidentalistes", considérant que les formes de gouvernement étaient accidentelles et que l'important était le contenu économique et social, acceptèrent le nouveau cadre pour essayer de réduire à rien la République de l'intérieur. En ce sens, ils se proposèrent de constituer un parti de masse de droite à utiliser pour pouvoir agir afin de bloquer la voie réformiste des socialistes et des républicains.

L'échec du "coup de Sanjurjo" en août 1932, fit pencher la balance un temps - jusqu'en 1936 - en faveur des premiers : la tactique du "*cheval de Troie*", consistant à miner la République de l'intérieur, trouva un terrain favorable spécialement à partir de novembre 1933, avec la formation de gouvernements qui firent de cette tâche leur drapeau. En contrepartie, le triomphe des "*accidentalistes*" servit à modifier l'opinion de quelques socialistes sur les possibilités de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire, sur les possibilités de réaliser des réformes sociales sans changement révolutionnaire.

Après le 14 avril, l'aspiration des socialistes et des bourgeois démocrates ou libéraux était de libérer l'Espagne du retard, la transformer en un pays moderne dans lequel devait disparaître ou avoir moins d'impact le poids des secteurs qui étaient devenus une lourde charge séculaire faisant obstacle à un meilleur développement de l'économie et à une meilleure distribution de la richesse.

Cependant, cet objectif apparaissait comme une tâche certainement impossible dans la mesure où la bourgeoisie espagnole se trouvait déjà étroitement liée à une oligarchie qui réunissait les différents éléments de la vieille Espagne: l'Église et son pouvoir infini, la noblesse et les grands propriétaires qui asphyxiaient la campagne, le capital aristocratique, ecclésiastique et également financier, qui prenait surtout en considération les avantages du maintien du vieil ordre. Toute réforme importante se proposant comme objectif de moderniser le pays était impossible à réaliser sans toucher aux positions privilégiées de l'Armée ou de l'Église, dont la hiérarchie figurait parmi les plus grands propriétaires terriens du pays. Par exemple, le fait que l'oligarchie terrienne ait été opposée aux réformes que prétendait introduire à la campagne le premier gouvernement républicain ne résultait pas d'une quelconque "*méchanceté intrinsèque*" mais de ce que le système latifundiaire de propriété de la terre s'appuyait dans une large mesure sur sa viabilité économique, c'est-à-dire, sur l'existence d'une grande réserve de paysans sans terre qui touchaient les salaires les plus bas le moins longtemps possible. C'est pour cela que les augmentations salariales et la protection contre le chômage menaçaient les bases de tout le système. Pour cela aussi qu'ils se refusèrent à appliquer systématiquement la Ley de Laboreo Forzoso* qui prétendait adoucir les effets du chômage chez les journaliers de la campagne. Pour cette même raison, ils furent radicalement opposés au décret sur les Limites Municipales, une modeste mesure qui prétendait empêcher que les propriétaires utilisent des journaliers d'autres villages pour baisser les salaires, et qui leur conférait un pouvoir immense puisqu'ils disposaient d'une main d'œuvre "*docile*", et en même temps imposer la soumission aux familles travailleuses qui dépendaient du salaire journalier qu'ils pouvaient ou non leur offrir en fonction de l'attitude de ces dernières.

Le point de départ socialiste incluait la politique d'alliances par laquelle le parti se proposait de parvenir à ses objectifs. La discussion sur la nécessité ou non d'établir des alliances avec les républicains avait déjà alimenté le débat entre les différents courants depuis les temps du Comité Révolutionnaire de 1930 (11).

* Loi (de mise en culture obligée) qui établissait que si une terre n'était pas cultivée selon ce qui était habituel dans la région, le gouvernement pouvait l'exproprier et la donner aux associations ouvrières locales.

11 Le 17 août 1930 se réunirent au Centre Républicain de Saint-Sébastien toute une série de personnalités républicaines et représentants de partis d'Euskadi (Pays Basque), Catalogne et Galice. Pour les socialistes étaient présents, à titre personnel, Indalecio Prieto et Fernando de los Ríos. À cette réunion, fut élu un "Comité Révolutionnaire" composé de Alcalaá Zamora, Miguel Maura, Indalecio Prieto, Manuel Azaña, Marcelino Domingo, Álvaro de Albornoz et Fernando de los Ríos, qui se fixa l'objectif de déclencher un mouvement dans toute l'Espagne chargé d'en finir avec la Dictature et la Monarchie et d'établir la République. Ce mouvement et les conversations qui pour finir scellèrent un pacte entre les forces qui y participèrent, furent connus sous le nom de "Pacte de Saint-Sébastien". Après avoir fixé plusieurs dates, finalement il fut décidé de lancer un mouvement révolutionnaire le 15 décembre. Les capitaines Fermín Galán et García Hernández devancèrent la date et soulèverent la garnison de Jaca le 12. On sait que le soulèvement échoua, que les deux capitaines furent fusillés et que la plus grande partie des membres du Comité Révolutionnaire fut emprisonnée.

Comme cela a été expliqué plus haut, républicains et socialistes étaient d'accord sur l'objectif d'une république bourgeoise dans laquelle un certain nombre de réformes rendrait possible la transformation du pays. Azaña, un homme qui se reconnaissait surtout dans une république d'ordre et d'équilibre, était partisan de mener à bien un programme de réformes susceptible de se gagner la bonne volonté d'un nombre suffisant de travailleurs pour tenir à distance le mouvement révolutionnaire. Il pensait que dans ce but, la collaboration avec les forces ouvrières était indispensable.

Les socialistes, de leur côté, espéraient qu'avec la République et un certain développement bourgeois de l'économie, l'Espagne pouvait se transformer en une société bourgeoise moderne, ce qui selon eux, était le passage préalable obligatoire pour pouvoir lutter pour le socialisme. Prieto pensait que les socialistes devaient collaborer avec les républicains, en premier lieu, parce qu'il était convaincu que la bourgeoisie était trop faible pour pouvoir mener à bien seule sa propre révolution. Largo Caballero, d'abord hostile à cette thèse, finira par la soutenir en pensant surtout aux avantages matériels immédiats qu'elle pouvait apporter au mouvement socialiste. Paradoxalement, seul Besteiro, représentant de l'aile droite du parti, resta opposé à ces positions. Il pensait que les socialistes devaient laisser la bourgeoisie faire sa propre révolution, car il se pouvait que les socialistes se trouvent dans la position contradictoire de devoir défendre une politique bourgeoise. Mais l'attitude de quelques dirigeants socialistes changera en 1933, année où la voie des réformes semblait plus bloquée que jamais et l'opposition des classes dominantes à toute idée modernisatrice ou d'un minimum de contenu social devenait plus acharnée.

Le parti socialiste, qui avait trois ministres au gouvernement, s'était vu affrontant sa propre base en assumant une politique résolument modérée et les voix ne manquèrent qui commençaient à réclamer la rupture de la coalition avec les républicains afin de disposer ainsi d'une plus grande marge de manœuvre (12). Parmi celles-ci, celle de Largo Caballero lui-même qui de fervent partisan de la coalition devint partisan de son abandon. Non pas que le Parti socialiste en tant que tel eût modifié sa stratégie. Le problème était que la politique de réformes n'apparaissait pas viable à cause de l'opposition farouche de la droite, et parce qu'en plus, aucun secteur de la bourgeoisie n'était supposé s'intéresser à elles.

Ainsi que l'explique un historien connu, l'erreur des socialistes consista à croire que les hommes politiques républicains du Comité Révolutionnaire de 1930 et du Gouvernement Provisoire étaient la bourgeoisie qui allait accomplir le rôle historique de bourgeoisie anglaise au XVII^e siècle et française au XVIII^e, alors qu'en réalité ceux-là appartenaient à la petite bourgeoisie intellectuelle urbaine et, de plus, le moment où la bourgeoisie espagnole aurait pu essayer de balayer la structure obsolète de l'ancien régime était déjà dépassé depuis longtemps (13).

12 Déjà le Congrès extraordinaire que tint le PSOE en juillet 1931, peu après les Cortès Constituentes du 28 juin, avait tourné sur le fait de savoir s'il fallait continuer à participer au Gouvernement ou non, sujet auquel il fut répondu de façon affirmative, avec l'approbation d'une proposition d'Indalecio Prieto par 10 607 voix contre 8 362.

13 Paul Preston, *La destrucción de la democracia en España / Reacción, reforma y revolución en la II República*, p 54

La montée de la mobilisation ouvrière

Déjà pratiquement depuis le début du nouveau régime, les masses travailleuses avaient montré leur impatience à travers les nombreuses grèves qui se succédèrent à travers tout le pays. La croyance selon laquelle à l'abolition du régime monarchique il serait aussitôt donné satisfaction aux revendications ouvrières stimula extraordinairement la mobilisation et renforça énormément partis et syndicats, lesquels connurent une augmentation spectaculaire de leurs effectifs. Les grèves, celles qui exigeaient que soient appliquées les dispositions sociales que le Gouvernement avait approuvées et qui étaient systématiquement sabotées par les propriétaires, et celles qui surgissaient pour exiger l'amélioration des salaires et des conditions de travail, s'enchaînèrent les unes aux autres, tant à la campagne qu'à la ville. Selon le Mémoire du Comité National de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre (UGT) devant son congrès réuni en 1932, les grèves déclarées par le syndicat durant toute l'année 1931 et le premier semestre 1932, furent au nombre de 925 - n'étaient pas comptabilisées celles déclarées par la CNT -, dont la majorité se déroulèrent dans les provinces de Valence, Tolède et Badajoz. En 1932, 681 grèves furent déclarées en Espagne et l'an d'après le chiffre avait presque doublé : 1127 avec un pourcentage de 40% de grèves qui eurent un résultat positif.

Particulièrement importante fut la mobilisation des travailleurs de la campagne, non seulement parce que son problème sous-jacent - la réforme agraire espérée - divisait républicains et socialistes, et mettait à nu toutes les contradictions, mais parce que l'une des fédérations les plus importantes de l'UGT, la FNNT, devenait l'instrument utilisé par les journaliers pour poser leurs revendications et organiser leurs mobilisations, et constituait en 1932-1933 un casse-tête permanent pour le gouvernement et pour les ministres socialistes (14).

En Andalousie - à Séville, Cadix, Huelva et Cordoue - les grèves s'accompagnèrent souvent d'occupations de fermes. En Estramadure, les occupations de fermes et les vols de fruits prirent de grandes proportions.

Un des motifs des fréquents conflits fut le refus des patrons de donner du travail aux ouvriers syndiqués ; dans d'autres cas, il s'agissait du refus total de donner du travail comme moyen de faire plier les travailleurs en les affamant. À Jaén, un fief de la FNNT, où la situation était tendue à cause de cette tactique patronale, le syndicat appela à une grève de 24 heures pour protester contre la résistance opposée à l'application du décret de mise en culture obligée. La Loi de Réforme Agraire, sans cesse modifiée depuis le début de son premier passage au Parlement, toujours reportée durant la première législature, vit finalement le jour en septembre 1932. Cependant, son contenu ne contenta personne : ni la masse des journaliers avides de terre et placés dans une situation extrême, ni les propriétaires et grands possesseurs de terres qui ne pouvaient supporter la plus petite intrusion de l'État en faveur des paysans. D'un autre côté, la lenteur de l'examen de la loi et sa portée plutôt limitée finirent par exaspérer ceux qui espéraient que la Réforme Agraire distribuerait la terre à ceux qui en ont besoin pour vivre. Fin 1933, le bilan ne pouvait être occulté : comme conséquence de l'application de la Loi de Réforme Agraire, seuls 4 399 paysans avaient été installés sur 24 203 hectares, un chiffre ridicule si l'on tient compte de la superficie de terre qui pouvait être objet d'expropriation, et de la quantité de bras disponibles pour la travailler (15).

14 Dans le processus de croissance que connurent toutes les organisations ouvrières après la proclamation de la République, l'UGT fut l'une de celles qui connut la plus grande croissance. En son sein, une des fédérations dont les rangs augmentèrent de manière spectaculaire, la Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre, qui devait passer de ses quelque 27 000 adhérents en 1930 à 451 337 en 1933, ce qui représentait à peu près 45% du total des adhérents de l'UGT. Son implantation la plus forte était en Estrémadure, Tolède, Jaén, Cordoue, Málaga et Valence. Le journal de la Fédération, *El Obrero de la Tierra* (*L'Ouvrier de la Terre*) passa de 32 000 exemplaires début 1932 à plus de 80 000 au mois de juin.

15 *Bulletin de l'Institut de Réforme Agraire* (décembre 1933) p 202-203

Et encore plus ridicule si l'on considère que le projet socialiste prévoyait d'installer entre 100 000 et 150 000 paysans par an. Dans la province de Jaén, par exemple, ne furent installés que quelque 5 000 ouvriers entre 1931 et 1936, alors que les chiffres du chômage oscillèrent durant cette période entre 38 000 et 45 800. Selon les chiffres officiels, le nombre de chômeurs atteignait en 1933 presque les 600 000, dont 64,5% - plus exactement 382 965 - étaient des journaliers agricoles. À la fin de cette année-là, dans de nombreux rapports rédigés par des maires et des gouverneurs civils, il était question des ouvriers au chômage qui se voyaient obligés de demander l'aumône dans la rue. On comprend ainsi la colère et la déception de milliers de travailleurs en Andalousie et en Estrémadure qui sans plus attendre se lancèrent dans l'occupation de fermes, impliqués dans de nombreux affrontements qui débouchaient presque toujours sur l'intervention de la Garde Civile, action pour laquelle elle avait la collaboration des patrons eux-mêmes (16). C'était aussi un avertissement : la présence socialiste au gouvernement n'était plus suffisante pour contenir la mobilisation paysanne.

Mais la mobilisation à la campagne ne toucha pas seulement les zones où prédominaient les latifundia et les grandes masses de journaliers. La Catalogne connut aussi un processus de mobilisation paysanne qui conduira les *rabassaires* (*petits paysans catalans* - NdT) à manifester le 14 avril 1933 à Barcelone et à présenter leurs revendications à Macià.

Tout au long de cette année-là, l'agitation à la campagne catalane - qui n'avait pas cessé depuis la proclamation du nouveau régime et la promulgation des premiers décrets qui ouvrirent une période de révision des contrats de culture - va maintenir la confrontation politique avec le gouvernement autonome, lequel ne se décidait pas à agir contre les grands propriétaires regroupés dans *l'Institut Agrícola Català de Sant Isidre* et qui dépendait du développement d'une Loi de Réforme Agraire, mais que les Cortès finalement ne mirent jamais en débat.

La mobilisation des *rabassaires* obtiendra une loi suspendant les décisions de justice de réquisitions et d'expulsions contre les fermiers poursuivis pour défaut de livraison aux propriétaires de la partie de la récolte qui leur revenait, après une campagne en ce sens et après que de nombreux paysans se furent refusés à ces livraisons. Cependant, *l'Union des Rabassaires* ne considéra pas cela suffisant et maintint la pression sur le gouvernement catalan, d'où surgit la première grande divergence entre eux. La question agraire devait aggraver la crise politique en Catalogne - elle rompit le consensus entre les partis majoritaires, l'ERC et La Lliga - et sera le détonateur qui déclenchera le mouvement d'octobre.

16 Un récit, même succinct, des heurts violents entre journaliers et Garde Civile peut donner une idée de l'état de la situation : le cas déjà cité de Castilblanco; le village de Villa Don Fadrique (Tolède) où moururent deux travailleurs et un garde civil, plus de nombreux blessés; celui de la commune de Casasviejas (Cadix) où l'anarchiste "Seisdedos" (Six-Doigts) et toute sa famille périrent après que la Garde Civile eut mis le feu à la maison qu'ils habitaient, et dans lequel moururent en plus 12 journaliers assassinés le lendemain par la force publique ; à Zorita (Cáceres) la Garde Civile ouvrit le feu contre les journaliers et tua trois d'entre eux. Dans son organe *La Batalla*, le BOC affirmait qu'entre avril 1931 et juillet 1933, la police et l'Armée avaient tué 400 ouvriers et blessé quelques 2000, et que 9000 autres (en majorité anarchistes) avaient été emprisonnés pour raisons politiques (A.Durgan, *BOC* 1930-1936, p 186)

L'expérience de l'Allemagne et de l'Autriche et la réaction de la classe ouvrière

Mais tandis qu'en Espagne le régime issu du 14 avril essayait d'avancer et que les socialistes essayaient de réaliser - avec le résultat que nous avons vu et au prix d'une érosion brutale - un programme minimum de réformes qui avait provoqué les foudres de toutes les « droites » et qui commençait à miner sa propre base, le développement de la situation politique en Europe vint retentir de plein fouet sur la situation espagnole. En effet, depuis janvier 1933, Hitler et le parti nazi s'étaient emparés du pouvoir en Allemagne et les conséquences pour les travailleurs et leurs organisations avaient été terribles : le parti communiste - le plus fort du monde après le parti russe - et le parti socialiste ont été mis hors la loi et pratiquement effacés de la carte en quelques mois après avoir été soumis à une féroce répression.

Tant le KPD - en pleine apogée de la théorie du social-fascisme qui le conduisit quelquefois à faire le front unique ... avec les nazis contre les socialistes (17), que le SPD, entièrement soumis à la bourgeoisie et à une politique qui avait tout misé sur la croyance que la Constitution de Weimar et les institutions étaient des instruments suffisants pour freiner Hitler, ont une énorme responsabilité dans cette défaite. L'édifice construit par la social-démocratie allemande depuis tant d'années s'était effondré entraînant avec lui militants, organisations, appareil... Le fait que tout cela ait eu lieu sans que le prolétariat allemand, un des mieux organisés, ait eu l'occasion d'être appelé au combat pour empêcher cette catastrophe ne fait qu'aggraver le choc dans le mouvement ouvrier et particulièrement entre les différents partis socialistes.

En février 1934, un autre événement vient frapper le mouvement socialiste : à Vienne le chancelier Dolfuss, membre d'un parti réactionnaire - une sorte de Gil Robles autrichien - écrase les milices socialistes du Schützbund après une semaine de lutte et met fin à la république démocratique apparue en novembre 1918, avec l'intention déclarée d'instaurer un État autoritaire du style de celui que Mussolini avait édifié en Italie. La première mesure qu'il met immédiatement en pratique est l'interdiction de tous les partis et la proclamation d'une constitution corporatiste inspirée de l'encyclique « *Quadragesimo anno* ».

Dans les deux cas, il est démontré que la bourgeoisie n'hésite pas à supprimer les libertés, à subvertir, s'il le faut, le cadre institutionnel formellement établi, afin d'écraser le mouvement ouvrier. L'impuissance et l'échec des socialistes allemands et autrichiens, certains que la légalité arrêterait à elle seule l'avalanche fasciste, invite à la réflexion sur les possibilités et l'efficacité d'un programme de réformes sous le capitalisme et sous la démocratie bourgeoise elle-même. Il s'agit d'une leçon difficile à éluder.

17 Le Parti Communiste Allemand, dans le borbier de la théorie stalinienne du « social-fascisme » selon laquelle, il n'y avait pas de différences entre le fascisme et la social-démocratie, avait dirigé ses meilleurs coups contre le Parti Socialiste, au point de participer à une initiative des nazis pour obtenir la révocation du gouvernement social-démocrate de Prusse, qui était en position minoritaire. De Prinkipo, Trotsky dénonce la politique du KPD et propose comme tâche principale la lutte pour le front unique ouvrier contre le fascisme entre le KPD et le SPD (cf « Contre le national-communisme. Leçons du référendum rouge » écrit le 25 août 1931, et « La clef de la situation internationale est en Allemagne » écrit le 26 novembre de la même année).

Largo Caballero était parfaitement informé de ce qui était arrivé en Allemagne à travers son conseiller et homme de confiance, Luis Araquistain, qui avait officié comme ambassadeur dans ce pays entre février 1932 et mai 1933. Araquistain avait vécu en direct l'effondrement de la social-démocratie allemande et du Parti Communiste et avait écrit plusieurs articles à ce sujet, dans lesquels il se montrait critique par rapport à l'action du SPD et du KPD et il mettait en doute la possibilité de conquérir le socialisme sans révolution (18).

Les répercussions du désastre allemand ne laissèrent pas insensibles de nombreux militants socialistes qui pensaient que Gil Robles était en train d'employer en Espagne la même tactique qu'Hitler en Allemagne. « *Mieux vaut Vienne que Berlin* » en vinrent à penser nombre d'entre eux. C'est exactement cette impression qui parcourut les rangs du PSOE, et qui aboutit à la conclusion que la démocratie républicaine ne représentait aucune garantie pour arrêter le fascisme, et que pour éviter le triomphe de ce dernier il fallait recourir à la révolution et à la conquête du pouvoir politique. Cela se traduira par un changement d'attitude face aux institutions républicaines que l'on peut apprécier, à partir de la fin 1933 et durant toute l'année 1934, dans les discours de la gauche socialiste. Mais l'effet de l'avancée du fascisme en Europe provoqua un profond sentiment unitaire au sein du mouvement ouvrier en Espagne. La tendance à l'unification, réaction élémentaire de la classe ouvrière dans une situation de danger, commença à s'enraciner avec force parmi les travailleurs. La lutte pour le Front Unique - mot d'ordre qu'avaient utilisé depuis 1931 Nin et la Gauche Communiste d'Espagne, et également Joaquín Maurín et le Bloc Ouvrier et Paysan, surtout contre le « Front Unique à la Base » que proposait le PCE - en opposition à la ligne de collaboration de classe, trouva un terrain propice pour se développer dans la pratique.

Sur le terrain syndical dans quelques branches se constituent des Fronts Uniques Syndicaux qui regroupent tous les syndicats du secteur et qui agissent ensemble (19). Et sur le terrain politique, le 9 décembre 1933, à Barcelone, l'UGT, la Fédération Socialiste (PSOE), le BOC, les syndicats d'opposition dans la CNT - dits des Trente - (*opposition à la « mainmise » de la FAI sur la CNT signée par trente syndicalistes, d'où leur nom -NdT*), la Fédération Syndicaliste Libertaire, la Gauche Communiste d'Espagne, l'USC (*l'Union Socialiste de Catalogne - NdT*), l'Union des *Rabassaires* et la Fédération des Syndicats exclus de la CNT (contrôlés par le BOC), signent un manifeste de constitution de l'Alliance Ouvrière de Catalogne, avec un programme et des objectifs totalement « lutte de classes » (20).

18 L. Araquistain : « *Une leçon d'histoire: l'effondrement allemand* » (1933)

19 Par exemple le Front Unique des Travailleurs des trois entreprises du gaz et de l'électricité de Catalogne, constitué en septembre 1933 par le syndicat Luz y Fuerza (Lumière et Force, NdT) de la CNT (qui devait être exclu par la direction anarchiste, mais qui emmènerait avec lui l'immense majorité des adhérents de la CNT), l'UGT, le CADCI et le Syndicat des Techniciens. Ce front intervint dans une grève revendicative du secteur qui terminerait sur un succès. Il y eut aussi dans le secteur des travailleurs du commerce une expérience similaire avec la création du Front Unique des Employés du Commerce, qui regroupait 9 syndicats différents; également dans le secteur de la métallurgie, du textile, dans les chemins de fer, ou dans les arts graphiques, qui regrouperaient tous la majorité des syndicats dans un front unique. Le Front Unique des travailleurs du gaz et de l'électricité animerait une nouvelle grève générale, également victorieuse, en mars 1934, lorsque les entreprises du secteur, mettant à profit l'existence du gouvernement de droite issu des élections de novembre, voulurent revenir sur l'accord passé avec les travailleurs en septembre.

20 En mars 1933 il y avait déjà eu une tentative de constituer l'Alliance Ouvrière à partir d'un appel lancé par l'Athénée Encyclopédique Populaire. À ce moment-là, seuls appuyèrent l'idée les syndicats « des Trente », l'USC et le BO, lesquels décidèrent de former l'Alliance Ouvrière contre le Fascisme. Celle-ci réalisa un meeting à Barcelone qui rassembla 8 000 personnes, suivi d'autres manifestations en différentes agglomérations catalanes et la constitution de comités de front unique à Lérida, Olot, Reus et Vinaroz (A. Durgan, op cit, p 194)

Le texte constitutif fut celui-ci :

Manifeste constitutif de l'Alliance Ouvrière

« Camarades : l'avancée de la réaction capitaliste est un fait à caractère mondial que personne ne peut nier, bien qu'il adopte dans chaque pays des caractéristiques spéciales.

En Italie et en Allemagne, elle s'est cristallisée dans un fascisme criminel et destructeur qui veut faire revenir ces peuples aux formes politiques de l'époque médiévale.

Dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique, elle adopte des modalités qui, sans réduire son caractère odieux, tend à obtenir ce qu'elle se propose, bien qu'apparemment elle se montre là prête à respecter les conditions économiques et politiques prédominantes.

Chez nous, en Espagne, elle a tout l'air de vouloir triompher. D'abord elle corrompt le système électoral, en recourant aux procédés les plus infâmes pour porter au parlement, si ce n'est pas une majorité absolue, au moins une minorité telle que sans son accord il est impossible de gouverner. Ensuite, elle pousse le gouvernement à proclamer l'état de prévention indiqué dans la loi sur l'Ordre Public, laissant ainsi la classe travailleuse désarmée et sans moyen de défense contre les agressions que le gouvernement veut commettre et qui favorisent la droite réactionnaire.

Et plus tard, comme troisième étape de son action infâme et vile, elle utilise le manque de conscience des masses travailleuses regroupées autour de la FAI et de la CNT dans le but de les faire descendre dans la rue et les conduire à un affrontement brutal avec la force publique, et semer la terreur, la désolation et la mort qui justifie un coup d'état réactionnaire et fasciste. Pronostics logiquement déduits des faits. Mais ils ne se réaliseront pas.

Pour empêcher cela, nous sommes là. Nous, organisations soussignées, de diverses tendances et aspirations doctrinales, mais unis dans le désir commun de sauver tous les acquis gagnés jusqu'ici par la classe travailleuse espagnole, nous avons constitué l'« Alliance Ouvrière » pour nous opposer à l'intronisation de la réaction dans notre pays, pour éviter toute tentative de coup d'état ou d'instauration d'une dictature, si cette prétention apparaît, et pour maintenir intacts, pleins et entiers tous ces acquis gagnés jusqu'à aujourd'hui, et qui représentent le patrimoine le plus estimé de la classe des travailleurs.

Travailleurs de Catalogne et d'Espagne ! Faites comme nous. Laissez les querelles qui vous écartent de vos compagnons d'exploitation, même si vous conservez et défendez vos points de vue doctrinaux, dans le but de constituer les comités locaux et de « sous-région » antifascistes et d'opposition à l'avancée des forces réactionnaires, de telle sorte qu'ils fassent la synthèse de leurs aspirations dans un organisme représentatif national. Opposez au fascisme et à la réaction le mur infranchissable de notre volonté et de nos décisions. Les organisations de Catalogne qui veulent nous rejoindre et coopérer avec nous sont invitées à envoyer leur adhésion (...)

Nous vous annonçons également que lorsque les circonstances le permettront, nous convoquerons une conférence régionale de toutes les organisations qui seront d'accord avec l'œuvre que nous nous proposons de réaliser.

Travailleurs organisés de Catalogne : envoyez vos adhésions ! Que personne ne manque dans ce front ouvrier antifasciste !

Vive l'union de la classe ouvrière pour la défense de tous ses acquis !

Pour l'Union Générale des Travailleurs (UGT), Vila Cuenca ; pour l'Union Socialiste, Martínez Cuenca; pour la Gauche Communiste, (Izquierda Comunista, IC) Andrés Nin; pour le Bloc Ouvrier et Paysan (Bloque Obrero y Campesino, BOC, Maurin; pour le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), Vidiella; pour les Syndicats d'Opposition, A. Pestana, et pour l'Union de Rabassaires, J. Calvet »

Le manifeste fut reproduit dans *El Socialista* de manière élogieuse et exhortait à ce que « *l'exemple des camarades de Catalogne* » trouve « *des prolongements dans toute l'Espagne* ». En fait, Largo Caballero eut l'occasion de s'entretenir avec des délégués de l'Alliance Ouvrière catalane en janvier et février 1934. Le ton « lutte de classe » pouvait être également apprécié dans l'avertissement qui concluait le manifeste :

« *Ce front étant un front exclusivement ouvrier, les organisations politiques et partis qui ne sont pas des partis de classe pourront y adhérer moralement, mais sans en être des membres effectifs.* »

Andreu Nin qui était un des signataires du pacte d'Alliance Ouvrière et faisait partie de son comité dirigeant en Catalogne, affirma quelques jours après que sa constitution était « *un des événements les plus importants qui ont eu lieu dans le mouvement ouvrier international de cette dernière décennie (...)* La tragique expérience d'Italie et d'Allemagne a provoqué chez les masses ouvrières la conviction profonde que seule l'unité d'action de la classe ouvrière peut lui éviter une hécatombe semblable à celle qu'ont subie leurs frères de ces deux pays » (21).

L'Alliance Ouvrière constituée à Barcelone, qui se concevait comme la partie d'un mouvement au niveau de l'État, et qui devait être organisée à l'échelle de la localité, de la « sous-région », de la province, etc., se développa rapidement à travers toute la Catalogne malgré l'exclusion de l'USC lors de l'entrée de celle-ci dans le Gouvernement de la Généralité au mois de mars 1934, et malgré l'abandon également de l'Union des *Rabassaires*, circonvenue par l'ERC. En juin de la même année eut lieu la première Conférence Régionale de l'Alliance Ouvrière de Catalogne, où furent représentées les villes de Badalona, Barcelone, Callús, Canet de Mar, Esparraguera, Gavá, Igualada, Manresa, Mataró, Puigreig, Rubí, Sabadell, Sallent, Santa Perpetua de Moguda, San Cugat, San, Vicente de Castellet, Sitges, Tarrasa, Vilanova i la Geltrú, Girona, Palafrugell, Borjas Blancas, Lleida, Barberà de la Conca, Cabra del Camp, et Reus.

L'expérience s'étendit à d'autres lieux. Au Pays Valencien, où la CNT était contrôlée par les syndicats des Trente qui appuyèrent l'initiative, elle eut une influence réelle, par exemple à Valence, où elle se confirma en février 1934 avec les socialistes, le BOC et la majorité des syndicats de la CNT. À Alicante, c'est fin avril que fut formalisée l'Alliance constituée du PSOE, du BOC et de quelques syndicats autonomes. À Castellón, elle se forma en juillet, après une grève générale de trois jours appelée fin janvier par un front composé par les socialistes et le BOC, en signe de protestation contre une manifestation fasciste ; ce front devint permanent et donna naissance à l'Alliance. On sait que se constituèrent également des Comités d'Alliance Ouvrière à Alcoy et Vinaroz.

Aux Asturies, depuis février se tenaient des réunions dans les locaux du Centre de Sociétés Ouvrières d'Oviedo, appelées par l'UGT et la CNT dans le but de parvenir à un accord d'unité d'action, auquel finalement on parvint le 28 mars 1934, avec la signature du pacte d'alliance ouvrière entre l'UGT – dans lequel le Syndicat des Ouvriers Mineurs des Asturies (SOMA) occupe une place spéciale - avec la CNT et la Fédération Socialiste Asturienne, auxquelles peu après s'ajoutèrent le BOC et la Gauche Communiste. Ne resta dehors que le seul Parti Communiste, auto-exclu et hurlant contre la « *Sainte Alliance* » contre-révolutionnaire.

21 Adelante, (16-I-1934), cité chez Pelai Pagès : le mouvement trotskyste en Espagne, 1930-1935, p 176-177

Le texte de l'accord sur lequel se fonda l'Alliance Ouvrière des Asturies indiquait : « *les organisations soussignées, l'Union Générale des Travailleurs et la Confédération Générale du Travail, conviennent entre elles de reconnaître que, face à la situation économique et politique du régime bourgeois d'Espagne, l'action unitaire de tous les secteurs ouvriers s'impose avec l'objet exclusif de promouvoir et de mener à bien la révolution sociale* », en vue de quoi il était établi à Oviedo « *un Comité Exécutif en représentation de toutes les organisations adhérentes de ce Pacte, et qui agira en conformité avec un autre Pacte, National et de même caractère, à la recherche de l'action générale de toute l'Espagne* » (22).

À Madrid, elle devait se constituer en mai à l'initiative des Jeunesses Socialistes; également à Séville, Badajoz, Jaén, Almería, Grenade, Murcie, Santander, Zamora, Tolède... Cependant, elle ne parvint pas à s'étendre à toutes les provinces et, surtout, comme nous verrons ensuite, elle ne parvint pas à se constituer comme un mouvement au niveau de tout l'État à cause du PSOE - le seul parti qui pouvait le faire - qui se refusa à imprimer cette dynamique aux Alliances Ouvrières.

Cependant, malgré ces circonstances, ce qui est sûr c'est que là où elles se constituèrent avec la volonté d'être utiles aux travailleurs, elles devinrent un organisme pour la mobilisation des masses et pour la défense des revendications des travailleurs. En Catalogne, L'Alliance Ouvrière appela le 13 mars 1934 à une grève générale de protestation contre le fascisme et en solidarité avec les grévistes du bâtiment et de la métallurgie de Madrid, qui malgré le boycott du Gouvernement de la Généralité et la non participation de la CNT, opposée à cette grève, fut suivie en diverses agglomérations comme Sabadell, Mataró, Manresa, Caldas de Montbui, Gérone, Lérida, Balaguer, Tarragone, Tortosa, Reus, San Vicente de Castellet et Sitges. De même elle apporta son soutien aux *rabassaires* dans le conflit qui les opposa à l'ERC et à la Lliga à cause de la Loi des Contrats de Culture.

Aux Asturies, L'Alliance Ouvrière appela à une grève générale contre le rassemblement de la CEDA à Covadonga (*lieu symbole de la « Reconquête » de l'Espagne contre les Arabes*, NdT), et ce fut un succès; et il en fut de même à Madrid lorsque les phalanges de Gil Robles voulurent réaliser un rassemblement dans l'Escorial en avril 1934. De la même manière, l'Alliance Ouvrière de Madrid impulsa une grande action de solidarité avec les travailleurs de Saragosse qui étaient en grève générale depuis plusieurs mois. À Valence, également en avril, l'Alliance Ouvrière fut la cheville ouvrière d'une grève de 24 heures en solidarité avec les travailleurs de « Luz y Fuerza » qui paralysa complètement la ville.

La "révolutionnarisation" du PSOE

Entre l'été 1933 et les premiers mois de 1934, plusieurs éléments se sont conjugués pour jeter les bases de ce qui finirait par dessiner le phénomène de la "radicalisation" du PSOE - un phénomène qui d'ailleurs n'a pas été spécifiquement espagnol - et qui préparerait finalement les événements qui se produiraient peu après au mois d'octobre.

On en a déjà commenté certains : les conséquences de la crise économique, en particulier politiques et sociales, qui se traduisirent dans l'Europe des années trente par l'avancée inexorable de la dynamique révolution/contre-révolution, qui atteignit aussi l'Espagne malgré son arriération ;

la crise de la société espagnole elle-même qui ne pouvait guère être résolue dans le cadre des structures que la République respecta et défendit, et qui finirait par se répercuter sur les partis qui prirent en charge cette contradiction, en particulier sur le parti socialiste ; la formidable pression des classes dominantes qui n'admettaient aucune réforme et l'impuissance entraînée par l'échec de la coalition républicano-socialiste, éléments qui finirent par « *déstabiliser* » tous ceux qui croyaient à la tactique "gradualiste" et, dans une certaine mesure, les en éloignèrent ; la modération dont firent preuve les socialistes et les dirigeants de l'UGT jusqu'en 1933 - "*les sacrifices pour la République*", seulement justifiables aux yeux des travailleurs par une situation de progrès social ininterrompu, ce qui, nous le savons, ne fut absolument pas le cas. Au contraire, cette politique de modération ébranla la base elle-même et ouvrit un abîme entre les espoirs suscités et ce qui était obtenu, en même temps qu'elle sacrifiait la crédibilité aux yeux des masses socialistes de la défense d'une république bourgeoise qui se refusait à quelque réforme que ce soit. La réalité conduisit à un raisonnement très simple : "*s'ils ne sont pas d'accord avec un jury mixte - se demandait Largo Caballero - s'ils ne sont pas d'accord avec la Loi sur les Limites Communales, est-ce que ces individus vont un jour être d'accord sur le fait que le Parti Socialiste puisse transformer pacifiquement la structure économique de la société, socialiser, comme dit la Constitution, la richesse sociale ?*" (23). Il est naturel qu'à la lumière de l'expérience espagnole et de ce qui s'était passé en Allemagne ou en Autriche, de nombreux militants considèrent la politique de réformes comme une utopie et les alliances avec les républicains comme une charge bien pesante qui ne pouvait guère se justifier.

L'impossibilité d'entreprendre des réformes sociales sans un changement révolutionnaire aboutit, en définitive, à éloigner le rêve de nombreux cadres et militants du PSOE et de l'UGT à propos de la possibilité d'une conquête du socialisme par la voie pacifique ou parlementaire et à remettre en cause l'efficacité de la collaboration avec les républicains. Et aussi à abandonner la conception classique, sur laquelle de nombreux dirigeants syndicaux avaient basé pendant des années leur pratique militante, selon laquelle l'émancipation des travailleurs serait, presque exclusivement, le résultat final de leur organisation comme classe. La vague "*à gauche*" finit par atteindre, pendant un temps, même des dirigeants comme Indalecio Prieto, leader de la fraction modérée du "*centre*", qui revendiqua comme sien le discours de menace de révolution au cas où la droite réactionnaire arriverait au pouvoir.

C'est fin 1932 que commence le processus de radicalisation de Largo Caballero. Dans un certain sens, ce processus n'était rien d'autre que l'expression de l'état d'esprit de la base impatiente du fait de la lenteur des réformes et du succès de la droite remportée dans l'obstruction à leur application, et en même temps il fut aussi le reflet de la mobilisation ouvrière qui parcourait pratiquement toute la péninsule. Homme peu enclin à faire des déclarations ou à participer à des meetings tant qu'il fut ministre, la première fois que Largo Caballero exprima publiquement sa déception flagrante et son point de vue politique sur l'attitude que devraient adopter les socialistes, ce fut lors de la réunion tenue au cinéma Pardiñas de Madrid, considérée habituellement comme le point de départ de ce qui s'appellerait par la suite la "*politique de Largo Caballero*" ou gauche socialiste. Dans ce meeting, auquel il participe pour contribuer à la récolte de fonds pour l'achat de la rotative de *El Socialista*, et parce qu'il observe "*que l'ennemi commun renforce son encerclement et devient plus agressif vis-à-vis de notre parti et de nos idées*", Largo Caballero revendique encore la participation au gouvernement et la collaboration avec les républicains - il est encore ministre - mais il leur lance l'avertissement suivant :

"Nous savons quant à nous que s'ils mettent notre parti et nos organisations dans une situation où, pour empêcher une dictature bourgeoise ou le fascisme, il faut instaurer la dictature prolétarienne, ce sera un moment très grave pour nous, très grave pour nos organisations et très grave pour l'Espagne. Mais, entre les difficultés et la gravité qui pourront en découler et les difficultés et la gravité que pourra nous causer la dictature bourgeoise ou le fascisme, il me semble qu'on n'a pas le choix : si grandes que soient les difficultés, il faudra y faire face. Et cela, ce n'est pas nous qui l'inventons : c'est ce que nous voyons que vivent nos camarades allemands. "

Et il ajoute : *"Que cela soit clair : Le Parti Socialiste va à la conquête du pouvoir, et, comme je l'ai dit, à la conquête légale si cela est possible. Nous désirons que ce puisse être légalement, conformément à la Constitution, et sinon, comme nous pourrons. Et lorsque cela arrivera, on gouvernera selon ce que les circonstances et les conditions du pays permettront. J'avoue que si nous gagnons la bataille, ce ne sera pas pour remettre le pouvoir entre les mains de l'ennemi."* (24).

Ces déclarations furent complétées par son intervention lors de l'Ecole d'Eté des Jeunesses Socialistes en août de la même année, où il réaffirma, devant un auditoire enthousiaste qui avait auparavant reçu assez froidement voire avec quelque hostilité les discours de Besteiro et de Prieto, tout ce qu'il avait déjà dit :

"Certains ont pensé que les mots prononcés au cinéma Pardiñas le furent dans l'intention de produire un effet tourné vers l'extérieur, pour revigorer un peu l'esprit des camarades, mais que je n'étais pas très convaincu moi-même, que c'était une déclaration astucieuse. Je déclare que je confirme tout ce que j'ai dit au Pardiñas." (25)

Ces mots, prononcés par quelqu'un qui avait mieux que personne représenté dans le Parti Socialiste le prototype du dirigeant archi-réformiste, eurent un énorme écho et produisirent un effet spectaculaire. Le vieux leader réformiste - que ses partisans allaient bientôt commencer à appeler le *"Lénine espagnol"* - et, avec lui, de nombreux cadres de l'UGT et toutes les Jeunesses Socialistes, entamèrent un tournant qui les mènera vers des positions que leurs adversaires qualifièrent de *"bolchevisantes"*. En particulier, les Jeunesses Socialistes devinrent la caisse de résonance des positions de Largo Caballero et les porte-drapeaux de la lutte contre l'aile droite du parti (représentée par Besteiro) et le *"centre"* (Prieto). Proclamant aux quatre vents la nécessité de la révolution et de la conquête du pouvoir politique, elles soulignent que l'instrument pour tout cela est le parti socialiste. Un parti socialiste qu'il faut *"épurer"* de tous ses éléments opposés à la révolution. Tous se lancèrent à la conquête du parti et du syndicat et réussirent à écarter de la direction les éléments modérés. Les événements se succéderont ensuite très rapidement.

Le 19 septembre 1933 a lieu une réunion du Comité National du PSOE, au cours de laquelle les délégués présents saluent la sortie du gouvernement des ministres socialistes, repoussent le communiqué final qu'avait rédigé Prieto et imposent, contre l'avis des dirigeants du conseil exécutif national, un manifeste qui inclut expressément la mention de la *"nécessité de conquérir le pouvoir politique comme moyen indispensable pour implanter le socialisme"*. La rupture de l'alliance avec les républicains et l'affranchissement des compromis qu'elle impliquait, donneront une plus grande liberté aux socialistes.

24 Francisco Largo Caballero, *Discours aux travailleurs*, p. 48-49

25 Largo Caballero op cit, p. 30-31

Fin 1933, après l'annonce par Gil Robles de sa volonté d'implanter en Espagne l'Etat corporatiste, une résolution est proposée au Comité National de l'UGT "*pour l'organisation immédiate et urgente, en accord avec le parti socialiste, d'un mouvement révolutionnaire à caractère national visant à conquérir tout le pouvoir pour la classe ouvrière*", qui est repoussée par 28 voix contre 17 ; cependant, malgré ce vote, Largo Caballero réussit à faire adopter la constitution d'une commission mixte PSOE-UGT qui aura comme mission d'organiser les aspects pratiques d'une insurrection au cas où la CEDA arriverait au pouvoir. Prieto rédige le programme que prévoirait un hypothétique soulèvement et qui est présenté au Comité National de l'UGT le 27 janvier 1934, lequel l'approuve, ce qui provoque la démission du comité exécutif proche de Besteiro (26).

Le programme est en définitive une défense de la République et du travail effectué par les Cortès Constituantes et par le gouvernement républicano-socialiste, mais la simple évocation de la possibilité d'organiser une insurrection effraie les éléments les plus modérés. Largo Caballero est élu Secrétaire général et l'un de ses co-religionnaires, Anastasio de Gracia, est nommé président. Les fédérations les plus importantes du syndicat connaissent le même sort : celles du bâtiment, de la métallurgie, de la banque, du transport, et surtout la puissante Fédération Nationale des Travailleurs de la Terre, qui sera dirigée par Ricardo Zabalza. L'important Regroupement Socialiste de Madrid tombe aussi entre les mains des "*gauches*" et, en avril 1934, à l'occasion du Vème Congrès des Jeunesses Socialistes, c'est la direction de l'organisation de jeunesse qui passe aux mains des partisans de Largo Caballero et elle est représentée par un nouveau président, Carlos Hernández Zancajo, dirigeant du Syndicat des Transports et du Regroupement de Madrid, et par un nouveau Secrétaire Général, le jeune Santiago Carrillo, qui commençait alors sa carrière politique. À partir de ce moment-là, la FJS se comportera comme le fer de lance de la gauche socialiste et soumettra à une pression constante les autres courants du parti. L'organe des Jeunesses Socialistes, *Rénovation*, deviendra un agitateur permanent en faveur de la voie révolutionnaire et de la lutte pour une épuration du parti, tâche à laquelle il invitait les trotskystes de Izquierda Comunista qu'il considérait comme "*les meilleurs révolutionnaires et les meilleurs théoriciens d'Espagne*".

Lors du Congrès qui écarta les militants du courant Besteiro qui avaient jusqu'alors dirigé l'organisation de jeunesse, la résolution présentée proclamait la ferme adhésion de l'organisation aux principes de la révolution prolétarienne et signalait que, dans le moment présent, il n'y avait pas d'autre solution que l'insurrection armée de la classe ouvrière pour conquérir complètement le pouvoir politique et instaurer la dictature du prolétariat. Une résolution qui représentait un saut qualitatif par rapport à la position qu'avaient adoptée les directions du PSOE et de l'UGT sur le programme qui devrait accompagner la prise du pouvoir.

26 Le projet de programme rédigé par Prieto comprenait 10 points : nationalisation de toutes les terres; priorité au financement des travaux d'irrigation; réforme de l'enseignement public; dissolution de tous les ordres religieux, confiscation de leurs biens et expulsion de ceux considérés dangereux; dissolution de l'Armée et sa réorganisation sur des bases démocratiques; dissolution de la Garde Civile et création d'une milice populaire; réforme et épuration de la bureaucratie de l'État; mesures pour l'amélioration morale et matérielle des travailleurs de l'industrie; réforme du système fiscal; implantation rapide par décret des mesures précédentes, ratifiées par les organes législatifs que se donnera le peuple, et mise en fin de fonctions du président de la République. Outre ces points - qui ne seraient pas publiés avant quinze mois - il semble bien que Largo Caballero a présenté un document en 5 points qui concrétisaient l'action à développer : organisation d'un mouvement franchement révolutionnaire; déclaration de ce mouvement au moment jugé opportun; mettre le parti et l'UGT en rapport avec ceux qui s'engagent à coopérer; si la révolution triomphait, le parti socialiste et l'UGT assument le pouvoir politique avec la participation de tous ceux qui auront collaboré à la révolution; développer le programme antérieurement cité.

Le processus qui s'opérait à l'intérieur du Parti Socialiste ne passa pas inaperçu, en particulier au groupe que dirigeait Andrés Nin. En avril 1934, dans la revue théorique de l'organisation, un des membres du Comité Exécutif de ICE exposait très clairement les raisons de cette radicalisation :

"Apparemment, le parti socialiste s'est rendu compte - la réalité finit toujours par s'imposer - que la bourgeoisie, cette fois-ci, s'oriente vers l'élimination complète de tout ce que l'évolution historique a créé dans le monde ouvrier. Et comme, en fin de compte, le parti socialiste fait partie intégrante et se nourrit de ce monde ouvrier, le danger d'anéantissement menace aussi le parti socialiste. Il ne s'agit plus pour le parti socialiste de servir la bourgeoisie en cherchant à endormir le prolétariat, parce que la bourgeoisie lui a fait savoir que non seulement elle ne lui paiera rien pour le service rendu mais qu'au contraire, une nécessité supérieure l'oblige à exécuter son ancien serviteur (...). Et, poussé par cette crainte, le Parti Socialiste opère un tournant radical en s'orientant vers des positions révolutionnaires. Déjà, le simple fait de faire allusion à la révolution concentre autour du parti socialiste la quasi totalité du prolétariat et des masses populaires" (27).

Il fallait donc tirer des conclusions de tout cela. Dans le même numéro de la revue *Comunismo*, était publié un article de Trotsky intitulé "*Centrisme et Quatrième Internationale*" dans lequel étaient signalés quelques-uns des éléments qui constitueraient l'analyse des processus de différenciation à l'intérieur de la social-démocratie internationale, à partir de l'expérience de la lutte de classes.

Le terme de "*réformisme*" n'a plus, selon Trotsky, la même signification qu'à l'époque du capitalisme ascendant, et sous ce terme on trouve des phénomènes nouveaux que les marxistes ne devaient pas ignorer et qui ouvraient les meilleures perspectives pour les révolutionnaires. Trotsky propose aux partisans de la IV^{ème} internationale d'entrer dans les partis socialistes précisément pour renforcer leurs ailes gauches. En France, les militants de la Ligue Communiste décident d'entrer dans le parti socialiste (SFIO) en août 1934. Bien que non sans après discussions, le tournant "*français*" aura aussi un développement dans d'autres pays, comme par exemple la Belgique, la Pologne, l'Italie, l'Angleterre, l'Argentine ou les Etats Unis.

En Espagne, la question commença à être débattue en septembre 1934, à la veille de l'insurrection d'octobre, mais la majorité des membres de l'ICE s'opposent au « *tournant français* » et affirment quant à eux que "*la garantie pour l'avenir réside dans le front unique, mais aussi dans l'indépendance organique de l'avant-garde du prolétariat. Nous ne pouvons en aucune façon, par un utilitarisme de circonstance, nous fondre dans un conglomerat informe, appelé à éclater au premier contact avec la réalité*" (28).

27 Esteban Bilbao : « *Quelques considérations face à la situation* », *Comunismo*, n° 34, (avril 1934). Trotsky s'était rendu compte que la crise des régimes parlementaires, caractéristique des années 30, avait profondément affecté la social-démocratie, historiquement liée à eux, et il pensait que les événements d'Allemagne et d'Autriche avaient scellé le sort du réformisme classique et que celui-ci s'était trouvé "*obligé*" de se transformer en "*centrisme*", ce qui créait une nouvelle situation où ne fonctionnaient plus les vieilles formules, répétées sans tenir compte des changements. La crise de la social-démocratie internationale s'était exprimée fondamentalement de deux manières : d'un côté la multiplication des partis et organisations socialistes de gauche qui procèdent de scissions de la II^{ème} Internationale, et d'un autre la prolifération de courants de gauche à l'intérieur de ces mêmes partis.

28 *Comunismo*, n°38 (septembre 1934).

L'ICE écarte l'éventualité d'intervenir dans la crise du PSOE et de se rapprocher des Jeunesses Socialistes, bien que ces dernières aient fait des appels dans ce sens, et bien que certains de ses dirigeants aient manifesté de la sympathie pour l'idée de la Quatrième Internationale. Nin, et avec lui la majorité des dirigeants de l'organisation, préférèrent rejoindre le projet d'unification entamé par quatre petits partis en Catalogne, qui finalement se verra réduit à deux, le Bloc Ouvrier et Paysan et la Gauche Communiste, et qui déboucherait sur la constitution du POUM en septembre 1935. Quelques mois plus tôt, en avril, la direction de l'ICE avait tenté une voie *"intermédiaire"* : en Catalogne, ses militants poursuivraient le projet *"unificateur"*, tandis que, dans le reste de l'Espagne, ils entreraient dans le PSOE pour aider le courant révolutionnaire *"à s'orienter vers le marxisme révolutionnaire"* (29). Cependant la majorité de ces militants repoussa cette proposition et le Comité Exécutif décida finalement d'étendre le nouveau parti à tout l'Etat espagnol (30).

Les jeunes socialistes ne pourraient donc pas compter sur l'aide, selon leur expression, *"des meilleurs révolutionnaires"* et des *"meilleurs théoriciens"* pour combattre les réformistes et transformer le PS en parti de la révolution sociale. Comme nous le verrons plus loin, d'autres le feront, avec le résultat bien connu : la transformation des Jeunesses Socialistes en JSU, après l'unification avec les Jeunesses Communistes, fournira finalement, après l'unification avec les Jeunesses Communistes, une base de masse au PC et bloquera la possibilité d'approfondir la ligne de rupture avec la politique de collaboration de classe que les jeunes socialistes avaient essayé de développer dans leur lutte contre la droite socialiste.

Portée et limites de la radicalisation socialiste

Il y avait sans doute beaucoup de rhétorique dans les déclarations de la gauche socialiste, et il est vrai que, comme l'ont indiqué certaines études, celles-ci semblaient plus destinées à faire pression sur le Président de la République pour qu'il ne permette pas l'arrivée au pouvoir de la CEDA, à conjurer ce danger, plutôt qu'à donner corps à ces déclarations le moment venu. Mais il est certain également, comme l'a écrit Munis, *"que si les menaces de révolution n'étaient que des mots sonores dans la bouche des dirigeants socialistes, elles se transformaient en convictions et en actions lorsqu'elles se répercutaient sur la conscience des masses"* (31). En réalité, le radicalisme de l'aile gauche du PSOE - qui, comme on l'a déjà indiqué, répondait surtout à un état d'esprit des masses ouvrières, à leur poussée révolutionnaire et à l'impuissance entraînée par l'échec de la coalition républicano-socialiste - oscilla pendant les premiers mois de 1934 entre la menace verbale et la pratique réformiste habituelle. Le développement même des Alliances Ouvrières fut freiné précisément pour cette raison. Munis, qui fit partie de l'Alliance Ouvrière de Madrid comme délégué de l'ICE, a expliqué l'attitude des représentants du PSOE à l'intérieur de celle-ci, et comment la stratégie erronée de la gauche socialiste, résumée dans le mot d'ordre *"pas de batailles partielles"* au nom de la révolution, réduisait les possibilités d'alliances, niait la nécessité de les structurer et leur donner un contenu, et les transformait en un élément décoratif ou, dans le meilleur des cas, en un simple comité de coordination des organisations. Contradictoirement, ce n'est qu'en Catalogne - où le PSOE n'avait aucune influence - et aux Asturies - où paradoxalement la direction du SOMA et des socialistes n'était pas proche de Largo Caballero mais plutôt proche de Prieto - que les Alliances eurent un développement différent et devinrent une référence pour le mouvement ouvrier.

29 Pelai Pagès: op cit, p. 278

30 Seul un petit groupe de militants de Madrid décida de ne pas accepter la résolution du CE d'ICE - parmi lesquels on trouvait Fersen, Esteban Bilbao, Munis ... et demanda son entrée dans le PSOE.

L'expression la plus claire de la stratégie qui méprisait la lutte quotidienne au nom de la préparation de la lutte finale put être observée en juin 1934 à l'occasion de la grève paysanne déclenchée par la FNNT. Celle-ci se trouva obligée de prendre cette décision face à la pression de sa base, exaspérée par la situation et par la poussée de la réaction. En mai, les députés de la CEDA avaient obtenu l'abrogation définitive de la Loi sur les Limites Communales, peu avant le début de la récolte, ce qui permit aux propriétaires d'engager de la main d'œuvre d'ailleurs - des Portugais et des Galiciens - au détriment des travailleurs locaux inscrits dans les organisations de gauche, et de baisser ensuite les salaires. *El Debate* faisait de l'agitation sur l'idée de n'engager que les ouvriers inscrits aux syndicats catholiques et la situation devint désespérée pour des milliers et des milliers de d'ouvriers agricoles qui constatèrent de plus que les rares défenseurs qu'ils avaient - la majorité socialiste dans quelques municipalités - étaient eux aussi réduits à néant : le ministre de l'Intérieur Salazar Alonso, représentant politique des propriétaires terriens de Badajoz et proche collaborateur de Gil Robles, donna l'ordre de destituer "*tous les maires partout où on ne pouvait pas leur faire confiance pour le maintien de l'ordre public*" (32). Près de 200 maires socialistes furent destitués de cette manière.

Après des demandes répétées du syndicat aux autorités demandant le respect de la législation du Travail et de nombreuses protestations contre la fermeture systématique des Maisons du Peuple et face aux poursuites contre les travailleurs inscrits au syndicat, la direction de la FNNT se décida finalement à appeler à la grève. La décision ne reçut pas le soutien de la direction de l'UGT qui s'y opposa, invoquant, entre autres raisons, le fait qu'un mouvement de ce type provoquerait une répression terrible, qui à son tour pourrait provoquer une grève générale dans tout le pays à laquelle l'UGT n'était pas en mesure d'appeler. Largo Caballero lui-même se chargea d'indiquer aux dirigeants de la fédération paysanne - tous membres de son courant - qu'ils ne devaient compter sur aucune grève de solidarité des travailleurs de l'industrie. Et même le comité de liaison PSOE-UGT, constitué en janvier pour étudier les détails d'organisation d'un mouvement révolutionnaire, informa toutes ses sections que la grève paysanne n'avait rien à voir avec son projet, ce qui évidemment constituait un appel à ne pas le soutenir. Même ainsi, les dirigeants de la FNNT, qui expliquaient devant leurs camarades de la direction de l'UGT qu'ils ne pouvaient pas abandonner leurs adhérents à la famine, à la persécution politique et aux licenciements, maintinrent l'ordre de grève et fixèrent la date de son début au 5 juillet (33). La réponse de Salazar fut de publier un décret qualifiant la récolte de service public national et la grève de conflit révolutionnaire, ce qui rendait illégales toutes les réunions, manifestations et la propagande qui avaient quelque rapport avec elle. Le premier coup fut porté contre *L'Ouvrier de la Terre*, qui fut fermé et qui ne reparaitrait plus jusqu'en 1936. Il y eut des arrestations massives de paysans qui étaient transportés en camions, sous la menace du fusil, loin de chez eux, et on arrêta même deux députés socialistes. Malgré tout cela, la grève fut un succès dans les provinces de Jaén, Grenade, Ciudad Real, Badajoz et Cáceres, et fut honorablement suivie en Andalousie. Mais les grévistes ne purent pas empêcher les propriétaires d'embaucher de la main d'œuvre extérieure - du Portugal et d'autres provinces - et de plus le gouvernement eut recours à l'armée pour utiliser les moissonneuses-batteuses. La lutte se solda par une terrible défaite pour la FNNT, que la répression allait frapper durement, ainsi que ses dirigeants, dont beaucoup furent condamnés à plusieurs années de prison. Le syndicat ne redonnerait signe de vie qu'après la victoire du Front Populaire en février 1936. À Madrid, au sein de l'Alliance Ouvrière que contrôlaient les socialistes, Munis se battit pour que celle-ci occupe son poste dans la lutte et ne laisse pas les paysans seuls.

31 G. Munis : *Repères de défaite promesse de victoire / Critique et théorie de la révolution espagnole, 1930-1939*, p. 139.

32 Paul Preston: op cit, p. 188

Ses efforts furent inutiles car la théorie "*économiser les énergies*" lancée par les délégués socialistes s'imposa par-dessus toute autre considération. Munis finira par abandonner l'Alliance Ouvrière en signe de protestation contre cette attitude de capitulation, bien que l'ICE reprendrait quelques semaines plus tard son poste dans cet organisme.

Dans le cadre de la préparation de l'insurrection annoncée le jour où la CEDA arriverait au pouvoir, les socialistes, et en particulier l'aile gauche, montrèrent l'autre face de leur radicalisme verbal et, abandonnant à leur sort des milliers de paysans et le syndicat qui décida de lutter avec eux, rendirent possible un triomphe de la réaction, ce qui aurait ultérieurement des conséquences en octobre. Comme on le verra par la suite, l'orientation qui méprisait les luttes partielles parce qu'elles risquaient de gaspiller les forces pour la "*lutte finale*" ne fut que la couverture idéologique derrière laquelle se réfugia la gauche socialiste pour poursuivre la politique avec laquelle, malgré la phraséologie utilisée, elle n'avait pas rompu.

La CEDA arrive au gouvernement : l'insurrection éclate

Renforcés par la victoire sur la grève paysanne, la réaction s'enhardit à faire un pas de plus. Fin septembre, la CEDA annonça qu'elle ne pouvait pas continuer à appuyer un gouvernement minoritaire - qui jusqu'alors lui avait facilité sa tâche contre-révolutionnaire - et déclencha ainsi la crise. Samper démissionna le 1er octobre et Alcalá Zamora entama la tournée habituelle des consultations avec tous les représentants politiques dans le but de résoudre la crise. Des républicains modérés comme Martínez Barrios et Sánchez Román suggérèrent au président de la République de ne pas permettre l'entrée de la CEDA au gouvernement. Les socialistes demandèrent la dissolution des Cortes et l'organisation de nouvelles élections. Rien de tout cela ne fit changer d'avis le Président de la République. Bien que connue officieusement la veille, le 4 octobre est annoncée la constitution du nouveau gouvernement comprenant trois ministres de la CEDA. Le choix des personnes qui devaient représenter ce parti dans le nouveau cabinet était une véritable déclaration de guerre : en commençant par l'offre du portefeuille de l'Agriculture à Manuel Giménez Fernández - avec ce que signifiait qu'un représentant de la CEDA occupe ce ministère après que ce parti se fut fait l'écho de toutes les revendications des propriétaires terriens - en passant par la désignation pour le Ministère de la Justice du député de Pampelune, Rafael Aizpún - un homme qui ne cachait pas ses sympathies traditionalistes -, pour finir par la désignation pour le portefeuille du Travail de Anguera de Sojo, un juriste spécialiste du droit canon et procureur responsable de la saisie de 100 numéros de *El Socialista*, et qui était de plus un membre éminent de l'Institut Agricole Catalan de San Isidro et donc un ennemi juré de l'ERC (Gauche Républicaine Catalane) et du Gouvernement de la Généralité (34).

33 Les revendications de la grève étaient: respect des clauses du travail; obligation du service de placement et strict respect du tour de travail indépendamment de l'adhésion politique; réglementation de l'emploi des machines et des travailleurs extérieurs pour assurer 40 jours de travail aux travailleurs de chaque province; mesures immédiates et effectives contre le chômage; appropriation provisoire par l'Institut de Réforme Agraire des terres dont l'expropriation était prévue dans la loi de réforme agraire et mise en fermage collectif aux chômeurs; application de la loi de fermages collectifs; reconnaissance du droit à remplacer tous les bénéficiaires de l'intensification des cultures; mise à disposition aux paysans avant l'automne pour lesquels l'Institut de Réforme Agraire avait des terres disponibles; création d'un fonds de crédit pour venir en aide aux fermages collectifs; et restitution des biens communaux spoliés (cité par Paul Preston: op cit., p. 192).

34 Apparemment, la désignation d'Anguera de Sojo fut une action de provocation préméditée, car une délégation de l'ERC rencontra au préalable Alcalá Zamora pour lui demander son exclusion du gouvernement. Gil Robles se refusa tout net à accepter son remplacement par un autre représentant de la CEDA (v. Paul Preston: op cit. p. 207)

Depuis le 1er octobre, date où la crise gouvernementale s'annonce, jusqu'au moment où se forme le gouvernement Lerrox avec les trois ministres de la CEDA, les dirigeants socialistes - Largo Caballero inclus - loin de se préparer à la conquête du pouvoir, épuisèrent jusqu'au dernier moment toutes les possibilités d'essayer d'agir sur le Président de la République pour éviter ce qui semblait inévitable et se dispenser d'assumer la responsabilité de déclencher le mouvement qu'ils menaçaient de déclencher depuis des mois. Ce n'est que quand le nouveau gouvernement, quelques heures après sa constitution, annonça l'instauration de la loi martiale qu'ils n'eurent pas d'autre solution que de se battre, mais cela se fit sans préparation et surtout sans direction. À Madrid, le 4 octobre, les dirigeants de l'UGT annoncèrent aux autorités 24 heures à l'avance qu'ils allaient appeler à une grève générale pacifique, essayant ainsi de façon désespérée de faire changer d'avis Alcalá Zamora. Ce délai offrit au gouvernement la possibilité de se préparer éventuellement à la protestation : aussitôt tous les dirigeants ouvriers furent emprisonnés, sauf ceux qui s'enfuirent ou se cachèrent. Largo Caballero dut se cacher pour ne pas être arrêté et Prieto partit en exil. La grève, complètement désorganisée, dura dix jours, tandis que les milices organisées par les Jeunesses Socialistes restaient inefficaces car ne disposant pas d'instructions à suivre, ni d'armes, ni d'aucun plan de combat.

Octobre 1934 démontra l'impuissance de la fraction Largo Caballero, perdue dans l'inconsistance de sa rupture avec le réformisme du PSOE et sans éléments capables de la mener de façon consciente, de la même manière qu'elle rendit palpable et démontra clairement la volonté de combat de milliers de travailleurs. En effet, si à Madrid, fief de la fraction de gauche, le mouvement se disloqua, aux Asturies et en Catalogne au contraire, où l'Alliance Ouvrière eut un réel développement, les masses répondirent à l'appel à la lutte.

Le mouvement en Catalogne et aux Asturies

En Catalogne, avec les premières nouvelles de la crise, l'Alliance Ouvrière se réunit en session plénière depuis le 3 octobre tandis qu'elle recevait les délégués de toutes les villes où elle s'était constituée. Dans cette même session, les délégués du BOC - parmi lesquels se trouvait Maurín - jouèrent un rôle important et imposèrent leur orientation. Après des heures de réunion et de débat, il fut décidé d'appeler à une grève générale pour le 5 octobre, en même temps qu'il était décidé d'envoyer une délégation pour expliquer à Companys les plans de l'Alliance Ouvrière et pour l'appeler à proclamer la République Catalane. Auparavant, une autre délégation avait été envoyée à Madrid pour rencontrer les délégués madrilènes de l'Alliance dans l'intention d'organiser un mouvement dans tout le pays.

Bien que la CEDA eût annoncé que son programme comprenait, entre autres choses, d'en finir avec l'autonomie catalane, le gouvernement de la Generalitat ne se montra pas réceptif aux propositions de l'Alliance Ouvrière. Bien plus, le conseiller du gouvernement, Josep Dencás, ordonna à la police de dissoudre une manifestation appelée par celle-ci. Cependant, malgré la complète absence de soutien des forces qui appuyaient le gouvernement autonome, malgré l'attitude hostile des "escamots" (*garde « catalane » de la Généralité*, NdT) de Dencás et la dérobade des dirigeants de la CNT, l'appel à la grève parvint à paralyser Barcelone (35).

34 Apparemment, la désignation d'Anguera de Sojo fut une action de provocation préméditée, car une délégation de l'ERC rencontra au préalable Alcalá Zamora pour lui demander son exclusion du gouvernement. Gil Robles se refusa tout net à accepter son remplacement par un autre représentant de la CEDA (v. Paul Preston: op cit. p. 207)

35 Dans certaines agglomérations comme Badalona, Granaollers, Ripoll, Suria et Tarrasa, des militants de la CNT y participèrent pleinement.

D'autre part, dans bon nombre des plus importantes localités catalanes, les comités de l'Alliance Ouvrière parvinrent à contrôler la situation dans leurs villes respectives et s'emparèrent du pouvoir local en occupant les mairies. À Sabadell, la grève avait complètement réussi depuis des heures et les ouvriers contrôlaient la ville où le Comité d'Alliance Ouvrière avait proclamé la République Catalane. À Lérida aussi, les travailleurs avaient "pris" la ville et avaient mis la Guardia Civil hors d'état de nuire. À Gérone, Tarragona, Reus, Sitges, Vilanova, le mouvement avait également triomphé. Dans cette dernière ville, la République socialiste avait été proclamée. En tous ces lieux, l'initiative en revenait à l'Alliance Ouvrière ou aux forces qui la composaient. La Gauche Républicaine et le Gouvernement de la Généralité furent à la traîne de la situation. Tandis qu'arrivaient des nouvelles selon lesquelles à Madrid, aux Asturies et en d'autres endroits d'Espagne la grève générale avait éclaté, à la tombée de la nuit du vendredi 5 eut lieu à Barcelone une manifestation appelée par l'Alliance Ouvrière qui rassembla des milliers de personnes, pour exiger l'instauration de la République Catalane.

Le 6, une nouvelle manifestation eut lieu qui, se dirigeant vers le siège du gouvernement, exigea à nouveau la proclamation de la République Catalane et que celle-ci remette des armes à la population. À huit heures du soir, poussé par les circonstances, Companys finissait par annoncer du haut du balcon de la Généralité *"la création d'un Etat catalan à l'intérieur de la République Fédérale espagnole"*.

Les militants de l'Alliance Ouvrière exigeaient des armes mais celles-ci ne furent pas remises par le gouvernement, tandis que, par ailleurs, les "escamots" organisés par Dencás - qui, eux, disposaient de quelques armes - ainsi que de nombreux militants de Esquerra et des "rabassaires" qui s'étaient rassemblés pour lutter attendaient vainement des instructions.

On craignait que, si l'on remettait effectivement des armes à l'Alliance Ouvrière, celle-ci s'empare du contrôle de la situation dans la capitale catalane, comme cela se produisait déjà dans d'autres localités. Dans ces conditions, le gouvernement de Madrid eut la tâche facile : sans rencontrer d'obstacles, 500 soldats de la garnison de Barcelone sortirent de leurs casernes pour réprimer l'acte de rébellion du gouvernement autonome et restaurer l'ordre public. Dix heures après le siège du palais de la Généralité par les troupes, bombardé par l'artillerie, le gouvernement catalan se rendait. Les "escamots" rassemblés s'enfuirent laissant leurs armes et les militants de l'Alliance Ouvrière se dispersèrent eux aussi. À Barcelone, la résistance se prolongea encore quelques heures dans les locaux du CADCI, où quelque 40 militants s'étaient retranchés jusqu'à leur reddition à coups de canon. Dans le reste de la province, la résistance se prolongea jusqu'au 9, date à laquelle l'Armée réussit à soumettre les révolutionnaires.

Sans aucun doute, c'est aux Asturies que l'insurrection alla le plus loin. Là, l'Alliance Ouvrière disposait de l'appui réel de toutes les organisations à l'exception du PC - qui la rejoindrait au dernier moment - et d'une influence vérifiée.

Au petit matin du 4 au 5 octobre, les combats commencent à Mieres, qui devient le centre de l'insurrection asturienne, avec l'encerclement par les mineurs des casernes de la Garde Civile et de la Garde d'Assaut. La Municipalité tombe au pouvoir des révolutionnaires et Manuel Grossi, vice-président du Comité Exécutif régional de l'Alliance Ouvrière des Asturies, proclame la République Socialiste. On nomme un Comité Révolutionnaire composé de deux représentants socialistes, deux du PC et Grossi représentant le BOC et l'Alliance Ouvrière. Une fois la situation sous contrôle à Mieres, les révolutionnaires décident de marcher vers la capitale, Oviedo, pour compléter la victoire.

Le 5 octobre, la lutte s'étend à la majorité des localités de la région. Dans chaque village s'est constitué un Comité révolutionnaire et des milices se sont organisées pour occuper la capitale, dont la prise commence à 6h du matin le 6. Dix heures plus tard, la municipalité d'Oviedo se trouve déjà entre les mains des mineurs, bien que la ville ne soit pas entièrement contrôlée. D'autres localités continuent de tomber au pouvoir des révolutionnaires, qui par ailleurs obtiennent le soutien de quelques détachements de soldats et s'emparent aussi de la fabrique d'armes de Trubia et de la fabrique de dynamite de la Manjoya. Bien qu'arrivent des nouvelles de la reddition du gouvernement catalan et de l'échec de l'insurrection à Barcelone, les révolutionnaires asturiens décident de continuer. Le Quartier Général des Milices - "*l'armée rouge*" des mineurs - est installé à la Maison du Peuple de Mieres. Les milices sont formées de groupes ou de compagnies de 30 hommes avec à la tête un responsable, qui font de la dynamite leur arme principale de lutte. Le 9, ils s'emparent de la fabrique d'armes d'Oviedo, tandis que le gouvernement réagit en envoyant de nombreuses troupes vers les Asturies et en bombardant des villes comme Gijón, qui est occupée par des troupes de la Légion le 10, ainsi qu'Avilés.

Face à l'avancée de l'armée et presque sans munitions, le 11, les révolutionnaires décident de se replier sur le bassin minier. La capitale asturienne tombe au pouvoir des troupes de López Ochoa le 12 ; après quoi commence aussitôt une cruelle répression. Les jours suivants, l'avancée des Regulares et de la Légion à travers le bassin minier sera impossible à arrêter et sera également accompagnée d'une répression féroce qui ne respectera personne.

Le 15, face au manque de munitions et à l'isolement, la réalité s'impose : le Comité de Mieres décide d'informer le Comité Régional de l'Alliance Ouvrière de son opinion en faveur de la négociation de la fin des combats, opinion acceptée par ce dernier. Le 18, le Comité Provincial Révolutionnaire des Asturies publie un manifeste adressé à tous les travailleurs où il leur demande de déposer les armes "*pour éviter des maux plus grands*". Pour le Comité Provincial, il s'agit "d'une halte sur le chemin, d'une parenthèse" (36). Le lendemain, la résistance est terminée.

La lutte des mineurs asturiens deviendra un symbole et une référence. Malgré la défaite, l'ensemble du mouvement ouvrier l'interpréta comme le Comité Provincial, comme une parenthèse dans la lutte. Les faits qui se produiraient quelques mois plus tard le confirmeraient pleinement.

36 Manuel Grossi: op cit., p. 129.

